

DISSERTATION
DU DROIT
DES EVEQUES
TOUCHANT
LA RECEPTION
DES BULLES

A L'OCCASION
DE LA CONSTITUTION

du 8. Septembre 1713.

En trois parties.

SECONDE ÉDITION.



M D C C XIV.

THE
JOURNAL OF THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 11
PART 1
1881

AVERTISSEMENT.

Personne n'ignore le soulèvement général que la Constitution a excité dans les esprits. Les Théologiens éclairés l'ont regardée comme un renversement de la saine doctrine ; les personnes du monde n'en ont pas paru moins scandalisées ; & tous se sont réunis pour penser que les Evêques de France ne pouvoient pas recevoir une censure si contraire à tout ce que nous avons toujours crû & pratiqué. Ceux qui ont sollicité cette Constitution, & qui l'ont regardée comme un sujet de triomphe, témoins de ces sentimens du public, ont redoublé leurs efforts pour vaincre de si grands obstacles ; & pour consommer leur ouvrage. Ils se sont flattés d'abord qu'ils ne trouveroient aucune résistance de la part des Evêques, & que tout se soumettroit au seul nom du Pape, & à l'autorité de la Société. Cependant le zèle & la fermeté de quelques Evêques, qui ont fait éclater leur indignation, les a allarmés ; & ils ont crû que s'ils ne pouvoient s'assurer de leur complaisance, il falloit contester leur autorité, & les forcer d'accorder par principes de doctrine, ce qu'on n'avoit pu obtenir d'eux.

14 AVERTISSEMENT.

d'eux par intrigues. Ils ont donc fait répandre par des docteurs Ultramontains qui leur sont livrez, & dont la France se remplit tous les jours, que quand le Chef de l'Eglise a prononcé, il ne reste plus aux autres Pasteurs que la liberté de se soumettre & d'obéir; que les Evêques n'ont point droit d'examiner les définitions de foi émanées du S. Siège, qu'ils ne pourroient les rejeter sans devenir schismatiques, en se séparant du centre de l'unité; qu'ils sont donc obligez de conformer leur jugement à celui du Chef, par voie d'acquiescement & de soumission. Peut-être que la Société des Jésuites satisfait par là à des engagements qu'elle a pris avec la Cour de Rome, sans quoi la Constitution n'auroit pas paru; mais il est clair que les Jésuites, en répandant ici ces maximes, travaillent utilement pour le dessein qu'ils ont formé depuis longtemps d'anéantir l'Episcopat, & de tout soumettre à une Cour où ils sont si puissans, & dont il ne paroît que trop qu'ils disposent à leur gré. Toutes les pernicieuses conséquences que l'on tireroit infailliblement d'une maxime si dangereuse, ont réveillé le zèle d'un Théologien particulier, qui sans autre vue que celle de défendre la vérité, les droits des Evêques, les libertés de l'Eglise de France, a composé la Dissertation qu'on donne

A V E R T I S S E M E N T. v

donne ici au public, où on fait voir qu'on ne peut contester à une grande Eglise comme celle de France, le droit de rejeter les Constitutions dogmatiques qu'elle ne croit pas conformes à l'Ecriture & à la Tradition, ou utiles pour les fideles & propres à les edifier; & que l'on peut, sans rompre l'unité, & sans devenir schismatique, refuser de se soumettre aveuglément à tout ce que le Pape décide en matière de foi.

L'examen de cette question conduit naturellement à en faire l'application à la matière présente; c'est ce qu'on s'est proposé dans la seconde partie de cette Dissertation, où l'on fait voir par l'examen de la Constitution en elle même, & par les suites qu'elle auroit infailliblement, que les Evêques instruits & touchés de leurs devoirs ne peuvent la recevoir. L'on avoit achevé les deux parties de ce traité, lorsqu'il est tombé entre les mains de l'Auteur un Ecrit que l'on distribue aux Evêques pour leur persuader qu'il ne leur est pas permis de juger autrement que le Pape: il est rempli de maximes si fausses & si pernicieuses, que l'on a crû ne devoir pas le laisser sans réponse; c'est ce qu'on a tâché de faire dans la troisième partie, où l'on s'est appliqué à découvrir tout le venin de cet Ecrit, & à en démontrer la fausseté. On s'estimera trop

vi AVERTISSEMENT.

heureux si ce travail peut contribuer à nous
préserver de la servitude honteuse à laquelle
on veut nous assujettir.

*Imprimé pour la première fois le 22. Jan-
vier 1714. & pour la seconde le 22. Novem-
bre de la même année.*

TABLE

T A B L E

Du contenu dans cette Dissertation.

PREMIERE PARTIE. Où l'on prouve qu'une grande Eglise, comme celle de France, n'est point obligée d'accepter purement & simplement toutes les Constitutions dogmatiques des Papes; & qu'elle a droit de modifier, ou même de rejeter entièrement celles de ces Constitutions qu'elle n'approuveroit pas. Page 1

II. PARTIE. Où l'on prouve que l'Eglise de France a droit d'expliquer, ou même de rejeter les Constitutions des Papes: & où l'on fait voir qu'elle doit user de ce droit à l'égard de la nouvelle Constitution de Clement XI. 61

Si la Constitution peut être reçue comme propre à edifier les fideles. 63

I. POINT. Si la Constitution peut servir à soutenir la piété. 63

II. POINT. Si la Constitution peut contribuer à affermir la regle. 72

III. POINT. La Constitution acceptée dans le Roiaume, sera-t-elle propre à conserver la paix? 78

IV. POINT. Si l'acceptation de la Constitution sera propre à faire respecter l'autorité de l'Eglise & celle du S. Siège. 92

* 4 III.

III. PARTIE, où l'on répond à un Memoire attribué à M. Tournely, sur la maniere dont les Evêques doivent recevoir la Constitution de Clement XI. du 8. Septembre 1713. 105

M. Tournely depouille les Evêques du droit de juger, lorsque le S. Siège a prononcé, après avoir été consulté; & il donne au Pape, dans ce cas, la prérogative de l'infailibilité. 109

Réponses des Papes sur des consultations de doctrine, revues & examinées dans les Conciles generaux. 117

Les Eglises particulieres n'acceptent que par voie de jugement, & rejettent même quelquefois des decisions de doctrine faites par des Conciles, reçus & approuvés des Papes. 120

Decisions des Papes faites sur des consultations d'Evêques rejetées dans l'Eglise à cause des erreurs qu'elles renferment. 129

DISSERTATION

SUR LA

CONSTITUTION

D E

N. S. P. LE PAPE

CLEMENT XI.

Portant condamnation du Livre des
Réflexions morales.

PREMIERE PARTIE.

Où l'on prouve qu'une grande Eglise, comme celle de France, n'est point obligée d'accepter purement & simplement toutes les Constitutions dogmatiques des Papes ; & qu'elle a droit de modifier, ou même de rejeter entièrement, celles de ces Constitutions qu'elle n'approuveroit pas.

Comme l'on ne sauroit proposer de rejeter, ou même d'examiner une décision d'un Pape, sans être traité presque par certaines personnes peu instruites, ou trop
A pré-

prévenues, de schismatique, & de rebelle au S. Siège, je croi devoir déclarer d'abord :

1. Que je regarde la Chaire de S. Pierre comme établie par Jéfus-Christ même pour être le centre de l'Unité ; que comme, selon la maxime de S. Augustin , il n'y a jamais de raison de rompre l'unité , *Præscindenda unitatis nulla juxta necessitas* , on doit toujours demeurer inviolablement uni au S. Siège, & que l'Eglise Gallicane doit regarder comme un de ses principaux avantages, la gloire que Charlemagne lui attribue d'être toujours demeurée dans la communion du Siège Apostolique , pendant que tant d'autres Eglises s'en sont séparées. Mais en même temps je ne croi pas que cette nécessité d'être uni à l'Eglise Romaine, oblige à embrasser aveuglément tout ce que les Papes jugent à propos de déterminer ; je pense au contraire qu'on peut s'écarter de leurs opinions en certains points, sans rompre pour cela l'unité , & sans renoncer à la communion du Chef de l'Eglise. C'est une vérité si constante dans la Tradition , que le P. Daniel lui même, dans son histoire de France, remarque que des Eglises entieres, & en particulier celle de France, ont quelquefois soupçonné les Papes d'avoir prévariqué & trahi la cause de l'Eglise, ce qui a fait qu'on leur a demandé des éclaircissmens touchant leur conduite & la sincérité de leur foi.

2. Je croi que l'Eglise Romaine est la mere & la maitresse de toutes les autres Eglises, & que la primauté qu'elle a reçue de Jesus-Christ, la met en droit de veiller dans toute l'Eglise à la conservation du dépôt de la foi. Cependant ce n'est ni à la personne du Pontife Romain, ni à l'Eglise particulière de Rome, que le privilege de l'infaillibilité a été promis; c'est à l'Eglise universelle que cette prérogative a été accordée. Si Dieu permettoit donc que le Successeur de Pierre tombât dans l'erreur, ce ne seroit être ni schismatique, ni rebelle au S. Siège, de lui résister alors, comme S. Paul résista à Cephas, *parce qu'il étoit répréhensible, & qu'il Galat. 2. ne marchoit pas dans le sentier droit de la vérité.*

Cela supposé, je soutiens qu'une grande Eglise, comme celle de France, n'est point obligée d'accepter aveuglément toutes les décisions des Papes en matiere de doctrine; qu'elle a le pouvoir de les examiner; qu'elle peut expliquer celles qui sont obscures & équivoques, modifier celles où il y auroit quelque chose de faux, rejeter celles que les Evêques croiroient dangereuses, ou qu'ils ne trouveroient pas conformes à la croiance & à la tradition de leurs Eglises.

Cette proposition paroît une suite nécessaire des sentimens que nous soutenons en France sur l'autorité du Pape par rapport aux

questions de foi , lesquels sont renfermés dans le 4. article de la Déclaration du Clergé de France dans l'Assemblée de 1682. dont voici les termes : „ Quoique le Pape ait la „ principale part dans les questions de foi , „ & que ses decrets regardent toutes les E- „ glises , & chaque Eglise en particulier , „ son jugement n'est pas irréformable , si le „ consentement de l'Eglise n'intervient. *In fidei quoque questionibus precipuas summi Pontificis esse partes , ejusque decreta ad omnes & singulas Ecclesias pertinere , nec tamen irreformabile esse ejus judicium , nisi Ecclesia consensus accesserit.*

1. Il est dit que le Pape a la principale part dans les questions de foi : il a la principale part , mais non toute la part : le privilege que sa primauté lui donne est exprimé ; mais l'autorité que les Evêques ont par l'institution de Jesus-Christ de juger & de décider les questions de foi , est en même temps conservée.

2. Les decrets des Papes regardent toutes les Eglises , & chaque Eglise en particulier , parce qu'il a droit de proposer ses décisions à toute l'Eglise ; mais ce pouvoir ne donne aucune atteinte à la liberté qu'ont les autres Eglises d'accepter , ou de ne pas accepter ce que le Pape a défini.

3. Ce jugement du Pape par lui-même n'est point *irréformable* , il ne le devient que par

par le consentement que l'Eglise y donne. La nécessité du consentement de l'Eglise fait entendre qu'il ne s'agit pas d'une soumission & d'un acquiescement qui ne pourroit être refusé, c'est un consentement libre, qui met en droit de rejeter ce qu'on n'approuve pas.

En effet, si, lorsqu'un Concile general n'est point assemblé, chaque Eglise particuliere étoit obligée de recevoir par provision tout ce qui seroit décidé par le Pape, par ce moyen toutes les décisions des Papes deviendroient nécessairement irréfragables, & toutes les Eglises aiant uni leurs suffrages au jugement du Souverain Pontife, le Concile œcumenique ne pourroit plus les revoir ni les réformer. D'ailleurs, comme les Conciles œcumeniques s'assemblent rarement, si le Pape décidait une erreur, les Eglises particulieres, forcées de consentir à sa décision, adopteroient l'erreur par provision; elle seroit ainsi reçue peu à peu dans toute l'Eglise. Sous Libere, par exemple, au lieu de l'anatheme que S. Hilaire dit à ce Pape, *Anathema tibi pravaricator Liberi*, il auroit fallu par provision recevoir dans les Eglises particulieres la formule Ariene à laquelle il avoit souscrit. La lettre d'Honorius, condamnée depuis dans le VI. Concile, auroit été par provision la regle de la croiance des fideles; & par ce principe, contre les

promesses de Jesus-Christ, les portes de l'Enfer, pendant un temps du moins, auroient prévalu contre l'Eglise.

Il n'y a donc qu'à bien expliquer la différence qu'il y a entre l'autorité du Concile general à l'égard des jugemens du Pape, & le pouvoir de chaque Eglise particuliere, & l'on verra se dissiper toutes les équivoques dont on embarrasse cette matiere.

Le Concile general, supérieur au Pape, examine en juge & en supérieur les décisions du Pape, pour les confirmer si elles sont exactes, pour les annuller & les condamner, s'il les trouve contraires à la saine doctrine; & dans ce cas l'autorité qu'il tient de J. C. même le mettroit en droit d'aller jusqu'à obliger le Pape à se rétracter, & à le déposer même, s'il persistoit dans l'erreur avec opiniâtreté.

Une Eglise particuliere examine, il est vrai, les décisions dogmatiques du souverain Pontife; mais elle se souvient toujours dans cet examen que le Pape est son supérieur; les Evêques en examinant, ne prétendent pas s'ériger un tribunal au dessus de celui du Pape, & semblable à celui du Concile œcumenique; ils peuvent refuser de consentir, d'approuver, d'accepter, mais ils ne peuvent casser, annuller; ils peuvent en un mot, par le refus de leur consentement, empêcher le jugement du Pape de
de-

devenir irréfornable ; mais ils ne font pas en droit de le réformer eux-mêmes. C'est ce que Gerson explique très correctement en plusieurs endroits de ses ouvrages.

„ Le Concile general, dit-il, est l'examina-
„ teur autentique, & le dernier juge des do-
„ ctrines qui ont raport à la foi. Le Pape est
„ le second examinateur ; car, dit encore
„ Gerson, quoiqu'il puisse errer, il n'en
„ est pas moins juge des questions de foi ;
„ & s'il se trompe, on peut revenir au Con-
„ cile.

De
exam.
doctr.
confid.
1. 2.

„ De ce principe on conclut deux veri-
„ tés. La premiere que dans les choses de
„ foi la détermination du Pape, précisé-
„ ment comme telle, n'oblige pas à croire ;
„ autrement il arriveroit des cas où il fau-
„ droit croire les deux contradictoires, ou
„ quelque chose de faux contre la foi. La
„ seconde vérité est, que le jugement du
„ Pape oblige tous les fideles à ne point
„ dogmatifer le contraire, si ce n'est, dit-
„ il, à l'égard de ceux qui reconnoissent
„ une erreur manifeste contre la foi, de ma-
„ niere qu'ils voient que, s'ils ne s'y oppo-
„ soient pas, leur silence autoriseroit l'er-
„ reur, & augmenteroit le scandale. Si
„ dans ce cas on les persécutoit & qu'on
„ prononçât des sentences contre eux, qu'ils
„ se souviennent que ceux qui souffrent
„ persecution pour la justice sont heureux.

Si Papa nollet omninò pertinaciter ea quæ sunt fidei declarare , vel erraret declarando , superius est judicium Concilii.... Concluditur duplex veritas. Prima, quòd determinatio solius Pape, in his quæ sunt fidei, non obligat, ut præcisè est talis, ad credendum; alioqui staret in casu quòd quis obligaretur ad contradictoria, vel ad falsum contra fidem. Secunda veritas est, quòd sententia Pape ligat omnes fideles ad non dogmatizandum contrarium, nisi per illos aut apud illos, qui manifestum contra fidem deprehendunt errorem, & scandalum grande fidei suo silentio, si non opponerent se, cognoscunt. Quòd si fieret persecutio sententiarum & pœnarum contra illos; sciant beatos esse qui persecutionem patiuntur propter justitiam &c.

„ Reste, dit-il, le remede du Concile general, auquel le Pape est soumis. Je sai, ajoute Gerson, que cette vérité ne plaira pas à plusieurs, qui veulent ménager une faveur injuste auprès du Pape.... Mais le contraire est une hérésie condamnée dans le Concile de Constance.

Lorsque le Pape a mal décidé, la conduite la plus ordinaire est donc de garder le silence; c'est ce que l'Eglise de France a fait en plus d'une occasion: mais il y a des rencontres où l'on doit s'opposer & rompre le silence; c'est ce qu'on verra aussi que l'Eglise de France a quelquefois pratiqué.

Le caractère des juges de la foi, dont les Evêques sont revêtus par l'institution même de Jesus-Christ, est une seconde preuve de nôtre proposition. Les Evêques en cette qualité sont en droit de juger avant le Pape, avec le Pape, & après le Pape, toutes les questions de doctrine, qui sont agitées dans l'Eglise; & l'histoire nous fournit une foule de preuves de ces différentes manieres dont les Evêques ont exercé leur pouvoir de juger les matieres de foi. Les hérésies de Paul de Samosate, d'Arius, de Pélage & de Celestius, des Priscillianistes, d'Elipande, des Albigeois, & d'Abailard, ont été condamnées par les Evêques, avant que le S. Siège en ait pris connoissance.

Les Evêques jugent avec le Pape dans les Conciles où ils se trouvent avec le souverain Pontife. Ils n'y disent pas leur avis, comme de simples consultants; mais ils unissent, en qualité de juges, leur voix & leur suffrage à la voix & au suffrage du Chef de l'Eglise, pour prononcer avec lui & comme lui l'oracle de la foi.

Le modele de tous les Conciles & la preuve de l'autorité que les Evêques y exercent par rapport aux définitions de la foi, nous sont tracées d'une maniere admirable dans le Concile de Jerusalem. Pierre, en qualité de Chef du College Apostolique, y parle le premier, Jacques opine ensuite, &

AA. 15. décide avec le caractère de juge , *Propter quod judico.* La définition se fait en commun , *Tunc placuit Apostolis & Senioribus.* L'Epître qui renfermoit la règle de la croiance , & qui devoit instruire tous les fideles , est écrite en commun , *Apostoli & Seniores.* Et les mêmes paroles , qui nous apprennent que les définitions des Pasteurs assemblez font l'ouvrage du S. Esprit , nous apprennent aussi que tous les Pasteurs s'unissent & concourent pour les former : *Visum est Spiritui sancto & nobis.*

Les Conciles suivans se sont conformez à ce grand modele ; chaque Evêque y a jugé , y a défini , & a eu soin communément de marquer son autorité dans sa souscription , *Judicans subscripsi, definiens, consentiens subscripsi.* Et si dans ceux où le Pape a présidé en personne , les définitions ont été prononcées en son nom ; on a eu soin d'y marquer que l'approbation du Concile y donnoit toute la force , & en faisoit des dogmes de foi. *Papa, sacro approbante Concilio.*

Enfin après que le Pape a décidé , & qu'il a envoyé ses Constitutions aux Evêques , ils exercent encore alors le droit de juges ; & quelque respect , quelque déference qu'ils aient pour le jugement que le Pape a prononcé , ils examinent encore alors la matiere sur laquelle le Pape a décidé , comme ils fe-

feroient dans un Concile où le Pape auroit dit le premier son avis ; & ils ne reçoivent sa décision que lorsqu'ils la trouvent conforme à la foi & à la tradition de leurs Eglises. Or dès lors que les Evêques acceptent par voie de jugement les Constitutions des Papes (comme ils l'ont marqué dans la réception des Constitutions d'Innocent X. de celle d'Innocent XII. & de la Bulle *Vincam Domini Sabaoth* de Clement XI.) il est évident qu'ils ont le pouvoir de rejeter ce qu'ils n'approuveroient pas. Ce droit des Evêques dans l'acceptation des Constitutions émanées du S. Siège , a été si solidement établi dans les actes des Assemblées du Clergé de France tenues pour accepter la Constitution d'Innocent XII. qu'il est inutile de s'étendre ici pour en rapporter toutes les preuves. J'expliquerai seulement ce qui s'est passé dans l'Eglise au sujet de la célèbre lettre de S. Leon à Flavien ; & ce qui s'est passé dans la réception d'une des lettres dogmatiques des Papes, la plus autorisée dans l'Eglise qui soit peut-être jamais émanée du S. Siège, servira à nous faire connoître ce qu'on est en droit de faire par rapport à celles qui ne méritent pas la même approbation.

Ep. 77.
nov. Editio.
pag. 780.

Les troubles que l'heresie d'Eutiches excita dans l'Orient, obligerent S. Leon d'écrire sa lettre à Flavien , qui est encore au-

jourd'hui regardée comme un des plus beaux monumens de l'antiquité. Il y condamne également l'herésie de Nestorius & d'Eutiches ; & la doctrine de l'Eglise sur le mystere de l'Incarnation y est expliquée avec tant d'exactitude & de solidité , qu'elle est devenue la regle de croiance & comme le symbole de l'Eglise sur ce point de nôtre foi ; voions comment elle fut acceptée.

S. Leon , avant le Concile de Calcédoine , envoya sa lettre aux Evêques des Gaules ; ils s'assemblerent pour la recevoir , & elle fut reçue avec beaucoup d'empressement , parce que les Evêques y reconnurent la foi & les sentimens de leurs Eglises ; c'est ce
 Ep. 76. qu'ils marquent eux-mêmes au Pape : *Mul-
 ti itaque in eâ , gaudentes pariter & exultan-
 tes , recognoverunt fidei sua sensum : & ita se
 semper ex paterna traditione tenuisse , ut vester
 Apostolatus exposuit , jure latantur.*

L'autorité des Evêques est encore plus clairement exprimée dans la réponse que les Evêques de la métropole de Milan écrivirent à S. Leon. Sa lettre fut examinée dans le Concile de Milan , on la trouva conforme à la tradition particuliere de l'Eglise de Milan , & à ce que S. Ambroise avoit enseigné sur le mystere de l'Incarnation ; & les Evêques en consequence de cette reconnaissance donnent leur consentement pour la recevoir & la faire executer , & ils mar-
 quent

quent leur caractère de juges jusques dans leurs souscriptions. „ Aiant averti mes Freres & mes Coëvêques, nous avons tenu „ un Concile, où vos lettres ont été luës , „ dit Eusebe Evêque de Milan, & après „ avoir examiné la lettre de vôtre Beatitude „ de dans le Concile des Prestres du Seigneur, il nous a paru qu'elle étoit écrite „ avec une foi pure & simple; qu'elle étoit „ conforme à tous les sentimens qu'Am- „ broise animé de l'Esprit de Dieu a expliqués dans son livre du Mystere de l'Incarnation du Seigneur; & parce qu'elle „ s'accorde entierement à la foi que nos „ ancêtres nous ont laissée, il nous a plu „ à tous de donner nôtre consentement à „ vôtre sentiment, dont l'autorité nous avoit „ prévenu. Ensuite ils souscrivent tous en „ ces termes : *F'ai consenti & souscrit.* Ep. 68.
c. 2.

ADMONITIS Fratribus & Coëpiscopis meis, habitoque conventu, vestram formam tenuimus litterarum. Nam recensens epistolam Beatitudinis vestra in Sacerdotum Domini Concilio... claruit eam plenâ fidei simplicitate fulgere... omnibusque sensibus convenire, quos B. Ambrosius de Incarnationis dominica mysterio suis libris, Spiritu sancto excitatus, inferuit. Et quia omnia majorum fidei nobis antiquitus tradita conveniunt, placuit omnibus.... suo etiam consensu autoritatis vestra precedente sententiâ, &c. Consensi & subscripsi.

Nous apprenons de S. Leon que sa lettre avoit été souscrite par les Evêques du côté d'Orient, & nous voions dans le Concile de Calcedoine que ceux du Patriarchat de Constantinople l'avoient reçue ; de sorte qu'avant le Concile de Calcedoine, cette celebre lettre avoit été acceptée par une grande partie des Evêques du Monde Chrétien ; & outre le respect singulier, que cette lettre méritoit par elle même, & par la dignité de son auteur, elle avoit presque acquis l'autorité d'un symbole de la foi par l'acceptation que tant d'Evêques en avoient faite. Cependant elle fut encore examinée de nouveau dans le Concile de Calcedoine.

AA. 1.
Tom. 4.
Concil.
Col. 58.
& 59.

A la vérité les Evêques, qui avoient souscrit la lettre de S. Leon, vouloient que l'on suivît cette exposition de la foi, sans penser à en faire une autre ; cependant les Officiers de l'Empereur, qui régloient par son ordre la police extérieure du Concile, engagèrent les Patriarches à choisir un certain nombre d'Evêques de leurs Provinces, qui examinassent plus particulièrement ce qui concernoit la foi, pour parvenir à former une décision unanime, & à resoudre tous les doutes que quelques particuliers pourroient avoir. Ces Commissaires du Concile lurent les Symboles, la lettre de S. Leon, les passages des Peres que ce Saint y avoit joints comme les preuves de sa définition.

tion. Cette lecture ne se faisoit pas seulement pour publier la lettre & pour la recevoir par acclamation; les Evêques d'Ilirie & de Palestine proposerent des difficultës sur trois endroits de la lettre du Pape, qui leur paroissoient favoriser le Nestorianisme. Les Legats du S. Siege qui étoient présens ne se plainquirent point de la témérité de ces Evêques, qui osoient soupçonner d'erreur un écrit du souverain Pontife. Personne dans le Concile ne regarda ce doute comme un crime, on s'appliqua à satisfaire ces Evêques. Théodoret en particulier leur fit voir qu'on trouvoit les mêmes expressions dans saint Cyrille, le grand adversaire de l'erreur Nestorienne; & après cette discussion tous les Evêques protesterent qu'ils recevoient ce que l'on avoit prononcé.

Dans la 4. Séance, où tout le Concile sou- Concil:
Tom. 4.
pag. 492.
& 493. crivit la lettre de S. Leon, deux Evêques particuliers marquerent qu'ils avoient eu des doutes sur quelques endroits de cette lettre; ils avouerent qu'ils étoient contens des explications qu'on avoit données, & que reconnoissant que la lettre de S. Leon étoit entièrement conforme aux SS. Peres, ils y donnoient leur consentement & la souscrivoient.

„ Nous étions arrêtez, dit l'Evêque de
 „ Sotapa, par quelques paroles de la lettre
 „ de Leon, qui nous paroissoient marquer
 „ une séparation & une division en J. C.
 „ mais

„ mais les Evêques & les Prêtres, qui tien-
 „ nent la place du très saint Archeveque
 „ Leon, nous ont déclaré qu'ils n'admet-
 „ toient aucune division ni séparation dans
 „ la personne de J. C. mais qu'ils recon-
 „ noissoient l'unité du Christ fils de Dieu ;
 „ c'est pourquoi nous avons consenti &
 „ souscrit.

Enfin les souscriptions de tous les Evê-
 ques de ce nombreux Concile sont autant
 de preuves qu'ils ne recevoient cette lettre
 qu'en jugeant avec le Pape, & que parce
 qu'ils la trouvoient conforme à la foi de l'E-
 glise ; *Consentire & concordare Epistolam san-*
ctissimi Leonis Archiepiscopi Romanorum cum
catholica fide 318. & 150. Patrum, & sub-
scripsi ei.

Ce qu'il y a de plus important, c'est que
 le Pape lui-même, bien loin d'être scanda-
 lisé du doute de quelques Evêques de
 l'examen qu'ils avoient fait de sa lettre,
 regarde & les doutes & l'examen, comme
 autant de moiens dont Dieu s'étoit servi
 pour affermir davantage l'autorité de sa let-
 tre, & pour lui donner plus de poids. Les
 paroles de ce Pape sont trop considerables
 pour ne les pas rapporter ici toutes entieres.
 „ Dieu, dit-il, a confirmé ce que nous
 „ avons défini, par un consentement de
 „ tous nos Freres, auquel on ne peut plus
 „ toucher, pour faire connoître que ce qui

S. Leon
 Ep. 93. à
 Theod.

„ a été formé d'abord par le premier juge ,
 „ & approuvé ensuite par le jugement de
 „ tout le Monde Chrétien , venoit vérita-
 „ blement de lui , afin que les Membres de-
 „ meurent unis au Chef , & afin que l'ac-
 „ cord & le consentement des autres Sièges
 „ avec celui qui est le Chef de tous les au-
 „ tres , ne parût pas une flatterie , & que
 „ l'on ne pût former aucun autre mauvais
 „ soupçon. Il s'en est trouvé d'abord , qui
 „ ont proposé des doutes sur nôtre juge-
 „ ment ; le ministère épiscopal ne devient
 „ jamais plus éclatant que lors que l'auto-
 „ rité des supérieurs est reconnue de cette
 „ manière , que la liberté des inférieurs est
 „ aussi conservée ; & un examen con-
 „ tribue à la gloire de Dieu , quand il
 „ se termine à vaincre les adversaires de
 „ telle sorte , qu'on ne peut pas dire ,
 „ que ce qui est mauvais a été rejeté , par-
 „ ce qu'on a été forcé de garder le silence.

*Deus, quæ nostro prius ministerio desinierat ,
 universa fraternitatis irretractabili firmavit as-
 sensu , ut verè à se prodissè ostenderet , quod
 prius à primâ omnium sede formatum , totius
 Christiani Orbis iudicium recepisset , ut in hoc
 quoque Capiti Membra concordent... nam ne alia-
 rum sedium ad eam , quam cæteris Dominus om-
 nium statuit præsidere , consensus , assentatio vide-
 retur , aut alia qualibet subrepere posset adven-
 sa*

sa suspicio; inventi prius sunt qui de judiciis nostris ambigerent... Multum denique sacerdotalis officii meritum splendet, ubi sic summorum servatur autoritas, ut in nullo inferiorum putetur imminuta libertas. Et ad majorem Dei gloriam profuit finis examinis, quando ad hoc se accipit exerendi fiduciam, ut vincatur adversitas, ne, quod per se putatur reprobum, silentii præjudicio videatur oppressum.

Ce qui s'est passé au sujet de la lettre de S. Leon prouve donc invinciblement :

1. Que les Evêques sont en droit d'examiner les définitions dogmatiques des Papes, & qu'ils ne doivent les accepter qu'autant qu'ils les trouvent conformes à la foi & à la tradition de leurs Eglises.

2. Que ces définitions du S. Siège ne deviennent des regles de croiance irreformables, auxquelles tous les fideles doivent se soumettre, qu'après que l'Eglise les a approuvées.

3. Que jusques à ce que les decrets des Papes aient acquis cette autorité, les Evêques sont en droit de refuser de souscrire ce qui ne leur paroît pas vrai, & de demander qu'on explique ce qui leur paroît équivoque & susceptible d'un mauvais sens.

4. Que ces maximes ne sont pas de simples prétentions des Evêques, auxquelles les Papes se soient opposés, mais que S.

Leon

Leon les a lui même établies & confirmées.

D'où je conclus qu'une grande Eglise, comme celle de France, a le pouvoir d'examiner une Constitution du Pape, qui n'a point encore d'autre autorité dans l'Eglise que d'avoir été publiée à Rome dans le Champ de Flore, & affichée aux portes du Vatican; qu'il n'est pas permis aux Evêques de la recevoir, s'ils la trouvent contraire à la doctrine des Pères & aux sentimens de leurs Eglises; & qu'ils peuvent déterminer le sens de ce qu'ils trouveroient équivoque & ambigu dans la Constitution, ou demander au Pape qu'il explique lui-même ce qui peut être une matiere de dispute & une occasion de scandale.

Je pourrois rapporter un grand nombre d'exemples qui établissent aussi clairement le droit de juger que les Evêques exercent dans l'acceptation des Bulles des Papes sur des matieres de doctrine. On peut voir en particulier ce qui se passa dans le XIV. Concile de Toledé, pour recevoir le VI. Concile, & la lettre de Leon II. *Tom. 6. Concil. fol. 1299.* mais je laisse tous ces exemples, pour m'attacher particulièrement à ce qui s'est passé, lors que les Eglises ont été d'un sentiment different de celui du Pape.

S. Paul a appris par son exemple, qu'il étoit permis de résister au Chef de l'Eglise, lorsqu'il s'écartoit de la verité, puisqu'il ne crai-

chap. 2.

craignit point, comme il le marque dans son
Epître aux Galates, de résister en face à S.
Pierre, parce qu'il étoit répréhensible, &
qu'il ne marchoit pas droit selon la vérité de
l'Evangile, obligeant les Gentils convertis
à la foi, d'observer la circoncision & les autres
cérémonies Judaïques.

S. Cyprien s'est servi de cet exemple,
pour faire voir que les successeurs de S.
Pierre ne doivent pas exiger que tout soit
soumis à leurs sentimens. „ S. Pierre,
„ dit-il, sur lequel J. C. a bâti son Egli-
„ se, lorsque S. Paul disputoit contre lui
„ sur la circoncision, ne s'arrogea rien avec
„ insolence, ni d'une manière arrogante; il
„ ne dit point que la primauté lui étoit
„ donnée, & que les autres Apôtres devoient
„ lui obéir; il reçut le conseil de la vérité,
„ & il céda aux raisons légitimes que S.
„ Paul alléguoit contre lui; nous laissant
„ en cela un grand exemple de concorde &
„ de patience, pour nous apprendre à ne
„ point aimer nos propres sentimens avec
„ opiniâtreté, mais d'embrasser plutôt les
„ opinions vraies & légitimes qui nous
„ sont suggérées par nos Collègues. *Petrus,*
quem primum Dominus elegit, & super quem
edificavit Ecclesiam suam, cum Paulus de
circumcisione postmodum disceptaret, non vin-
dicavit sibi aliquid insolenter, aut arroganter
assumpsit, ut diceret se primatum tenere, &
obtem.

obtemperari à novellis & posteris sibi potius oportere, nec despexit Paulum quòd Ecclesia persecutor fuisset: sed consilium veritatis admisit, & rationi legitima, quam Paulus vindicabat, facile consensit, documentum scilicet nobis & concordia & patientia tribuens, ut non pertinaciter nostra amemus, sed quæ aliquando à fratribus & collegis nostris utiliter & salubriter suggeruntur, si sint vera & legitima, ipsa potius nostra dicamus.

S. Augustin a rapporté cet exemple & L. 2. de Bapt.
 ce passage de S. Cyprien, pour faire voir
 qu'aucun Evêque n'étoit infaillible.. „ Si S.
 „ Pierre, dit-il, a pû ne pas marcher droit
 „ en quelque chose, selon la vérité de l'E-
 „ vangile, & obliger les Gentils à judaïser,
 „ comme S. Paul l'a cru dans une lettre,
 „ où il prend Dieu à témoin qu'il ne ment
 „ pas; s'il a pû, contre la regle de la vérité
 „ que l'Eglise a depuis embrassée, contrain-
 „ dre les Gentils à judaïser, pourquoi S. Cy-
 „ prien n'aura-t-il pas pû, contre la regle de
 „ la vérité que l'Eglise a depuis embrassée,
 „ obliger de rebaptiser les hérétiques & les
 „ schismatiques?

Mais il n'y a presque point de siècle qui ne fournisse des exemples de décisions dogmatiques des Papes, que des Eglises se sont cru en droit de ne point recevoir. Choisissons seulement les plus éclatants.

Personne n'ignore que l'Eglise d'Afri-
 que

que, à la tête de laquelle étoit S. Cyprien, & les Eglises d'Asie conduites par Firmilien Evêque de Césarée, ne reçurent point le decret du Pape Etienne, qui decidoit qu'on ne rebaptiseroit point les heretiques qui revenoient à l'Eglise. Je ne prétens point, comme quelques Savans l'ont avancé, que le Pape Etienne fût dans l'erreur aussi bien que S. Cyprien, ni que, comme celui-ci se trompoit en rebaptisant tous les heretiques qui rentroient dans l'Eglise, le Pape donnât dans une extremité opposée, en reconnoissant comme légitime le baptême de tous les heretiques, sans en excepter ceux mêmes qui alteroient la forme du baptême. Je suppose au contraire que S. Cyprien étoit dans l'erreur, & que le Pape Etienne soutenoit le parti de la vérité: & je n'en conclus pas moins, qu'à l'exemple de S. Cyprien, il est permis de s'opposer à une décision du Pape, sans être traité pour cela dans l'Eglise d'heretique ou de schismatique. Voions en effet quel jugement S. Augustin, si opposé au sentiment de S. Cyprien, a porté de sa conduite. Il le justifie pleinement, & il soutient que ce S. Martyr n'étoit pas obligé de se rendre à l'autorité du Pape Etienne, parce que la question n'avoit pas encore été décidée par un Concile general.

„ Ce S. Martyr, dit S. Augustin, auroit,
„ sans doute, cédé à l'autorité de toute
„ l'E-

„ l'Eglise; mais elle n'avoit encore rien pro-
 „ noncé, & cette ame si sainte & si pacifi-
 „ que n'a point rompu l'unité.

Ainsi l'Eglise d'Afrique, & du temps de S.
 Cyprien & du tems de S. Augustin, étoit
 persuadée que l'on pouvoit, sans rompre l'u-
 nité, ne pas embrasser les décisions du S. Siè-
 ge par raport à la foi. C'est ce que S. Augu-
 stin marque d'une maniere admirable dans
 le livre *De unico baptismo contra litteras Peti-*
liani c. 14. „ On voioit alors, dit-il,
 „ deux Evêques de deux Eglises très di-
 „ stinguées, l'Eglise de Rome & celle de
 „ Carthage, Etienne & Cyprien, tous
 „ deux dans le sein de l'unité catholique.
 „ Etienne croyoit qu'on ne devoit point
 „ réitérer le baptême de Jesus-Christ, & il
 „ paroissoit indigné contre ceux qui pen-
 „ soient autrement. Cyprien croyoit qu'on
 „ devoit baptiser dans l'Eglise catholique.
 „ ceux qui avoient reçu le baptême dans
 „ l'herésie & le schisme, parce que le bap-
 „ tême de Jesus-Christ ne leur avoit point
 „ été conféré. Le plus grand nombre des
 „ Evêques suivoit le sentiment d'Etienne;
 „ quelques Evêques étoient pour Cyprien:
 „ & les uns & les autres demeuroient fer-
 „ mes dans l'unité. *Duo erant eminentissi-*
marum Ecclesiarum, Romana scilicet & Car-
thaginensis, Episcopi, Stephanus & Cyprianus,
ambo in unitate catholica constituti; quorum
 Ste-

Stephanus baptismum Christi in nullo iterandum esse sentiebat, & hoc facientibus graviter succensebat. Cyprianus autem in heresi vel schismate baptisatos tanquam non habentes baptismum Christi baptisandos in Ecclesiâ catholicâ existimabat; multi cum illo, quidam cum isto sentiebant, utrique cum eis in unitate consistentes.

L. 5. de
bapt.
c. 25.

„ S'il y a eu quelque chaleur dans cette
„ dispute, dit encore S. Augustin, la paix
„ de Jesus-Christ a tellement triomphé dans
„ leurs cœurs, qu'elle les a mis à couvert du
„ schisme. Paroles d'autant plus dignes
d'être remarquées, qu'elles réfutent clairement ceux qui croient que l'on ne peut penser autrement que le Pape, sans se séparer du centre de l'Unité, & sans devenir schismatique.

Ce qui se passa à Rome au sujet de Celestius, n'établit pas moins clairement le droit qu'ont les grandes Eglises de s'opposer au Pape, s'il arrive qu'il approuve l'erreur, & qu'il condamne la vérité.

Marius
Mercat.
Com-
modit.
tom. 2.
Cenc.
c. 1513.
Zozim.
Ep. 3.
Concil.
om. 2.
1. 1558.

Celestius déjà condamné par les Evêques d'Afrique & par Atticus de Constantinople, vint à Rome en 417. Il présenta au Pape sa Confession de foi, qui fut examinée publiquement par le Pape en présence de tout son Clergé; & il paroît par la lettre même de Zozime, que l'on fut content à Rome de ce que dit Celestius; le Pape de-
venu

venu trop favorable à cet hérétique, accorda seulement le temps de deux mois aux Evêques d'Afrique pour l'instruire, & il déclara qu'après ces deux mois Celestius seroit absous. On voit par une lettre de Zozime que les lettres de Pélage furent approuvées dans ce Concile, & nous apprenons de S. Augustin, que Celestius osa nier ouvertement le péché originel devant le siège Apostolique. *Sine ullo vitio peccati originalis hominem nasci, cum hoc Celestius in suo libello posuisset, & libellus ejus catholicus dictus est.* Et dans un autre ouvrage S. Augustin dit encore, que cet hérétique ne rougit point de professer cette erreur devant le siège Apostolique. *Hunc sensum apud sedem Apostolicam profiteri nec timuit nec erubuit.* De là les Pélagiens conclurent que le S. siège avoit approuvé & confirmé leur doctrine sur le péché originel.

Tom. 2.
Concil.
pag. 1561
L. de pec.
orig.
cap. 6.

L. 2.
contra
duas ep.
Pelag.
c. 3.

Les Evêques d'Afrique ne crurent point devoir consentir à cette tolérance de Zozime & de son Clergé. C'est ce que S. Augustin nous apprend, & son témoignage sur cette matière est d'un poids d'autant plus grand, qu'il fait tous ses efforts pour couvrir la faute de ce Pape, & pour excuser sa foiblesse.

Il convient que Celestius avoit été traité avec trop de douceur, qu'on a excusé ses erreurs, parce qu'il promettoit de s'en cor-

riger, & qu'il avoit dit qu'il se soumettoit aux lettres du Pape Innocent premier.

Mais les Evêques d'Afrique écrivirent à Rome, qu'il ne suffisoit pas que Celestius eût promis une soumission vague & générale aux lettres d'Innocent I. qu'il falloit lui faire anathématiser expressément ce qu'il avoit mis de mauvais dans sa profession de foi, parce que, si on ne l'obligeoit pas d'en user ainsi, les personnes simples croiroient plutôt que le siège Apostolique avoit approuvé le venin de sa profession de foi, parce que Rome l'avoit déclarée catholique, qu'elles ne penseroient que l'erreur avoit été corrigée, parce qu'il avoit répondu qu'il se soumettoit aux lettres d'Innocent. *Romam ex Africâ litteræ venerunt, id continentes, non sufficere hominibus tardioribus & sollicitioribus, quod se generaliter Innocentii Episcopi litteris consentire fatebatur (Celestius) & aperte eum debere anathematizare quæ in libello suo prava posuerat; ne si id non fecisset, multi parum intelligentes, magis in libello ejus venena à sede apostolicâ crederent approbata; propterea quod ab illa dictum erat eum libellum esse catholicum, quàm emendata, propter illud quod se Pape Innocentii litteris consentire ipse responderat.*

La profession de foi de Celestius avoit donc été déclarée catholique par le Pape & son Clergé, *Libellus ejus Catholicus dictus est;*

est; & les Evêques d'Afrique crurent cette même profession de foi digne d'anathême, *Apertè debere eum anathematizare quæ in libello suo prava posuerat.*

Enfin quelque desir qu'eût S. Augustin de ménager l'honneur du S. Siège, il se fait une dernière objection. „ Mais si l'Eglise „ Romaine, (*quod absit*) avoit prononcé „ un tel jugement sur Pelage & Celestius, „ qu'elle eût sous Zozime approuvé les „ mêmes dogmes, qu'elle avoit réprouvés „ & condamnés sous Innocent, que faudroit-il penser? Alors, dit S. Augustin, „ nous regarderions le Clergé Romain „ comme coupable d'une honteuse prévarication. *Sed si, quod absit, ita tunc fuisset de Pelagio vel Celestio in Romanâ Ecclesiâ judicatum, ut illa eorum dogmata, quæ in ipsis & cum ipsis Papa Innocentius damnaverat, approbanda & damnanda pronunciarentur, ex hoc potius esset Romanis Clericis nota prævaricationis inurenda.*

Ainsi S. Augustin, après nous avoir rapporté un exemple d'une grande Eglise, comme celle d'Afrique, qui trouve digne d'anathême ce que l'Eglise de Rome avoit approuvé, établit la règle générale, que, si l'Eglise de Rome approuvoit & autorisoit l'erreur, il faudroit condamner une telle prévarication, bien loin de l'autoriser.

Après avoir vu un exemple si important

d'un écrit plein d'erreurs approuvé par un Pape, voions-en un autre d'un écrit catholique condamné par un autre Pape, & de l'opposition d'une grande l'Eglise à la condamnation que Rome avoit faite. C'est ce qui arriva dans le 7. siecle au sujet de S. Julien de Toledé. Ce S. Evêque adressa au Pape Benoît II. deux écrits sur l'Incarnation, dont le premier étoit intitulé, *Apologetique de la foi*, & le second, *Sur les trois substances*. Le Pape forma sur ces écrits des difficultés peu fondées, dit Felix successeur de S. Julien dans le siège de Toledé; *De quibus Romana urbis præsul frustra visus est dubitasse.*

Roderic Archeveque de Toledé, qui vivoit au 13. siecle, & qui assista au Concile de Latran sous Innocent III. explique plus en détail cette affaire dans le 3. livre de son histoire des Rois d'Espagne. „ Le „ très S. Prélat Julien envoya à Rome, dit- „ il, son livre *Des trois substances*, que Benoît „ Pape de Rome desaprouva, pour l'avoir „ lû avec trop peu de soin, & il ordonna „ qu'il fût supprimé. A l'instance du Roi, „ S. Julien justifia la vérité de son écrit „ dans le XV. Concile de Toledé par de „ solides autorités. Il envoya à Rome l'A- „ pologie par des députés de sa part, un „ prêtre, un diacre, un soudiacre, tous „ trois très savans, excellens Religieux, „ &

„ & habiles dans la science des Ecritures. Le
 „ Pape (Serge I. successeur de Benoît II.)
 „ reçut cette Apologie avec beaucoup de
 „ bonté, comme elle le méritoit, déclara-
 „ rant que tout le monde la devoit lire; &
 „ il s'écria même en ces termes, *Seigneur,*
 „ *soyez-en loué jusqu'aux extremités de la ter-*
 „ *re*; il la lut plusieurs fois, & ce Pape
 „ récrivit à S. Julien par ses députés, en
 „ le remerciant avec honneur & action de
 „ graces, & il assura qu'en tout ce que ce
 „ Prélat avoit écrit, il n'y avoit rien qui
 „ ne fût juste & plein de piété.

Nous avons encore cet Apologetique de Julien, il est inferé dans le XV. Concile de Toledé. Ils'agissoit de justifier quatre propositions, & entre autres celle-ci, *Qu'il y a en J. C. trois substances.* Le Pape condamnoit cette expression, & Julien fit voir que le corps, l'ame & la divinité de J. C. étoient trois substances, & que les SS. Peres avoient parlé comme lui.

Le XV. Concile de Toledé adopta cet écrit, comme on peut le voir dans les actes du même Concile, où il est raporté tout entier. Les Evêques d'Espagne concluent l'apologie de la premiere proposition par ces paroles: *Il n'y a point d'homme sage, qui présentement ne comprenne que ce n'est point nous qui avons erré; mais que ce sont eux qui se sont trompés, en ne lisant pas.*

avec affés de soin notre Ecrit. Ils ne nomment point le Pape ; mais ces paroles ne pouvoient tomber que sur lui.

Ils commencent la justification de la seconde proposition par ces termes , qui ne peuvent encore regarder que les Romains.
 „ Comme nous ne rougions point de dé-
 „ fendre ce qui est vrai, il y en a d'autres
 „ qui auront peut-être honte de l'avoir
 „ ignoré.

Après avoir raporté les passages de S. Athanase, de S. Ambroise , de S. Cyrille , de S. Augustin , de S. Fulgence & de S. Isidore de Séville, ils ajoutent : „ Si quel-
 „ qu'un, pour ne pas céder aux Peres, s'avi-
 „ soit de demander avec insolence, où ils
 „ ont pris tout cela, qu'il croie au moins
 „ à l'Evangile. Ils en donnent quelques
 preuves ; ils raportent même une partie de l'exposition de la foi catholique, & ils s'expliquent ainsi : „ Si maintenant quelqu'un,
 „ au lieu de se soumettre avec docilité,
 „ contredit ces vérités, il est condamné par
 „ le Concile.

Ils justifient la troisiéme & la quatrième proposition en montrant que ce sont presque les termes de S. Augustin & de S. Fulgence , & ils déclarent „ Qu'il n'est pas
 „ permis de censurer des docteurs si céle-
 „ bres dans tout le monde ; mais qu'il faut
 „ céder à l'autorité de ces Saints, que les E-
 „ gli-

„ glises de Dieu invoquent en célébrant
„ leurs fêtes. Car on ne peut regarder
„ que comme contraire à la regle de la foi
„ un sentiment qui est opposé à leur do-
„ ctrine.

„ Que si après ces éclaircissemens, dit
„ le Concile, ces personnes s'éloignent en
„ quoi que ce soit de cette doctrine des
„ Peres d'où la notre est tirée, il ne faut
„ pas disputer avec eux, mais en suivant
„ toujours, sans nous détourner, le che-
„ min où nos Peres ont marché avant nous,
„ nous espérons que Dieu jugera en notre
„ faveur, & que notre réponse sera estimée
„ de ceux qui aiment la vérité, quelque
„ mépris qu'en fassent nos envieux. igno-
„ rans.

Le Pape condamna donc un écrit d'un
S. Evêque d'Espagne; l'Eglise d'Espagne
justifia avec courage & avec lumiere l'é-
crit de son Primat, & le successeur de Be-
noît rendit au saint Primat la justice que son
prédécesseur lui avoit refusée.

L'Eglise de France n'est pas moins éclairée
aujourd'hui, que ne l'étoit celle d'Espagne
au septième siècle. Pourquoi auroit-elle donc
moins de vigueur & de fermeté?

Ce qui se passa en France au sujet des I-
mages nous fournit une autre preuve sans
replique, qu'une grande Eglise peut de-
meurer dans l'unité du Siege Apostolique.

sans embrasser tous les sentimens & tous les usages que les Papes voudroient établir.

Le second Concile de Nicée tenu en 787. avoit décidé que l'on doit honorer les Images; les Eglises d'Occident, excepté celle de Rome, n'avoient point envoyé à ce Concile, & ainsi il n'étoit point regardé comme un Concile universel. Mais les Légats d'Adrien I. y avoient présidé, le Pape l'avoit reçu, comme il le marque lui même dans sa réponse aux livres Carolins; & nous apprenons d'Hincmare, que ce fut ce Pape qui en envoya les actes en France. *Septima, v. cata universalis, Pseudo-Synodus de Imaginibus Romam missa, quam etiam Papa Romanus in Galliam direxit.*

Tom. 7.
Concil.
c. 962.
*Ipsam suscepimus
Synodum.
Hincm. in
op. capit.
sum 55.
ad Hincm.
Londun.
c. 20.*

Charlemagne, trois années après la tenue du Concile de Nicée, fit composer les livres Carolins, dont la vérité est aujourd'hui si reconnue, qu'il est inutile de s'étendre pour l'établir. Il condamne également dans cet ouvrage l'emportement des hérétiques qui brisoient les Images, & les erreurs de ceux qui les vouloient faire adorer. Il parle dans cet ouvrage avec un grand respect de l'Eglise Romaine (*l. 1. c. 6.*) Cependant il ne reconnoît point pour Concile universel le Concile de Nicée que cette Eglise avoit reçu (*liv. 4. c. 28.*) Il ne hésite point même de traiter sa décision d'erreur, comme celle du Concile de Constantinople, qui avoit con-

*Præf. op.
Carol.*

damné.

damné l'usage des Images; il déclare que non seulement il ne reçoit point ce Concile, que le Pape avoit accepté, & qu'il avoit envoyé en France, mais qu'il le rejette avec mépris; *Non solum non suscepimus, verum etiam ut purgamenta despiciamus*; & qu'il s'est cru obligé d'écrire contre ses erreurs, *contra ejus errores scribere compulsi sumus*: & il marque qu'il ne le fait que du consentement des Evêques de son Roiaume, *quod opus aggressi sumus cum consensu sacerdotum, in regno a Deo nobis concessio, catholicis gregibus praelatorum*. Ainsi on peut dire que les Evêques de France rejetterent dès lors, comme une erreur, une décision d'un Concile reçu par le Pape, & qu'il leur avoit lui-même adressé.

Charlemagne, après avoir composé cet ouvrage, l'envoia au Pape par Angilbert son Archichapelain. Le Pape ne commença pas par condamner un ouvrage composé contre un Concile qu'il avoit approuvé; il se contenta de répondre aux livres Carolins, & de déclarer qu'il défendoit l'ancienne tradition de l'Eglise Romaine, qu'il suivoit la doctrine de ses prédécesseurs, & qu'il conservoit la vraie foi. *Traditionem sanctæ Romanæ Ecclesiæ tenentes, præscam prædecessorum nostrorum Pontificum sequimur doctrinam, rectæ fidei traditionem modis omnibus vindicantes*.

Le Pape raporte à la fin les raisons qu'il

avoit eues de recevoir le Concile', & sans faire de reproches à Charlemagne qui l'avoit rejeté; il lui marque qu'il espere qu'il ne s'écartera point de la doctrine de l'Eglise Romaine. Comme ce different n'étoit pas encore terminé en 794. le Pape souhaita que l'on assemblât un Concile en France.

V. Du-
chefne
an Franc.
Tom. 3.
pag. 157.
247. 338.
Tom. 5.
pag. 163.
141.

Charlemagne le convoqua à Francfort. Hinc-
mare nous apprend qu'il fut tenu par l'or-
dre du Siege Apostolique, *Fussione sedis*
Apostolica. Et tous nos historiens marquent
qu'il s'y trouva deux Légats du Pape; mais
ni l'autorité du Pape qui avoit ordonné la
convocation du Concile, ni la présence
des Légats ne purent obliger les Evêques de
recevoir la décision du Concile de Nicée, &
la doctrine de l'Eglise Romaine. Ils croioient
que les Grecs avoient ordonné qu'on adorât
les Images; s'en tenant à l'usage de France,
selon lequel on conservoit les Images sans
leur rendre aucun culte, ils réprouverent le

V. le
Conc. de
Franc-
fort c. 2.
Tom. 7.
Conc.
c. 1057.

Concile de Nicée: *Contempserunt atque con-*
demnaverunt. Et cette diversité de senti-
mens ne rompit point l'unité avec le siège
Apostolique, qui avoit accepté le Concile
des Grecs, & qui agissoit fortement pour le
faire recevoir dans l'Occident. Les Ro-
mains persévérerent dans leurs sentimens, &
ils firent même des efforts pour établir le
culte des Images. Les François de leur côté
demeurerent dans leur pratique, & Louis

le Débonnaire s'opposa encore plus au culte des Images, que son pere Charlemagne n'avoit fait. *Adeo ut Ludovicus Caroli filius libro longè acriori insectatus sit imaginum cultum quam Carolus.* Ce qui se passa sous cet Empereur mérite une attention singulière.

En 824. les Empereurs Grecs, Michel & Théophile, envoient des Légats à Rome pour consulter le Pape, s'il falloit adorer ou ne pas adorer les Images, & ils ordonnèrent que ces Ambassadeurs passassent par la France pour s'unir avec l'Eglise de France sur cette matière, afin d'obtenir plus aisément de Rome, par cette union, ce qu'ils desiroient.

Les Empereurs dans leur lettre exposent toutes les superstitions que les Grecs pratiquoient à l'égard des Images. Ils ôtoient la Croix de J. C. pour mettre des Images à sa place; ils les invoquoient; ils les prenoient pour parains de leurs enfans dans le baptême; & ils portoient l'excès de leurs superstitions jusqu'à prendre des couleurs des Images, qu'ils méloient au corps & au sang de J. C. Les Empereurs marquent que touché de tant d'abus ils ont seulement conservé les Images pour l'instruction des ignorans, & qu'ils en ont interdit le culte pour ôter une occasion de superstition. Comme plusieurs des superstitieux
V. cette lettre à la tête du Concile de Paris imprimé à Paris fort en 1596.

s'étoient retirez à Rome, les Empereurs Grecs se crurent obligez de s'adresser au Pape pour établir la paix & la tranquillité.

Epist.
Lud. pii
ad Eugen.
Papam
II. tom.
7. Conc.
c. 1548.

Louis le Débonnaire aiant reçu cette Ambassade, voulut agir de concert avec le Pape, qui étoit alors Eugene II. Il lui demanda la permission d'assembler un Concile où cette question pût être agitée; & ce fut en conséquence de cette demande que le Concile de Paris se tint par la permission du Pape. Ce Concile ne se trouve point dans le recueil du Pere Labbe: mais nous l'avons, imprimé séparément à Francfort, & dans le supplément des Conciles de France donné par P. de la Lande.

Ces Evêques firent un recueil de toutes les autorités qu'ils avoient trouvées sur cette matiere, qu'ils rapportèrent à ces deux points, qui renferment tout ce qu'on croyoit alors & ce qu'on observoit en France sur le fait des Images. 1. Qu'il ne faut pas les abbatre. 2. Qu'on ne doit point les adorer: c'est-à-dire, qu'on les regardoit comme un moyen d'instruire les peuples, mais qu'on ne les leur proposoit pas comme un objet de leur culte. Les Evêques rendirent compte de leur travail à Louis le Débonnaire, & leur lettre est très-importante par rapport à la matiere que nous examinons.

Synod.
Paris. de
imag.

Ils marquent qu'ils ont commencé par
lue

lire la lettre d'Adrien I. à l'Empereur Constantin, & à l'Impératrice Irene sur le fait des Images; qu'il leur a paru qu'il reprenoit avec justice ceux qui brisoient les Images; mais qu'il avoit agi indiscretement en ordonnant de les adorer, ce qu'ils appellent un crime & une erreur importante, *non mediocriter erravisse.*

Ils font souvenir Louis le Débonnaire, que Charlemagne s'étant fait lire le Concile de Nicée, & l'ayant critiqué en plusieurs choses, comme il le méritoit, il envoya son ouvrage au Pape pour faire corriger ces abus, mais que le Pape favorisant la superstition, répondit à Charlemagne ce qu'il voulut, & non ce qui convenoit. Car, disent les Evêques, sans blesser le respect dû à l'autorité du Pape, il y a dans sa réponse plusieurs choses contraires à la vérité & à l'autorité, plusieurs choses absurdes qui ne conviennent point, qui méritent d'être reprises; par ignorance il s'est écarté des sentiers droits, & il est tombé dans le précipice de la superstition. *Adriani Papa Epistolam legi fecimus . . . indiscretè noscitur fecisse in eo quòd superstiosè eas (imagines) adorare jussit, pro quarum etiam causa Synodum congregari præcepit, & suâ auctoritate censuit ut erigerentur & adorarentur . . . cùm eas adorare nefas sit . . . Ipse (Adrianus) savendo illis qui ejus instinctu tam superstiosâ tamque incongrua testimonia*

memorato operi inferuerant , in illorum excusationem respondere quæ voluit , non tamen quæ decuit conatus est. Talia quippe quedam sunt quæ in illorum objectionem opposuit , quæ , remotâ pontificali auctoritate , & veritati & auctoritati refragantur.... licet absona , inconuenientia , reprehensione digna defensionis gratiâ proferre nissus sit , liquidò cognoscitur quod non tantum scienter , quantum ignoranter in eodem facto à recto tramite deviauerit in superstitionis præcipitium labi potuisset.

Ils représentent au Roi combien il est triste de voir que ceux qui sont revêtus de la plus grande autorité , & qui auroient dû corriger les autres , s'écartent eux-mêmes du droit chemin ; que la plus grande difficulté de cette affaire , est que ceux qui auroient dû s'opposer à l'erreur & réformer la superstition , la favorisent contre l'autorité de l'Ecriture & des saints Peres. Ils marquent tous les devoirs dont il faut s'acquitter en cette occasion , qu'il faut établir la vérité par l'autorité des Ecritures , louer les Romains , élever leur autorité , les flatter , pour tâcher de les attirer à la vérité , & de les y soumettre. *Non ignoramus animum vestrum magno radio posse affici , cum illos à recto tramite quomodo conspiciatis deviare , qui summâ auctoritate præditi , deviantes quosque debuerant corrigere. Pars illa , quæ debebat errata corrigere , ipsa prorsus eidem superstitioni non solum non resistere ,*

stere, verum etiam incautâ defensione contra auctoritatem divinam & sanctorum Patrum dicta nitebatur suffragari.... Credimus itaque quod... istos demulcendo, laudando & preferendo, eorumque auctoritatem magnis laudum praconiis efferendo, & sancta Romana Ecclesia condignam laudem deferendo, veritatem tamen ex testimoniis sanctarum Scripturarum & sententiis sanctorum Patrum in medium proferendo, & veraciter sobrièque exponendo, poterit vestra sanctissima devotio, sicut optat, utrisque consulere.. Sic quippe refragator, vinculis veritatis, modo blandiendo, modo honorando, modo secundum rationem veritatem demonstrando, subtiliter adstrictus, non audebit aliter docere quàm quod veritas habet..

Le Roi fit faire un extrait de ce que les Evêques avoient ramassé, qu'il envoya au Pape par Jérémie Archevêque de Sens, & Jonas d'Orleans. Il leur donne pour instruction de traiter avec le Pape avec beaucoup de patience & de modestie, de peur de l'obliger par leur résistance à venir à quelque extrémité, de paroître se soumettre pour l'amener à la règle que l'on doit suivre sur cette matiere. Vos ipsi tam patienter ac modeste cum eo de hac causâ disputationem habetis, ut summopere caveatis, ne nimis ei resistendo, eum in aliquam irrevocabilem pertinaciam incidere compellatis: sed paulatim verbis ejus quasi obsequendo magis quàm apertè resisten-

Tom. 7.
Conc.
p. 1550.

stendo, ad mensuram qua in habendis imaginibus retinenda est, cum deducere valeatis.

Tout ce que nous savons sur cette affaire, c'est que l'Eglise de France conserva son opinion & sa pratique différente de celle de l'Eglise Romaine, jusqu'à la fin du IX. siecle, sans cesser jamais d'être dans la communion du S. Siège, comme le P. Mabillon l'a fait voir dans la savante Dissertation qu'il a composée sur cette matière, & qui est à la tête de son quatrième siecle de l'Ordre de S. Benoît.

Mais on dira que l'Eglise de France étoit dans l'erreur en interdisant le culte des Images, qu'elle se trompoit encore en imputant à l'Eglise Romaine & aux Grecs un sentiment sur l'adoration des images, qui n'étoit suivi ni des uns ni des autres, & qu'elle a été enfin obligée d'abandonner son sentiment pour embrasser celui de l'Eglise Romaine.

* Dogm.
Eccles. de
Incarnat.

Il seroit aisé de justifier la pratique & la doctrine de l'Eglise de France sur ce point, comme ont fait le P. Petau * & le P. Mabillon. Mais quand nos peres par ignorance de la langue Grecque se seroient trompez sur la signification du terme *d'adorer*, & auroient imputé à l'Eglise Romaine & aux Grecs un sentiment qu'ils n'avoient pas, il n'en seroit pas moins constant, 1. qu'ils ont cru que le Pape pouvoit être dans l'erreur.

& qu'ils n'étoient pas obligez de suivre un point de doctrine décidé d'une maniere si solennelle, & que l'Eglise Romaine avoit tant d'envie de faire accepter. 2. Que cette résistance & cette opposition aux décisions des Pâpes ne les empêchoit pas de demeurer dans la communion du S. Siège, ni de donner au Pape toute sorte de marques de leur respect. 3. Qu'ils n'ont rien négligé pour instruire les Pâpes, & pour soutenir leur pratique & leur sentiment.

Avant que de passer à un autre exemple, on observera seulement que Charlemagne aiant envoyé les Actes du Concile de Nicée en Angleterre, les Evêques de ce Roiaume crurent aussi bien que ceux de France que le Concile vouloit qu'on adorât les images, *Quod Ecclesia Dei execratur*, disent les historiens Anglois. Ils rejetterent donc le Concile de Nicée, & Alcuin écrivit contre ce Concile une lettre remplie d'autorités de l'Ecriture sainte, qu'il présenta à Charlemagne, au nom des Evêques & des Princes Anglois. V. Roger de Hoveden. pag. 405. & Simeon du Dunelme *ad ann.* 793.

Depuis le 8. siecle combien trouvons-nous de décisions de Pâpes contraires aux dogmes de l'Eglise de France qu'elle n'a point reçues, & dont même le contraire est regardé comme une regle certaine?

Gregoire II. est consulté par S. Boniface

Tom. 6.
Concil.

de col. 1448:

de ce que la S. Eglise Romaine enseignoit sur plusieurs points, *Qualiter servet vel doceat . . . sancta Apostolica Romana Ecclesia.* Gregoire lui répond avec toute l'autorité que les Papes s'attribuent, & qu'ils voudroient que les Evêques reconnussent dans les successeurs de S. Pierre : *Beatus Petrus, dit-il, Apostolatus & Episcopatus principium existit, & consulenti tibi de statu Ecclesie, non ex nobis quasi ex nobis, sed ejus gratia qui aperit os mutorum &c. & qualiter tenere debeas, apostolici vigoris doctrinam dicimus.*

Un des points de la Constitution étoit de savoir ce qu'un mari devoit faire, si sa femme devenoit malade de telle manière qu'elle ne pût plus rendre le devoir conjugal. Le Pape déclare qu'il faut exhorter le mari de vivre dans la continence, & *quia hoc magnorum est, ille qui se non poterit continere, nubat magis.* Ainsi, selon la décision de ce Pape, une infirmité survenue depuis le mariage le rendroit nul, *Si mulier infirmitate correpta &c.* Aussi Gratien, qui rapporte ce decret, n'a-t-il pas craint de déclarer qu'il est entierement contraire aux Canons & à la doctrine de l'Evangile & des Apôtres. *Illud Gregorii sacris Canonibus, imò Evangelicæ & Apostolicæ doctrinæ penitus invenitur adversum.* Bellarmin a été si choqué de cette décision de Gregoire II. qu'il avoit imprimé dans les premières éditions de ses Controverses, que

que le Pape Gregoire s'étoit trompé par ignorance, & que cela pouvoit arriver au Pape lorsqu'il ne decidoit pas une question comme de foi; mais ce Cardinal devenu dans la suite plus politique & plus courtisan, voulut dans les dernieres éditions de ses ouvrages expliquer la decision de Gregoire II. & y donner un bon sens.

V. Bellarm. l. 4.
de Rom. Pont.
c. 12.
Edit. Lugd.
1596.

Gregoire III. répondant au même S. Boniface, decida qu'il falloit rebaptiser ceux qui auroient été baptisés par les Payens.

Tom. 5.
Concil.
c. 1468.

Etienne II. dans une réponse à une consultation des Evêques de France, définit que, si un Prêtre a baptisé avec du vin un enfant en danger de la vie, le Prêtre n'a fait aucune faute, & que l'enfant doit demeurer dans ce baptême.

Tom. 6.
Concil.
c. 1650.

Dans le fait il est certain que ces decrets des Papes n'ont point été reçus dans les Eglises, où l'on enseigne & l'on suit des principes qui y sont absolument opposés; & dira-t-on que le respect pour le S. Siège obligeoit d'accepter avec soumission toutes ces decisions bizarres & contraires aux dogmes de la foi? Par ce faux principe d'une obéissance aveugle, l'erreur auroit prévalu, & les méprises de tous ces Papes seroient devenues (ce que Dieu ne permettra jamais) les fautes de toute l'Eglise.

Mais on voit par les lettres mêmes des Papes, qu'ils ont fait sur des points de dogmes,

me,

me, des décisions contraires les unes aux autres, de sorte que si l'on étoit obligé de croire ce qu'ils définissent, il faudroit souvent, suivant la réflexion de Gerson, que nous avons rapportée ci-dessus, croire des choses fausses & contradictoires.

Alexandre III. décide pour la validité & l'indissolubilité d'un mariage contracté par paroles de présent, quoique, dit-il, quelques-uns de ses prédécesseurs aient autrement jugé. *Licet aliter à quibusdam prædecessoribus nostris sit aliquando judicatum.*

Innocent III. prononce que, si un fidèle se fait hérétique ou gentil, sa femme ne peut pas se remarier, quoiqu'un de nos Prédécesseurs ait prononcé autrement, *Licet quidam Prædecessor noster sensisse aliter videatur.* Et nous apprenons d'une Somme sur les empêchemens du mariage, qui se trouve manuscrite dans la Bibliothèque de S. Victor, que ce Prédécesseur d'Innocent III. est Clément III. qui dans une Décretale qui commence par ce mot, *Laudabilior*, avoit décidé qu'une femme hérétique, qui se convertissoit à la foi, pouvoit se séparer de son mari qui demuroit dans l'hérésie, & contracter un nouveau mariage. Almain s'est servi de cet exemple pour prouver la faillibilité des Papes.

S'il n'étoit pas permis dans l'Eglise de rejeter une décision d'un Pape, la foi & la doctri-

Can. 3.
Licet
ext. De
spons.
duorum.

Cap.
Quanto
extra De
divort.

V. Lau-
noiliv. I.
sp. 5.

Almain.
De Autor.
Eccles.

doctrine des Eglises auroit donc changé selon les differens Pontificats. Sous Clement III. le mariage d'un hérétique auroit été dissoluble, & réellement dissous par la conversion d'une des parties. Sous Innocent III. ce même mariage auroit été regardé comme indissoluble. Les Evêques exposez à des variations continuelles, ne pourroient plus dire, telle est notre croiance, telle est la foi immuable qui subsiste depuis les Apôtres, mais telle est la foi d'un tel Pape, telle est la doctrine que l'on a tenue sous un tel Pontificat.

La célèbre dispute des investitures, dont l'Eglise a été agitée pendant tant d'années, nous fournit une nouvelle preuve que de grandes Eglises ne sont pas obligées de se soumettre aveuglément à tout ce qu'il plaît au Pape de prononcer.

Il faut remarquer que, quoiqu'il ne s'agît dans cette contestation que d'une pure discipline, elle fut regardée par quelques Conciles & par differens Auteurs comme une question qui appartenoit à la foi. Le Concile de Vienne tenu en 1112. traite l'usage de recevoir l'investiture de la main laïque d'hérésie. Ives de Chartres examine si l'on peut en avoir cette idée, & il convient que quelques personnes mettoient l'opinion de ceux qui défendoient l'investiture, *inter hereses*. Il paroît par une lettre de Geof-
Tom. 10.
Concil.
p. 784.
Ives de
Chart.
ep. 236.
Gofrid.
Vindoc.
froi ep. 11.

froi de Vendôme, & par le traité qu'il a composé *De ordinand. Episcop. & Investit. laicorum*, qu'il étoit de ce sentiment.

Or quoiqu'on en eût alors cette idée, ou du moins qu'il fût douteux, si c'étoit un point de foi, de grandes Eglises ne se sont point soumises pendant longtems à ce que les Papes avoient décidé sur cette matiere.

Gregoire VII. fut le premier qui défendit solennellement en 1075. dans son Concile Romain de recevoir l'investiture des Evêchés & des Abbayes de la main laïque; ce règlement fut renouvelé en 1078. dans un autre Concile Romain, & dans un Concile postérieur en 1080.

Tom. 10.
Conc.
c. 372.
381.

Les successeurs de Gregoire VII. confirmèrent le même règlement, comme l'on peut voir dans le Concile de Capoue tenu sous Victor III. en 1087. le Concile de Melphe sous Urbain III. en 1090. où l'usage des investitures est encore condamné, & dans le Concile de Clermont de l'an 1090. c. 15. & 16. & dans un Concile Romain de l'an 1099. c. 16. & 17.

Tom. 10.
Conc.
col. 617.

Si l'on vouloit examiner à fond cette matiere, on pourroit faire voir qu'en France on ne se soumettoit pas absolument à ces réglemens des Papes, comme quelques Auteurs célèbres l'ont crû; qu'en Angleterre jusqu'en 1107. les Rois persisterent dans l'ancien usage; mais pour nous borner à l'Allemagne,

il

il est constant que la décision des Papes n'y fut point acceptée ni suivie pendant longtemps.

Sous Pascal II. au commencement du douzième siècle, l'Eglise d'Allemagne, pour qui l'on fait principalement que tous ces réglemens avoient été faits, pratiquoit encore l'usage que le Pape avoit condamné. Nous en avons une preuve bien illustre dans la célèbre conférence; qui se tint à Châlons entre le Pape & les Envoies de l'Empereur Henri V. L'Abbé Suger, qui étoit présent, en a fait une description. L'Archevêque de Treves député de l'Empereur soutint fortement le droit des Empereurs & la discipline de son Eglise, selon laquelle l'élû ne se mettoit point en possession qu'il n'eût reçu de l'Empereur l'investiture, *per Baculum & Annulum*, & fait la foi & hommage au Souverain; & il prétendit que l'on ne devoit pas donner atteinte à une coutume si certaine. L'Evêque de Plaisance, qui répondit pour le Pape, dit de mauvaises raisons, ne répondit rien à l'argument tiré de la possession; il soutint seulement en général que l'Eglise est libre, qu'il ne convient point d'assujettir aux mains prophanes des mains consacrées par l'onction sainte. De pareils raisonnemens firent peu d'impression, & la conférence n'eut aucun succès.

Tom. 4.
hist.
Franc.
p. 289,
290.

Les lettres du Pape Pascal II. sont remplies

plies de cette matière, & prouvent que l'Allemagne ne s'étoit pas soumise.

Concil.
Tom. 10.
c. 754.

En 1107. on tint le Concile de Troyes, où il fut parlé de ce différent. Le Pape y étoit présent. L'Empereur y envoya pour soutenir son droit, & le Concile ne termina rien.

Il est inutile de rapporter tout ce qui se passa en 1110. & 1111. où l'Empereur, qui se trouva le plus fort en Italie, força le Pape de confirmer son droit, ce qui fut regardé comme une violence dont le Pape en liberté se releva dans la suite.

Tom. 10.
Conc.
col. 889.

En 1116. dans le Concile de Latran Pascal II. renouvela les anathêmes contre les investitures : mais ce Pape mourut sans avoir vû la fin de ce différent, & il ne fut terminé que sous Calliste II. en 1122. dans l'Assemblée de Wormes, où l'on prit des tempéramens.

Il résulte de ce fait, que l'Eglise d'Allemagne ne se croyoit point obligée d'accepter ce que le Pape avoit décidé, & ce que plusieurs personnes savantes & quelques Conciles même croyoient avoir été condamné comme une hérésie.

Quoiqu'Ives de Chartres fût fort dévoué au S. siège, il ne croyoit pas que dans cette occasion on fût obligé d'exécuter ce que tant de Papes avoient réglé ; quelque

Epist. 60.

respect qu'il marque pour les reglemens des

Pa-

Papes dans la lettre qu'il a écrite sur cette matière, il fait assez sentir cependant l'idée qu'il avoit de ce reglement. Il rapporte ce qu'on peut dire de plus fort en faveur du droit des Souverains, qui avoit été reconnu par les Papes mêmes; que ne s'agissant de rien qui soit défendu par la loi éternelle, ni qui puisse intéresser le salut des fideles, à quoi toutes les loix Ecclésiastiques doivent se rapporter, on pouvoit ne pas diviser le sacerdoce & l'empire, & ne pas causer tous les scandales qui sont les suites funestes de ces divisions. „ Ce n'est pas, dit-il, que je veuille „ lever la tête contre le S. Siège, ou m'op- „ poser à ses dispositions, si elles sont ap- „ puiées sur de bonnes raisons, ou sur l'au- „ torité des anciens. *Non quòd velim ad- versus Sedem Apostolicam caput erigere, & ejus salutaribus dispositionibus obviare si vivis nitantur rationibus & evidentioribus veterum Patrum auctoritatibus.* „ Mais je voudrois, „ aussi bien que plusieurs personnes qui „ n'ont que des sentimens de piété, que les „ Ministres de l'Eglise Romaine, comme „ de bons medecins, s'appliquassent à guérir „ les plus grandes maladies, & qu'ils ne s'ex- „ posassent pas à s'entendre reprocher par „ ceux qui les méprisent, qu'ils coulent le „ moucheron pendant qu'ils avalent le cha- „ meau. *Sed hoc vellem, cum multis mecum pie sentientibus, ut Romana Ecclesia Ministri,*

tanquam probati medici, majoribus morbis sanandis intenderent, & non ab irrisoribus suis audirent, culicem excolantes & camelum glutientes.

La Cour de Rome ne craindra-t-elle point que sa Constitution ne fasse renouveler l'application d'Ives de Chartres? Mais continuons la suite des preuves qui établissent notre proposition.

Tout le monde sait que le Pape Boniface VIII. aiant décidé dans une lettre écrite à Philippe le Bel, qu'il lui étoit soumis & pour le temporel & pour le spirituel, & qu'il regardoit comme hérétiques ceux qui pensoient autrement, cette doctrine, aussi bien que la Décretale, *Unam sanctam*, fut rejetée dans le Roiaume, & qu'on vint jusqu'à prendre des mesures pour faire assembler un Concile général, où l'on pût procéder contre le Pape & le déposer.

Continuatio Chron. Guill. de Nangis a d. an. 1333. tom. II. spi. il. pag. 160. Le même extrait est rapporté dans les Pr. des lib. pag. 1266.

Ce qui se passa en France du temps de Jean XXII. peut être rapporté comme un exemple mémorable, dont on pourroit faire de grands usages aujourd'hui.

Ce Pape enseigna dans un sermon, que les ames des Saints ne jouiroient pas de la vision béatifique avant le jugement dernier; il ne négligea rien pour répandre, & faire recevoir cette opinion dans l'Eglise; on ne parloit d'autre chose à sa Cour. Il punit sévèrement un Dominicain qui avoit osé pré-

prêcher la doctrine contraire. Il composa ^{Rainald. ad an. 1333. n. 44. 45. & 46.} un écrit pour prouver ce sentiment par l'Écriture & la Tradition, qu'il adressa à Roger Archevêque de Rouen; il écrivit au Roi Philippe de Valois, pour obtenir de lui qu'il laissât au moins la liberté de soutenir les deux sentimens; & il envoya en France, sous d'autres prétextes, le Général des Freres-Mineurs & un Dominicain, qui n'y venoient en effet que pour faire entrer les Docteurs de Paris dans ce sentiment, auquel le Pape étoit si attaché. Comme cette dispute excitoit beaucoup de bruit, le Roi fit assembler à Vincennes les Princes de son sang, les Evêques qui étoient à Paris & 29. Maîtres en Théologie; ils dirent leurs avis en présence de Sa Majesté avec beaucoup de respect pour le S. Siège, décidant nettement néanmoins contre l'opinion que le Pape avoit embrassée. Le Roi fit sceller leurs avis, que nous avons, imprimez dans l'histoire de l'Université, & dont l'original ^{Tom. 4. pag. 237.} est dans la Bibliotheque de M. de Harlay. En conséquence de cette décision le Roi écrivit fortement au Pape, dit le Continuateur de Nangis, qu'il eût à changer de sentiment, & à tenir celui des Docteurs de Paris, qui savoient mieux ce qu'on devoit croire ou tenir touchant la foi, que les Juristes & les autres Clercs. *Qui melius scirent quod debe-*

ret teneri & credi in fide quàm Jurista aut alii Clerici.

Le Cardinal D'Ailli a même écrit que le Roi y avoit ajouté des menaces, que s'il ne changeoit d'opinion, *il le feroit ardre.*

Il est certain que cette fermeté fut suivie d'un heureux succès. Rainaldus a rapporté des pieces qui font connoître que Jean XXII. se reconnut ; qu'avant que de mourir il renonça à l'opinion qu'il avoit embrassée d'abord avec tant d'ardeur ; & Benoît XII. son successeur décida le sentiment contraire, que l'on enseigne avec uniformité dans les Ecoles de Théologie. Il n'y a pas aujourd'hui moins de lumières dans le Clergé de France & dans la Faculté de Théologie, qu'il n'y en avoit au quatorzième siècle. La Constitution de Clement XI. si étonnante sur tant de points de dogme & de morale, merite-t-elle moins qu'on s'y oppose que l'opinion que Jean XXII. soutenoit sur un seul point de Théologie purement spéculatif ? Et pourquoi n'espereroit-on pas le même succès, si on vouloit avoir la même fermeté ?

Il est certain que l'on reconnoît à Rome le Concile de Florence pour œcuménique, & il n'est pas moins constant que l'Eglise de France ne met point ce Concile au nombre des Conciles généraux. Il n'en faut point d'autres preuves que la lettre que le Cardinal

nal

nal de Lorraine, pendant qu'il étoit au Concile de Trente, écrivit au Sieur Breton son Secrétaire qui étoit à Rome. *Je suis François, dit-il, nourri en l'Université de Paris, en laquelle on tient l'autorité du Concile par dessus le Pape.... En France on tient le Concile de Constance pour général en toutes ses parties, l'on suit celui de Basle, & tient-on celui de Florence POUR NON LEGITIME, NI GENERAL, & pour ce l'on fera plustost mourir les François que d'aller au contraire.*

Le Cardinal de Lorraine écrivoit cela à son Secrétaire pour en rendre compte au Pape, afin qu'on ne donnât pas au S. Père; dans le Concile de Trente, les titres qui lui avoient été donnez au Concile de Florence.

On fait en particulier, que le Decret d'Eugene IV. pour les Armeniens, qui fut dressé après que les Grecs se furent retirez, n'est point regardé comme une regle de foi dans les Ecoles, & qu'on y abandonne tous les jours ce que le Pape enseigne sur les sacrements.

Le Concile de Latran sous Jule II. & Leon X. est regardé à Rome comme un Concile œcumenique; on a eu en France des idées bien différentes. Le Parlement de Paris appella de tout ce qui avoit été fait contre la Pragmatique dans ce prétendu Concile, qu'il nomme *l'Assemblée que l'on*

appelle le Concile de Latran. Et l'Université de Paris, dans l'appel qu'elle interjeta du Concordat en 1517. dit que le Concile de Latran est une assemblée tenue à Rome contre toute justice, & contre la foi catholique; & encore aujourd'hui l'on ne souffriroit point que l'on donnât à ce Concile le titre de Concile général, quoiqu'on sache que les Papes le reconnoissent pour tel, & le citent avec vénération.

Enfin l'on trouve encore dans les derniers siècles des exemples des Bulles des Papes sur des questions de doctrine, dont les unes sont demeurées en France sans aucune autorité, & d'autres ont été expressément rejetées.

En 1520. Leon X. condamna par une Bulle solennelle 37. erreurs de Martin Luther, censurées avec des qualifications moins chargées que celles, dont le Pape Clement XI. s'est servi dans sa dernière Constitution. Le progrès que les Luthériens faisoient en France, paroissoit devoir nous engager à accepter une Bulle qui condamnoit leurs erreurs: cependant elle n'a jamais eu la moindre autorité dans le Roiaume.

En 1521. la Faculté de Théologie de Paris publia une censure de la doctrine de Luther, où il y a plusieurs articles condamnés, dont le Pape n'avoit point parlé, & d'autres que Leon X. avoit censurés, que la

Fa-

Faculté ne condamne point ; dans toute la censure il n'est fait aucune mention de la Bulle du Pape contre Luther.

En 1542. la Faculté de Théologie de Paris assemblée par ordre du Roi François I. dressa 25. articles concernant les principaux points de la Religion Catholique contre les erreurs des Protestans ; il n'y est pas fait plus de mention de la Bulle de Leon X. que dans la censure de 1521. Le Roi, par une Ordonnance du 23. juillet 1543. ordonna la publication des articles de la Faculté dans tous les Dioceses, Eglises, & Monasteres de son Roiaume, avec défenses d'y contrevenir, prêcher ou enseigner au contraire. Ces articles de la Faculté de Paris devinrent la profession de foi que l'on suivit en France. Nous voions, par un arrêt du Parlement rendu en 1562. que la Bulle n'y étoit pas nommée, & elle fut tellement oubliée dans l'Eglise, qu'elle ne fut pas même citée au Concile de Trente.

La Faculté de Théologie de Paris censura en 1664. le livre de Jacques Vernant, qui contenoit des propositions sur la puissance du Pape, & sur celle de l'Eglise & des Conciles, très fausses & très contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane ; & en 1665. la même Faculté condamna l'ouvrage d'Amadeus Guimenius, qui ajoûtoit aux erreurs de Jacques Vernant un très grand nom-

bre de propositions scandaleuses, qui renver-
soient tous les principes de la morale chre-
tienne.

Le Pape Alexandre VII. crut que son
autorité étoit blessée par ces deux censures.
Après avoir écrit en 1666. un Bref au Roi,
pour prier sa Majesté de les faire révoquer,
ce Pape publia la même année une Bulle, par
laquelle il déclaroit ces censures, scandaleu-
ses & temerares, les condamnoit & les an-
nulloit. Comme cette condamnation don-
noit une atteinte visible à la doctrine du
Roiaume, qu'elle autorisoit les pernicious
sentimens de Vernant & de Guimenius, on
crut en France qu'on devoit s'y opposer.

Nous avons encore le beau discours que
feu M. de Harlay, alors Substitut de M. le
Procureur Général son Pere, fit en Faculté
en cette occasion; le Procureur Général de
sa Majesté appella comme d'abus de la Bulle
du Pape, requit qu'elle fût déclarée nulle,
abusive, comme contraire aux saints De-
crets, aux libertés du Roiaume & aux
droits de l'Université. La Cour donna acte
au Procureur Général de son appel comme
d'abus, ordonna qu'il fourniroit, dans trois
jours, les moiens d'abus, défense de rete-
nir la Bulle, maintient la Faculté en son
droit & possession de censurer tous les livres
dont la doctrine feroit mauvaise, ordonnant
que les censures contre Jacques Vernant &
Gui-

Guimenius seroient enregistrées au greffe de la Cour, avec défenses aux Professeurs d'enseigner les propositions censurées.

Il résulte de tous ces exemples, que les Constitutions des Papes sur des matieres de doctrine ne doivent être acceptées par les Eglises particulieres, qu'après qu'on les a examinées, & trouvées conformes à l'Ecriture sainte & à la Tradition.

Que lorsque de grandes Eglises, comme celle d'Afrique, d'Espagne, & de France, n'ont pas approuvé les décisions du Pontife Romain sur des questions de doctrine, elles se sont cru en droit de les rejeter sans rompre l'unité. Quelquefois on s'est contenté d'un simple refus de recevoir la Bulle, & par là les Decrets du S. Siege sont tombez dans l'oubli; c'est ce qui est arrivé aux Décretales de Gregoire II. Gregoire III. Etienne II. Clement III. & à la Bulle de Leon X. Dans d'autres occasions on a cru devoir informer le S. Siège des difficultés que l'on trouvoit dans ses jugemens doctrinaux, & les remontrances ont quelquefois fait abandonner aux Papes ce qu'ils avoient soutenu d'abord; c'est ce qu'on a vu dans l'affaire de Zozime, & dans celle de Jean XXII. Et lorsque l'on a craint les suites de ces Constitutions émanées de la Cour de Rome, on s'y est formellement opposé, comme on a fait en France au su-

jet des lettres & Décretales de Boniface VIII. & dans les derniers temps à l'égard de la Bulle d'Alexandre VII. contre les Censures de la Faculté de Paris.

Enfin les Evêques n'ont jamais cru que l'on pût leur contester le pouvoir de faire expliquer, ou d'expliquer eux mêmes, & de déterminer le sens des lettres & des Constitutions dogmatiques que les Papes leur adressoient pour être reçues dans leurs Eglises. On a vu que, quelque autorité qu'eût la lettre de S. Leon, les Evêques particuliers se crurent en droit de demander des explications sur des endroits de cette lettre, qui leur faisoient de la peine. Et de nos jours la Constitution d'Innocent X. contre les cinq propositions aiant été reçue en France, les Evêques assemb'ez à Paris en 1654. déterminèrent que le Pape avoit condamné les cinq propositions dans le sens du livre de Jansenius; & le Pape, par un Bref particulier, approuva l'explication des Evêques. Ils ont encore usé du droit d'expliquer les Constitutions Apostoliques, lorsque dans leur formulaire ils ont dit que le sens des cinq propositions condamnées n'étoit point celui de S. Augustin. Pourquoi voudroit-on donc aujourd'hui révoquer un droit dont les Evêques ont toujours joui?

Mais il y a encore une seconde raison qui prouve invinciblement que nous pouvons

re-

rejeter, modifier, ou expliquer la Constitution du Pape.

Il est certain, comme on a fait voir dans le Mémoire sur la lecture de l'Ecriture sainte, que cette Constitution, par rapport à cette lecture, renferme une police contraire aux usages de France ; & si sur les autres points on doit la regarder comme une définition dogmatique, on doit la considérer sur celui-ci, comme une loi de police & de discipline.

Reflex.
sur les
prop. qui
regar-
dent la
lecture
de l'Ecri-
ture sainte.

Or c'est un principe que personne ne peut contester, que nous sommes en droit de rejeter & de modifier les réglemens de police, que les Papes voudroient faire, & qui ne conviendroient pas à nos mœurs. Ce droit a été si bien établi par M. de Marca, par Stokmans dans son traité qui a pour titre, *Jus Belgarum circa receptionem Bullarum*, par M. Van-Espen, *De promulgatione legum*, & par les plus savans Canonistes, qu'il ne peut plus passer pour douteux. Sans remonter jusqu'aux preuves que nous trouverions dans l'Antiquité, des Décretales qui composent le corps du droit Canonique, il y en a plus de la moitié que nous ne suivons pas en France. Le Sexte entier n'a aucune autorité parmi nous ; nous nous croions même en droit de ne point suivre les réglemens de discipline établis par les Conciles Généraux. Quoique la doctrine

de Cone.
lib. 2. c.
16. art. 17.

du Concile de Trente soit reçue dans le Roiaume, nous n'en avons pas accepté la discipline. Et Clement VIII. reconnoissoit si bien le droit qu'à une Eglise, comme celle de France, de modifier les loix & les statuts qui regardent la discipline, que lorsque le Pape faisoit les plus vives instances pour l'acceptation du Concile de Trente, il consentoit qu'il ne fût reçu qu'avec des restrictions & des modifications. Enfin, quelque respect que l'on eût en France pour les réglemens du Concile de Bâle, on sait que l'assemblée de Bourges modifia plusieurs de ses Decrets en les acceptant. Après ces exemples on laisse à juger aux Pré-lats assemblez, si on peut leur disputer le droit de rejeter en particulier tout ce que le Pape a prononcé sur la lecture de l'Ecriture sainte, qui produiroit un changement absolu dans notre discipline sur un point si important, & auquel la seule considération des nouveaux Réunis ne permet pas de donner la moindre atteinte.

SECONDE PARTIE.

Où l'on prouve que l'Eglise de France a droit d'expliquer, ou même de rejeter les Constitutions des Papes : & où l'on fait voir qu'elle doit user de ce droit à l'égard de la nouvelle Constitution de Clement XI.

LEs sentimens de respect & de religion qui attachent au S. Siège, feroient desirer que l'on pût souscrire à toutes ses définitions & à tous ses decrets. On s'estimeroit heureux de n'avoir qu'à les proposer aux fideles comme des regles de croiance qu'ils doivent embrasser, & de ne les examiner que pour être plus en état de les défendre comme des vérités certaines contre les hérétiques qui les attaquent. Mais puisque le privilege de l'infailibilité n'est accordé qu'à l'Eglise universelle, & que quelque prééminence d'autorité & de juridiction que Dieu ait donnée au Pontife Romain, il a permis quelquefois qu'il se soit trompé; les Evêques établis de Dieu même, pour être les dépositaires & les juges de la doctrine, ne doivent accepter, que par voie d'examen & de jugement, les Constitutions dogmatiques des Papes.

S. Paul apprend à tous les pasteurs, 2 Cor.
1. Qu'ils ne peuvent rien contre la vérité, ^{c. 13. v.} 8. 10.

mais pour la vérité : *Nihil possumus adversus veritatem, sed pro veritate.* 2. Que la puissance qu'ils ont reçue du Seigneur est pour édifier, & non pour détruire : *Potestatem quam dedit mihi Dominus in adificationem & non in destructionem.* Il s'ensuit de ces deux regles de l'Apôtre, que toute loi, toute définition de foi que les Evêques publient dans leurs diocèses, doit avoir ces deux caractères. 1. Il faut qu'elle soit conforme à la vérité; autrement le pasteur, qui ne peut rien contre la vérité, ne pourroit pas l'annoncer. 2. Il faut qu'elle soit propre à édifier; sans cela, le pasteur, qui n'a reçu de puissance que pour l'édification, ne pourroit pas l'établir. Pour décider donc si la Constitution doit être reçue, il faut voir si elle a ces deux caractères; 1. si elle ne décide rien qui soit contraire à l'Ecriture & à la Tradition: 2. si elle est propre à édifier. Le premier point a été examiné dans plusieurs Mémoires, où on a prouvé que les ennemis de la saine doctrine se serviroient de la Constitution pour combattre & pour affoiblir la vérité. Nous ne traiterons donc que le second point, c'est-à-dire, si la nouvelle Constitution est propre à édifier.

*Si la Constitution peut être reçue comme propre
à édifier les fideles.*

Une définition de doctrine ne peut contribuer à l'édification qu'autant qu'elle sert, 1. à soutenir & à fortifier la piété ; 2. qu'elle affermit la regle ; 3. qu'elle conserve la paix, 4. qu'elle fait respecter l'autorité de l'Eglise. Voions si l'on peut espérer ces effets & ces avantages de la nouvelle Constitution.

I. P O I N T.

*Si la Constitution peut servir à soutenir
la piété.*

C'est un vrai sujet de douleur pour ceux qui ont un zèle sincere pour l'honneur du S. Siège, d'être obligés de déclarer que la nouvelle Constitution ébranle les fondemens de la piété ; qu'elle renverse toutes les idées ordinaires des instructions & des livres de piété ; qu'elle ôte aux fideles la source même de la piété, en leur interdisant la lecture des livres saints.

C'est un principe répandu dans tous les ouvrages de S. Augustin contre les Pélagiens, & dont la vérité est claire par elle même, que la doctrine de la grace de Jesus-Christ

Christ est le fondement de toute piété. Elle humilie l'homme, en lui faisant connoître son néant, sa corruption, son indignité : elle le relève en l'établissant dans la dépendance la plus parfaite de Jésus-Christ par cette double vue du Libérateur & de nos besoins : elle nous conduit à la prière, comme à la seule ressource & à l'unique consolation du Chretien ; enfin cette sainte doctrine nous remplit d'une humble & ferme confiance, parce que nous ne sommes jamais plus tranquilles ni plus sûrs de notre salut, dit S. Augustin, que lorsque nous donnons tout à Dieu : *Nūquam tutiores sumus, quàm cū totum datur Deo.*

De savans Théologiens ont fait voir que la doctrine de Molina renverse toutes ces idées si salutaires & si consolantes. Pleine d'erreurs sur la plaie du péché & sur le remède, elle persuade à l'homme que depuis sa chute, dépouillé seulement des dons surnaturels, il n'a point été blessé dans les facultés naturelles ; qu'il peut encore par les seules forces de la nature, croire, prier, vaincre les tentations, aimer Dieu par dessus toutes choses, & par le bon usage du libre arbitre attirer la grace. Le Juif sous la loi a tout ce qui est nécessaire pour se sauver, comme le Chretien. Celui à qui Jésus-Christ n'a point été annoncé ne laisse pas d'avoir des secours suffisans pour se sauver.

Par

Par cette maniere égale dont on suppose que Dieu traite tous les hommes, on détruit les fondemens de la reconnoissance, & l'on n'a plus d'idée de la préférence donnée au fidele & à l'élu, au-dessus du gentil & du réprouvé. Le disciple de Molina convaincu que Dieu ne peut justement refuser sa grace, & que si le pécheur, qui n'accomplit pas le précepte, étoit sans grace, il seroit aussi sans péché, ne connoît plus ni la nécessité de prier, ni la maniere de prier: ainsi toute la suite de cette doctrine ne sert qu'à nourrir l'orgueil de l'homme, & à le remplir d'une confiance fausse & présomptueuse en ses propres forces.

Or il n'est que trop visible & trop connu, que c'est dans l'Ecole de Sfondrate & de Molina que la nouvelle Constitution a été dressée. On a fait voir dans plusieurs Mémoires tous les avantages que les Jesuites tireront de la condamnation des propositions 1. 6. 7. 8. 63. 65. 26. 27. 50. 51. pour confirmer leurs idées sur la grace donnée à tous les hommes, & qui ne peut même être refusée, lorsqu'il y a un précepte à accomplir; sur les forces de la nature pour croire en Dieu, pour l'aimer, pour obéir à la loi: que l'on juge par ce premier trait, si cette Constitution est propre à nourrir la piété.

La charité est véritablement l'ame & le prin-

principe de toute la religion. Ce précepte d'aimer Dieu est le grand commandement qui comprend la loi & les prophetes ; & c'est proprement attaquer la piété dans le cœur, que d'y donner atteinte & de l'obscurcir.

Or c'est l'effet que produiroit infailliblement la Constitution , si elle étoit reçue. Les Jésuites condamnés tant de fois pour avoir dispensé les hommes de l'obligation d'aimer Dieu, après avoir tant de fois scandalisé toute l'Eglise en enseignant qu'il suffisoit de faire un acte d'amour de Dieu tous les cinq ans, ou même une fois en sa vie , pour satisfaire au précepte, se serviroient aujourd'hui de la censure de tant de propositions sur la charité pour confirmer tous leurs sentimens : ils rejetteroient hardiment ces principes si souvent répétés dans S. Augustin , que tout le culte de Dieu consiste dans l'amour, que c'est toute la piété & toute la religion ; & ils ne se cacheroient plus désormais pour soutenir que la charité est la vertu des parfaits, mais qu'elle n'est point essentielle aux Chrétiens. De telles conséquences contribueront-elles à édifier les fideles ? seront-elles avantageuses à la religion ?

Mais quel renversement ce nouveau système de doctrine ne produiroit-il point dans toutes les instructions, les sermons, les catéchismes & les livres de piété ?

On.

On a si peu respecté dans la Bulle les idées & les expressions des saints Peres, & celles même du S. Esprit, que je mets en fait qu'un prédicateur plein de la lecture de l'Ecriture sainte & des saints Peres ne pourroit plus parler de la grace de J. C. de la foi & de la charité dans les propres termes de l'Apôtre & de S. Augustin son fidele disciple, qu'il ne s'exposât à être censuré. Qu'il explique, sans y rien ajouter, le 13. chapitre de la 1. aux Corinthiens, où l'Apôtre parle si fortement des effets, du mérite, & de la nécessité de la charité; qu'il dise après l'Apôtre, que quiconque n'a pas la charité court en vain; que c'est en vain que nous crions *Abba Pater*, si nous n'avons l'esprit d'adoption, qui est la charité; que toutes les actions du Chretien doivent être faites avec la charité: *Omnia vestra in charitate fiant*; que, pour être des actions chretiennes, il faut qu'elles soient rapportées à Dieu par J. C., ce prédicateur sera déferé comme enseignant les propositions 50. 52. 55. condamnées par le Pape. Qu'il se serve des propres expressions de S. Augustin, de S. Leon, pour apprendre à ses auditeurs qu'il y a deux amours d'où naissent toutes nos actions & nos volontés, qui font devant Dieu la différence & le partage de tous les hommes, on pourra l'interdire comme renouvelant des erreurs proscrites dans les propositions

sitions 44. & suivantes. Il faudra donc changer tous les catéchismes; il faudra que les prédicateurs les plus solides réforment tous leurs sermons; qu'ils en changent les idées & les expressions; qu'ils soient continuellement en garde contre celles de l'Ecriture & des Peres; & que le peuple s'accoutume à un langage tout nouveau, comme si on lui proposoit en effet une religion nouvelle. Quel scandale pour les peuples! Quelle servitude pour les Pasteurs! A-t-on vû dans l'histoire de l'Eglise un exemple d'un pareil renversement?

Si les fideles ouvrent les livres de piété les plus solides & les plus édifiants, ils y trouveront une opposition continuelle entre la doctrine qui y est expliquée & la Constitution; les plus foibles en concluront sans discernement que toutes les vérités qu'ils ont apprises dans tant d'excellens ouvrages sont autant d'erreurs. Les plus éclairés, attachés aux saintes maximes qu'ils ont puisées dans ces livres, en concevront du mépris pour la Constitution; ainsi elle sera pour les uns & pour les autres une occasion de scandale, & un sujet de tentation contre la foi. Mais ceux qui ont obtenu la Constitution, encouragés par un succès que la prudence humaine ne permettoit pas d'espérer, n'en demeureront pas à cette première victoire: la Bulle étant une fois reçue, ils en concluront que
tout

tout ce qui y est contraire doit être pros crit. Par conséquent il n'y a plus de livres ni d'é crits, dont les auteurs ou la doctrine déplai sent aux Jesuites, qu'ils ne soient en droit d'ôter aux fideles, & de faire censurer. A vant même la réception, ils ne dissimulent pas cet avantage qu'ils comptent d'en tirer dans peu ; & les Jésuites les plus imprudens font déjà publiquement la liste des ouvrages qui doivent être dans peu condamnés. C'est-à-dire que la Constitution devient, entre les mains de ces hommes entreprenans & auda cieux, un instrument sûr pour bannir toute lumiere de l'Eglise, sous prétexte d'en pro scrire l'erreur.

Mais la Constitution va plus loin : elle interdit aux fideles la source de toute piété, la lecture des livres saints, cette lecture que Dieu a recommandée si expressément dans la loi, à laquelle tous les Peres de l'Eglise ont exhorté si fortement tous les Chretiens, qu'ils ont déclarée si utile, si nécessaire même pour le salut : cette lecture dont les ames pieuses de tout sexe & de toute con dition ont toujours tiré leur consolation, est interdite à tous les fideles ; les laïques ne ^{prop. 80.} pourront plus lire la parole de Dieu, parce- ^{81.} qu'elle est obscure ; on l'ôte aux femmes, ^{prop. 83.} parceque cette lecture seroit pour elles une ^{prop. 82.} occasion d'hérésie ; on défend aux pasteurs ^{prop. 81.} d'engager les peuples à sanctifier le Diman- ^{84. 85.} che

che par la lecture des livres saints ; on ne laisse pas même aux fideles la liberté de se plaindre d'une conduite si dure pour ceux qui ont de la foi ; on les censure s'ils disent seulement qu'on leur fait tort en les retirant de cette lecture, qu'on leur ferme la bouche de J. C. en leur ôtant les livres où il nous instruit. Ce point constant de la discipline de l'Eglise de France, qu'il est permis de recommander à tous les Chrétiens de lire les livres saints, est aboli de la seule autorité du Pape, sans avoir seulement consulté nos Evêques ; les Romains prétendent nous soumettre avec empire à la loi de l'*Index*, inconnue jusqu'ici parmi nous ; & pour nous rendre orthodoxes, ils veulent nous réduire à l'ignorance qui regne dans toute l'Italie, où les livres saints ne sont plus connus des laïques. Que les Evêques nous apprennent le fruit pour la piété, pour la religion, pour la sanctification des fideles, que l'on tirera de l'acceptation d'une telle loi.

Mais peuvent-ils ignorer le scandale que la condamnation de ces propositions a causé parmi les nouveaux Réunis ? Nos plus habiles Controversistes l'ont observé ; & on ne l'a que trop connu par expérience, que rien n'avoit inspiré aux Protestans tant d'éloignement & d'aversion pour l'Eglise Romaine, que ce que leurs Ministres leur avoient continuellement répété, que les Pa-

pistes

pistes interdisoient aux fideles de leur communion la lecture des livres saints. Rome, disoient-ils, cache avec raison la parole de Dieu à ceux qui lui sont soumis, parcequ'ils y reconnoïtroient aisément ses erreurs & ses abus. La pratique contraire de l'Eglise de France avoit effacé ce préjugé, & les exemplaires du nouveau Testament distribués par les ordres des Evêques, & par la libéralité du Roi, avoient été un des plus puissans motifs pour engager les hérétiques à se réunir. La Constitution détruit cet effet heureux, & renouvelle toutes les anciennes préventions. Nos Ministres avoient raison, disent hautement les nouveaux Réunis, & les Missionnaires nous ont trompés; il n'est que trop vrai que le Pape interdit la lecture des livres saints à tous les laïques. Les moins affermis sont renversés par le scandale; & les mieux convertis sont dans l'abattement & dans la douleur. La seule ressource que nous aions eue jusqu'ici pour soutenir les uns & les autres, a été de leur faire entendre, que ce que le premier Pasteur prononce ne devient une loi de croyance pour l'Eglise, que lorsque les autres Pasteurs l'ont accepté, & que les Evêques de France n'accepteroient jamais une décision contraire à notre discipline & à la doctrine de tous les Peres. Mais si la Constitution est reçue, l'objection devient sans réplique.

&c

& il n'y a plus de moien pour remédier au scandale.

II. P O I N T.

Si la Constitution peut contribuer à affermir la regle.

Une fermeté sage & éclairée pour observer les regles dans l'administration du sacrement de pénitence est le frein le plus salutaire qu'on puisse opposer à la licence, & le moien le plus efficace pour préserver les Chrétiens des vices & des déreglemens. Voions si l'on peut tirer ces avantages de ce que le Pape décide dans la Constitution touchant l'administration de la pénitence.

La regle qu'un confesseur doit suivre dans le sacrement de pénitence, dépend fort des idées qu'il s'est formées sur les dispositions nécessaires pour la justification du pécheur : & comme la doctrine de la nécessité de l'amour de Dieu inspire une conduite exacte, celle de la suffisance de l'attrition, fondée sur la seule crainte, conduit au relâchement. C'est pour affermir la regle, & pour déraciner la source de tous les abus, que l'Assemblée des Evêques de France en 1700. condamna comme téméraire, pernicieuse, scandaleuse, induisante en hérésie, cette proposition : *L'attrition par la crainte de l'Enfer suffit*

suffit sans amour de Dieu, sans aucun rapport à Dieu offensé, parce qu'une telle attrition est honnête & surnaturelle: & l'Assemblée décida en mêmetems, dans une déclaration particulière sur cette matière, que personne ne doit être en sureté, lorsqu'il se présente & pour le Prop. 86. sacrement du Baptême & pour celui de la Pénitence, si, outre les actes de foi & d'espérance, il ne commence d'aimer Dieu comme source de toute justice; parceque, disent les Evêques de France, celui qui néglige le premier & le plus grand des commandemens, n'apporte point au sacrement la résolution, si nécessaire, de former une vie nouvelle & de garder les préceptes. Or tous les corrupteurs de la morale concluront de la censure des propositions 61. 62. & suivantes sur la crainte des peines, que le Pape a décidé que la seule crainte exclut la volonté de pécher, que par conséquent elle suffit pour la justification, dans le sacrement; ils soutiendront hautement que la censure du Clergé de France est cassée & flétrie par une autorité supérieure, & que les Evêques de France eux mêmes l'ont rétractée, en acceptant la Constitution. Ainsi par cette acceptation de la censure des propositions sur la crainte, les Evêques autoriseroient ce principe du relâchement; & en adoptant la condamnation des propositions 87. & 88. ils en approuveroient évidemment la pratique.

Le délai de l'absolution à l'égard des pécheurs qui n'ont point encore l'esprit de pénitence & de contrition, proposé comme un moien plein de lumiere, de sagesse & de charité pour leur faire sentir l'état du péché, & pour demander l'esprit de pénitence, est censuré, & par conséquent le Pape veut que les Confesseurs accordent l'absolution sur le champ à tous les pécheurs, quelques crimes qu'ils aient commis, & dans quelques dispositions qu'ils puissent être. Or l'effet naturel d'une telle décision est de renverser les regles les plus certaines, de rendre tous les casuistes & les confesseurs relâchés plus audacieux & plus indociles, d'ôter tout crédit & toute autorité aux directeurs éclairés. Est-ce là ce qu'on doit attendre d'une puissance qui est donnée pour édifier & non pour détruire?

Jusqu'ici dans l'Eglise l'abus & le relâchement n'avoient été introduits que par des particuliers, l'autorité publique s'étoit toujours déclarée pour la regle.

Dès les premiers siècles il s'étoit trouvé des Ministres indiscrets qu'une fausse compassion pour les pécheurs portoit à s'écarter des regles, pour leur accorder, comme parle le Clergé Romain, les remedes empoisonnés d'une communion précipitée: *Venenata precipitata communionis remedia*: mais les Evêques réprimoient fortement ces abus, la regle

regle subsistoit toujours dans les réglemens des Conciles, & dans les instructions des premiers Pasteurs. C'est ainsi que saint Cyprien s'opposa avec un grand zele au relâchement, que quelques Prêtres & quelques Martirs vouloient introduire dans la discipline. Ce saint Martir parle de cet attentat contraire aux regles, comme d'une plaie plus funeste, & d'une persécution plus à craindre pour l'Eglise, que toute la fureur & la cruauté des ennemis de la Religion : *Emersit novum genus cladis.* Le Siège Apostolique fit aussi éclater son zele contre cet abus, comme il paroît par les lettres du Clergé Romain sur cette matiere, qui ont passé jusqu'à nous avec les écrits de S. Cyprien.

Dans le 9. siecle, si des particuliers animés d'un esprit d'erreur eurent la hardiesse de répandre des livres pénitentiels favorables au relâchement, ces pernicious ouvrages furent supprimés dans leur naissance par le zèle des Evêques de France; ils ne sont plus connus aujourd'hui que par les condamnations qui en ont été faites, & ils ne servirent alors qu'à faire recommander plus fortement par les Peres du Concile de Châlon de suivre dans l'imposition de la pénitence les regles fondées sur l'Ecriture & sur les Canons, sans avoir égard aux mauvais libelles, dont les erreurs étoient certaines &

Coneil.
Cabil.
an. 813.
can. 38.

les auteurs incertains. *Eliminatis libellis quos
pœnitentiales vocant, quorum certi errores &
incerti autores.*

L'on fait que dans le 16. siecle la licence & le relâchement regnoient de toutes parts. Dieu suscita alors le grand saint Charles pour s'opposer à ce desordre; & ses Avis pour les confesseurs seront toujours regardés comme la regle la plus salutaire que l'on puisse opposer au torrent des abus.

Enfin dans les derniers tems une Société, qui paroît née pour autoriser tout ce qui favorise la cupidité, a produit cette foule de casuistes qui ont défiguré avec tant d'excès toute la morale de Jesus-Christ. Après avoir répandu toutes ces opinions monstrueuses dans de gros ouvrages qui n'étoient lûs que des Théologiens, ils les réunirent dans un Ouvrage françois encore plus scandaleux, qui parut sous le nom d'Apologie des casuistes. Mais ce livre, qui avoit attiré l'indignation du public, n'avoit servi qu'à faire honneur aux Evêques de France, qui le condamnerent presque unanimement, & dont la condamnation fut suivie de celle du S. Siège. Ainsi l'erreur & l'abus n'étoient enseignés que dans des ouvrages flétris & censurés, la regle & la vérité triomphoient dans les décisions de l'Eglise; & la savante censure que le Clergé de France fit en 1700. de tant de propositions scandaleuses tirées des

des casuistes de la Société, paroïssoit avoir porté le dernier coup à la morale corrompue, dont il ne sembloit pas qu'elle dût se relever. La Constitution, reçue & acceptée de Evêques, fera perdre en un instant à la vérité tous les avantages sur l'erreur qu'elle avoit remportés depuis tant d'années. Ce que des Ecrivains téméraires n'osoient plus répandre que clandestinement dans des écrits anonymes, sera publié avec audace dans des ouvrages avoués, où l'on dira que l'on parle au nom du S. Siège & de l'Eglise de France. Les maximes pernicieuses que les casuistes corrompus pratiquoient dans le confessional, retentiront désormais dans les chaires; & à l'abri de la Constitution, on formera des troupes de confesseurs relâchés, sans qu'un Evêque témoin de ce scandale soit en état de s'y opposer.

Tout confesseur exact qui voudra s'écarter des principes de la Constitution, sera regardé comme un homme suspect; les pécheurs d'habitude, devenus par là plus indociles, ne se soumettront plus à la conduite pleine de lumière, de sagesse & de charité d'un directeur qui voudra les éprouver, avant que de les admettre à la participation des sacrés mystères. Ils diront avec audace que par la Constitution ils sont en droit d'être rétablis sus le champ dans la possession des biens dont leurs péchés les avoient ex-

clus. Les confesseurs seront forcés ou d'abandonner le ministère, ou de se soumettre en esclaves aux caprices & aux volontés de leurs pénitens. C'est l'effet que la seule connoissance que le public a eue de la Constitution a déjà produit à l'égard de plusieurs pécheurs : que seroit-ce si pour le malheur de l'Eglise, elle étoit reçue par plusieurs Evêques, & publiée dans des Diocèses comme la loi que l'on doit suivre ? Mais peut-on espérer que pour compenser en partie de si grands maux, la Constitution du moins rétablira la tranquillité & la paix ?

III. P O I N T.

La Constitution acceptée dans le Roiaume sera-t-elle propre à conserver la paix ?

Il me paroît évident que cette Constitution ne produira que trouble & confusion, qu'elle sera une source de dispute & de contention dans les Ecoles catholiques, une occasion de schisme & de division dans l'ordre Episcopal, un principe de desordre & de révolte dans le Roiaume.

Une définition de foi propre à entretenir la paix dans les Ecoles, doit être formée sur trois regles également justes & importantes,

La

La première regle est, de ne définir que des dogmes révélés, & dont les fondemens soient certains dans l'Ecriture & la Tradition. Comme c'est dans ces seules sources que se conserve le dépôt de la doctrine confié aux Evêques, c'est aussi l'unique objet de leurs décisions, & ils ne doivent proposer aux fideles que des vérités certaines, dont la croiance soit nécessaire pour réunir & pour soumettre tous les esprits. On voit dans l'histoire du Concile de Trente que cette sainte assemblée ne s'est jamais écartée de ce principe. Elle n'avoit en vue que de proscrire les erreurs contraires à la révélation, soutenues par les hérétiques, sans toucher aux controverses agitées entre les Catholiques; & souvent les Peres du Concile ont respecté des opinions bizarres, parcequ'elles avoient été soutenues par Cajetan & par d'autres Théologiens de réputation. Jusqu'ici les Papes avoient suivi la même regle de ne point changer de simples opinions d'école en dogmes de foi.

La seconde regle est, lorsqu'on condamne une proposition équivoque & susceptible d'un bon & d'un mauvais sens, d'expliquer dans quel sens elle est condamnée. C'est le seul moien d'instruire les fideles, & d'empêcher qu'une censure de l'erreur ne puisse retomber sur la vérité. C'est encore la maxime que le Concile de Trente a suivie. Les

chapitres de doctrine expliquent dans quel sens les erreurs sont condamnées dans les canons ; & quelquesfois dans les canons mêmes le mauvais sens est déterminé. Par là les occasions de disputer sur le vrai sens des condamnations sont ôtées. Le Pape Innocent X. en a usé ainsi dans la condamnation de la dernière des cinq fameuses propositions , en déterminant les différens sens selon laquelle cette cinquième proposition étoit condamnée.

La troisième règle est , de ne se pas contenter de censures vagues & indéterminées , mais de qualifier en particulier la condamnation de chaque proposition , de manière que les fideles sachent ce qui est condamné comme téméraire , & ce qui est pros crit comme hérétique ; ce qui est une erreur digne d'anathème , & ce qui n'est qu'une indiscretion qu'on doit éviter. C'est encore la sage précaution dont le Concile de Trente ne s'est point écarté , comme l'on peut s'en convaincre par la seule lecture de la cinquième & sixième Session sur le péché originel & sur la justification ; & c'est ce qu'Innocent X. a observé dans la condamnation des cinq propositions , dont chacune est condamnée avec la censure & la qualification qui lui est propre.

Aucune de ces règles si nécessaires n'a été observée dans la dernière Constitution : ain-

1. On y voit des propositions censurées, dont on ne justifiera jamais la censure par l'Ecriture & la Tradition. On ne craint point même de le dire, c'est communément la proposition censurée qu'il seroit aisé de prouver par l'autorité de l'Ecriture & des Peres. C'est ce qui paroît dans la censure de plusieurs propositions sur la différence des deux Testamens, sur la foi, sur la charité; & c'est ce qui est encore plus évident dans la condamnation des propositions sur la crainte dont on a déjà parlé, où contre tant de témoignages de l'Ecriture & des SS. Peres, contre les raisons si fortes de tant d'habiles Théologiens, on décide clairement que la seule crainte des peines change le cœur, exclut la volonté de pécher, qu'elle suffit pour former des Chrétiens. Or quel effet une pareille décision produira-t-elle dans les écoles catholiques, sinon d'inspirer de l'audace & de la hauteur aux Molinistes, qui, appuyés de la Constitution, traiteront dorénavant leurs adversaires d'hérétiques; d'aigrir contre eux les disciples de S. Augustin & de S. Thomas, qui ne souffriront point patiemment ce triomphe des Arminiens; & de rendre la décision méprisable à tous les sçavans?

Avant même que la Constitution soit

V. Quesn.
fed. &
her.
nouv.
edit.
P. 74.
125. &
125.

reçue, les Jésuites n'ont pu dissimuler la victoire qu'ils croient avoir remportée; & dans la nouvelle édition de leur Quesnel séditieux & hérétique, qu'ils répandent comme le commentaire de la Constitution, ils disent que c'est un dogme décidé par le Concile de Trente, que l'Attrition, conçue par la crainte des peines, exclut la volonté de pécher, qu'elle éteint l'amour du péché. La croiance de cette vérité, selon eux, distingue les catholiques des hérétiques. S'ils tiennent aujourd'hui ce langage, comment s'expliqueroient-ils après l'acceptation des Evêques?

2. Combien de propositions qu'on peut entendre naturellement dans un sens très catholique, qui sont même tirées des Peres, & qui néanmoins sont censurées sans rien expliquer? Plusieurs propositions sur la grace, & presque toutes celles qui regardent la foi & la charité, sont de cette nature. Le sens naturel, par exemple, des propositions 12. & 13. exprime une vérité très catholique; elle s'entend selon l'idée qui se présente d'abord à l'esprit, de la volonté absolue de Dieu pour sauver, qui a toujours son effet. On trouve la même vérité dans le livre d'Esther. Saint Augustin l'a répétée plusieurs fois, il falloit donc tout au plus expliquer ces propositions, pour empêcher qu'on ne donnât atteinte à ce qu'on dit dans

les écoles, après S. Thomas, de la volonté antécédente du salut de tous les hommes. Au lieu d'une explication, la vérité est condamnée purement & simplement, sans rien distinguer & sans mettre le dogme de la grace à couvert. Les propositions 2. 3. & 4. qui ne peuvent être condamnées que pour des conséquences que l'on pourroit tirer, le sont encore indéfiniment. Les propositions 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. & 25. qui sont très véritables entendues de la grace efficace, & qui ne sont susceptibles d'un mauvais sens qu'autant qu'on voudroit dire qu'il n'y a point de grace intérieure de Jesus-Christ, à laquelle on résiste, sont encore censurées indistinctement, sans qu'on sache si la Constitution condamne en effet le dogme de la grace efficace, ou l'erreur de ceux qui rejetteroient ces graces intérieures auxquelles on résiste. Il n'y a presque pas, comme on l'a déjà dit, une proposition condamnée sur la foi, sur la charité, dont l'on ne puisse faire retomber la censure sur S. Augustin, S. Léon, S. Grégoire, & même sur la doctrine de l'Ecriture sainte. La paix qui ne se trouve que dans l'établissement de la vérité, pourroit-elle être le fruit d'une telle Constitution? Le Moliniste en conclura que la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas est à rejeter comme une erreur; il se croira en droit de déclarer hérétique

quiconque ne pensera pas comme lui. Les défenseurs de la grace efficace démontreront que l'on n'a ni pu ni dû condamner un dogme si autorisé ; ils feront revivre contre leurs adversaires les reproches de Pélagianisme & de Demipélagianisme ; & le salut de l'Eglise, après des disputes fort vives & fort échauffées, sera de faire voir que cette Constitution n'a rien défini.

V. Quesn.
fédicieux
& heret.
nouv.
Edit. p.
39. & 61.

Je sai que les Jésuites affectent de répandre que le Pape n'a voulu condamner que la doctrine du P. Quesnel, à qui ils attribuent de soutenir qu'il n'y a point d'autre grace que celle à laquelle on ne résiste jamais, & que sa nature même est d'être *irrésistible*.

Mais il est facile de découvrir leur artifice & le piège qu'ils tendent aux Evêques. S'ils disoient ouvertement aujourd'hui : Le Pape a condamné le dogme de la grace efficace, quelque grand que soit leur crédit, ils n'obtiendroient pas des Evêques une acceptation de la nouvelle Constitution. Le moment n'est pas encore venu d'en tirer cette conséquence. Il est question seulement de trouver un sens forcé dans les propositions, selon lequel on puisse dire qu'elles ont été bien condamnées, pour faire recevoir la censure. S'ils peuvent parvenir à ce but, c'est alors qu'ils croiront être en droit de soutenir que la doctrine de la grace efficace, nécessaire pour toute œuvre de piété, a été proscrite : & voici la preuve dont ils se serviront.

On

On ne peut condamner plus clairement une doctrine qu'en condamnant la définition qu'en donnent ceux qui la suivent, & les preuves dont ils se servent pour l'établir. Or le Pape, dira le Jésuite, censure nettement dans les propositions qui viennent d'être rapportées, les propres définitions que S. Augustin, & toute l'Ecole de S. Thomas après lui, ont données de la grace efficace, & les principales preuves dont ce Pere & les Thomistes se servent pour la prouver : la grace efficace est donc le véritable objet de la censure de Rome.

E'on ne peut pas penser, dira encore le Moliniste, que toutes ces propositions aient été condamnées seulement parceque l'Auteur n'admet point d'autre grace de Jesus-Christ, que celle à laquelle on ne résiste point. Il reconnoît trop expressément des graces intérieures auxquelles on résiste, & feu M. de Meaux l'avoit trop clairement justifié sur cette erreur pour la lui imputer. On l'a donc condamné, concluront les Jésuites, parcequ'il soutient la nécessité d'une grace qui donne le vouloir & le faire, & qui opere en nous ce que Dieu nous commande. Preuve invincible que les Evêques sont obligés de prendre des précautions très exactes pour prévenir tous les abus qui s'ensuivroient infailliblement de l'acceptation de cette Bulle.

Enfin l'on trouve à la fin de la Constitution un chaos de qualifications prononcées en général & respectivement contre les cent une propositions condamnées. Le Pape déclare seulement , que dans cet amas prodigieux de propositions, qui embrassent presque tout le dogme & toute la morale, il y en a qui sont fausses & erronées , d'autres qui sont téméraires & scandaleuses ; que les unes sont hérétiques, blasphématoires & impies , & les autres malsonantes & offensant les oreilles pieuses. Tous les auteurs qui ont expliqué la nature de ces qualifications conviennent qu'une proposition téméraire, malsonante , offensante les oreilles pieuses, peut être vraie dans le fond , mais que par la manière dont elle est énoncée, il y auroit de l'indiscrétion à la soutenir. Ainsi dans certains tems & certains lieux une proposition sera malsonante , qui ne renfermera qu'une vérité édifiante devant d'autres auditeurs & dans des tems différens.

C'est ce que des exemples feront encore mieux entendre. Dire qu'on doit exhorter tous les fideles, sans distinction d'état ni de sexe, à lire les livres saints , c'est une proposition véritable en soi , & conforme à la doctrine de tous les Peres. Cependant cette proposition offense les oreilles pieuses en Italie , où les peuples entretenus depuis longtems dans l'ignorance des Ecritures, n'ont

n'ont plus aucune idée de la parole de Dieu, & ne croient pas même qu'il leur soit permis de s'en occuper. C'est au contraire en France une proposition édifiante, dont la contradictoire paroît scandaleuse, comme l'on peut en juger par l'impression que cet article de la Constitution a faite sur les esprits.

Dire que le pouvoir des Clefs & l'autorité d'excommunier a été donnée à l'Eglise, comme il est marqué dans la propos. 90. c'est en foi une vérité conforme à toute la Tradition : elle offensera les oreilles d'un Ultramontain, qui veut qu'on reconnoisse que toute la Puissance Ecclésiastique réside en la personne du Pape, & que les Evêques ne soient que ses vicaires : cette même doctrine édifiera un François, qui fait que tout a été donné à l'Eglise, & que les Evêques sont d'institution divine.

Quel trouble & quelle confusion produiroit donc dans la doctrine de l'Eglise une Constitution qui confond la vérité & l'erreur, si Dieu permettoit qu'elle fût acceptée ?

Mais cette acceptation feroit en même tems une source de schisme & de division dans l'ordre épiscopal. Rien n'est plus important pour l'Eglise que de conserver la concorde & l'union entre les Evêques. Saint Cyprien nous représente tout le corps des
pré-

premiers Pasteurs comme formant un seul ministère & un seul épiscopat , dont une portion est confiée à chaque Pasteur en particulier : *Episcopatus unus est, cujus à singulis in solidum pars tenetur.* Le ministère épiscopal est un dans sa source qui est Jesus-Christ ; il est un dans sa regle, qui est la vérité ; il est un dans sa fin, qui est la sanctification du troupeau : *Unus Dominus, una fides*, dit saint Paul : *Unum ovile fiet, unus Pastor*, dit Jesus-Christ même. C'est ce saint concert de tous les Evêques pour annoncer la même vérité & la même doctrine, qui fait véritablement la grandeur & l'autorité des Pasteurs, qui soumet les esprits à la vérité, qui forme de tous les fideles un seul corps, animé des mêmes sentimens & d'un même esprit. Cette foi, toujours la même, immuable dans tous les tems & dans tous les lieux , réunit les Evêques de tous les siècles & de toutes les parties du monde Chretien. L'Evêque du 18. siècle n'annonce que ce qui a été crû & enseigné dans les tems Apostoliques. L'Evêque de France ne tient pas un langage différent , & ne prêche pas une autre doctrine que celle que l'on doit croire & que l'on doit enseigner à la Chine. C'est pour entretenir cette sainte uniformité de langage & de sentiment que la coutume de l'Eglise a toujours été d'assembler les Evêques, pour résoudre en commun

mun les doutes sur la foi , pour proscrire les erreurs en commun , pour convenir avec une entière unanimité de ce qu'il falloit croire & de ce qu'on devoit enseigner.

Or un des grands maux que j'envisage dans la réception de la Constitution, c'est le partage & la division de langage & de sentiment, qu'elle produira infailliblement entre les Evêques.

Je suppose que par les cabales & les intrigues de ceux qui font tous leurs efforts depuis longtems pour affoiblir l'Ordre Episcopal en le divisant , plusieurs Evêques, peut-être même le plus grand nombre, se portent à accepter purement & simplement la Constitution, & qu'ils consentent à se dégrader eux mêmes, pour agir dans cette occasion, comme s'ils n'étoient que les vicaires & les délégués du Pape: Dieu, qui n'abandonne point son Eglise , s'est encore réservé des Evêques fideles à leur ministere , instruits de la doctrine des saints Peres, sensibles aux maux de l'Eglise, uniquement touchés de ce qu'ils doivent à la vérité , qui ne consentiront jamais à une telle acceptation de la nouvelle Constitution. Le crédit , la faveur des hommes, je le veux, sera absolument pour ceux qui se seront soumis ; les tribulations & les dégoûts seront le partage de ceux qui marqueront du zèle & de la fermeté. Pendant que les uns seront com-
blés

blés d'éloges dans des Brefs honorables en apparence, mais qui ne font en effet que de nouveaux titres pour assurer leur esclavage & leur servitude ; les autres seront accablés de reproches comme des rebelles & des schismatiques. Mais quelle différence devant Dieu entre les uns & les autres ! Quelle honte & quel opprobre pour les premiers, d'être loués pour une prévarication, dont ils ne sentiront que trop le reproche ! Quelle gloire & quelle consolation pour les seconds, de souffrir pour avoir soutenu les intérêts de la vérité & les droits sacrés de leur caractère !

Mais que ceux qui abandonnent, dans une affaire si importante, la cause de la Religion & les droits de l'Episcopat, ne croient pas que même aux yeux des hommes ils aient un sort plus heureux. Le public, dont l'indignation contre la Constitution éclate de toutes parts ; regardera ceux qui l'auront acceptée, comme des Ministres lâches & infideles, qui auront trahi la vérité & abandonné la défense de leur propre autorité ; il regardera au contraire ceux qui auront refusé de l'accepter comme de généreux défenseurs de l'Eglise & de la saine doctrine. Plus ils souffriront pour une si bonne cause, plus leur gloire augmentera dans l'esprit du public, plus on marquera d'indignation contre ceux qui auront livré leurs

Col-

Collegues à la persécution , en se séparant d'eux. On croira avec raison , que s'ils étoient demeurés tous unis , Rome auroit été forcée de se rendre à leurs remontrances. Chaque mortification qui tombera sur les uns , sera pour les autres un nouvel opprobre ; ils seront envisagés comme les véritables persécuteurs de leurs freres ; & dans la disposition où sont les esprits , ils deviendront l'objet du mépris & de l'horreur du public.

Encore si tout ceci se terminoit à attirer aux bons Evêques une gloire solide devant Dieu & devant les hommes , & procurer aux autres une confusion qui pût leur être salutaire , il y auroit moins de sujet de s'en affliger : mais quels tristes & quels pernicious effets pour la religion ne produira point cette diversité de langage & de sentiment entre les Evêques ? A quoi les peuples s'en tiendront-ils , lorsqu'ils verront publier autant de formules de croiance , qu'il y aura d'Evêques & de diocèses ; qu'ils verront condamner dans l'un ce qui sera approuvé dans l'autre ? La suite d'un tel scandale ne peut être qu'un schisme véritable entre les fideles , ou le mépris général de tout ce qui paroîtra sous l'autorité des Evêques. Que ceux qui veulent recevoir la Bulle jugent eux mêmes , à qui de

devant Dieu de si grands maux seront imputés.

Enfin la Constitution n'est propre qu'à troubler le repos de l'Etat. Il n'est pas nécessaire de s'étendre ici pour montrer que la condamnation de la proposition 91. sur la crainte des excommunications injustes, met un Pape en état, quand il voudra, de faire valoir toutes ses prétentions sur le temporel des Rois, de soulever les peuples contre leur Souverain légitime, & de se faire obéir par la seule menace des censures les plus mal fondées & les plus injustes. On a si bien fait sentir toutes ces conséquences dans les savans Mémoires qui ont été répandus sur la matière de l'excommunication, qu'il est inutile d'en parler ici. Voions donc si l'acceptation de la Constitution sera propre à faire respecter l'autorité de l'Eglise, & à relever la gloire du S. Siège. C'est le dernier caractère que doit avoir une définition pour être reçue.

IV. P O I N T .

*Si l'acceptation de la Constitution sera propre à
faire respecter l'autorité de l'Eglise
& celle du S. Siège.*

Pour juger si l'acceptation de la Constitution fera respecter l'autorité de l'Eglise,
nous

nous pouvons confiderer, 1. l'autorité des Evêques en particulier ; 2. cette même autorité jointe à celle du S. Siège ; 3. la seule autorité du S. Siège indépendamment de celle des Evêques.

1. Par rapport aux Evêques, nous avons déjà vu que la réception de la Bulle, qui les divisera infailliblement, fera, par une suite nécessaire, mépriser leur autorité. Mais supposons, si l'on veut, que le plus grand nombre des Evêques acceptent la Constitution ; cette acceptation sera-t-elle utile & honorable pour l'Eglise, soumettra-t-elle tous les esprits à son autorité ? Je croi qu'elle deviendra pour les hérétiques une occasion d'insulte contre l'Eglise Catholique. C'est l'effet qu'on en doit attendre infailliblement.

2. Les Hérétiques, pour attaquer l'Eglise avec plus d'avantage, se réuniront avec les Jésuites, comme ils l'ont déjà fait dans ce qu'ils nous ont objecté sur la morale corrompue de nos Casuistes. Une Constitution, diront-ils, publiée par le Pape & acceptée par la plus grande partie des Evêques, doit être regardée comme la regle de la croiance de toute l'Eglise Romaine. Or cette même Constitution condamne clairement sur la grace la doctrine de S. Augustin ; elle détruit les véritables idées de la foi, la nécessité d'aimer Dieu & de lui rap-

rapporter ses actions pour agir chretienne-
ment ; elle décide que la seule crainte des
peines suffit pour changer le cœur, & pour
former des chretiens , des enfans de Dieu.
L'Eglise Romaine renverse donc la doctrine
Evangelique.

De plus , ajouteront nos freres séparés,
cette même Eglise interdit aux femmes &
aux laïques la lecture des livres saints : elle
ne veut pas que le Chretien croie que cette
lecture est nécessaire , ni même utile : elle
lui interdit d'en faire son occupation le jour
du Dimanche : elle ordonne à ses ministres
d'absoudre sur le champ & sans aucune é-
preuve les plus grands pécheurs : elle veut
enfin que les peuples craignent plus d'être
excommuniés, même injustement, que de pé-
cher & de desobéir à Dieu ; qu'ils abandon-
nent leur devoir & qu'ils trahissent la véri-
té, plutôt que d'encourir des censures : de
telles doctrines ne peuvent être que les do-
gmes d'une Eglise antichretienne. C'est,
comme nous le savons, de quoi retentissent
déjà les chaires d'Hollande & d'Angleterre,
où l'on regarde la Constitution comme une
preuve des reproches que les Protestans ont
faits si souvent à l'Eglise Romaine. Quelle
occasion de triomphe pour les ennemis de
l'Eglise ; mais quel sujet de douleur & de
gémissement pour ses vrais enfans ; quel mo-
tif

tif pressant pour engager les Evêques à faire cesser le scandale !

Jusques ici , lorsque les Ministres nous avoient reproché que l'Eglise Romaine étoit devenue Pélagienne , ou qu'elle approuvoit une morale très corrompue , nous leur avions fermé la bouche , en leur citant tant de lettres & de decrets des Papes , où ils autorisent la doctrine de S. Augustin , & où l'autorité de ce saint Docteur est si bien établie. Et , par rapport à la morale , nous leur faisions voir , que s'il s'étoit trouvé parmi nous de malheureux Casuistes , qui eussent défiguré la morale de Jesus-Christ , ils avoient été condamnés par le S. Siège avec l'aplaudissement de tout l'Ordre Episcopal. C'est ainsi que feu M. l'Evêque de Meaux répondoit au Ministre Jurieu : & l'on sent la force de cette réponse , fondée sur tant de censures des Evêques de France , & sur les decrets d'Alexandre VII. & d'Innocent XI.

Enfin si les Protestans vouloient imputer à l'Eglise d'empêcher à ses enfans la lecture des livres saints , nous étions en droit de leur répondre , que toutes les réserves & les exceptions , dont les Papes avoient crû devoir user sur cette matiere , n'étoient point reçues en France ; & c'est ce que nous pouvions justifier par des preuves sans réplique.

Mais

Mais que pourrons-nous répondre aujourd'hui, lorsque sur ces points, nos frères séparés viendront nous opposer une décision du Pape, reçue & acceptée par les Evêques de France ?

Enfin je soutiens que si ceux qui accepteront la Constitution, font un tort irréparable à l'Eglise, ils nuiront en particulier à l'honneur du Chef de l'Eglise, & à la gloire solide du Siège Apostolique. Les Papes eux-mêmes ont déclaré que leur premier devoir & leur véritable gloire consistoit à maintenir la foi dans sa pureté, & à conserver les regles de l'Eglise dans leur vigueur ; que s'ils s'écartoient de ces devoirs, il ne falloit avoir aucun égard à leurs décisions ; qu'alors le zèle, la fidélité, le respect pour le Siège Apostolique obligeoient à résister aux ordres de celui qui y est assis. Ce sont les maximes établies par plusieurs grands Papes, & les exemples que les plus saints Evêques nous ont donnés.

Il n'y a point de Chretien, qui ignore, dit le Pape Gélase I. que le premier Siège est plus obligé que tous les autres, d'observer ce qui a été arrêté dans les Conciles, & confirmé par le consentement de l'Eglise universelle. *Quòd nullus jam veraciter Christianus ignorat, uniuscujusque Synodi constitutum, quod universalis Ecclesia probavit assensus, non aliquam magis Sedem exsequi debere*

Ep. 13.
ad Episc.
Dardan.

bere quàm primam. Il est évident que ce que Gélase dit ici des réglemens de la discipline , est encore bien plus indispensable, lorsqu'il s'agit des vérités de la foi.

Adrien I. prononce aussi que toutes les Constitutions contraires aux canons , ou aux decrets des Pontifes Romains, n'ont aucune force, *Nullius sunt momenti.* „ Tout „ ce qui est contraire aux sentimens des „ Peres & aux réglemens des canons, disoit „ le Pape Zacharie, ne doit point être re- „ gardé comme émané du Siège Apostoli- „ que. Silvestre II. établit la regle générale pour discerner les decrets du Siège Apostolique que l'on doit recevoir , & ceux qu'il faut rejeter. „ La loi commune de „ l'Eglise Catholique, dit-il, est l'Evan- „ gile , les Ecrits des Apôtres & des Pro- „ phetes, les canons formés par l'Esprit de „ Dieu & consacrés par le respect de tout „ l'univers , & les decrets du Siège Apo- „ stolique qui ne s'écartent point de cette „ loi. *Sit lex communis Ecclesie catholica, Evangelium, Apostoli, Propheta, Canones Spiritu Dei conditi, & totius mundi reverentia consecrati, & Decreta Sedis Apostolica ab his non discordantia.*

Collect.
Adr. I.
ad Argil-
ramn.
Meten-
sem. c. 6.
Ep. 1. ad
Bonif.
c. 5.

Silv. 2.
ad Episc.
Senon.

Aussi les Papes ont eux-mêmes déclaré qu'ils souffriront patiemment que l'on n'exécutât point ce qui leur auroit été suggéré par de mauvaises insinuations.

E

„ Con-

Cap. si
quando
Extra.
De Re-
scriptis.

» Considérez bien, dit Alexandre III.
» écrivant à l'Archevêque de Ravenne, la
» nature de l'affaire que nous avons déci-
» dée; & exécutez nos ordres avec respect,
» ou écrivez nous les raisons pour lesquel-
» les vous ne pouvez les accomplir : *Quia*
patienter sustinebimus, si non feceris quod prava
nobis fuerit insinuatione suggestum.

C'est donc à ces saintes regles que les de-
crets des Papes doivent être comparés, pour
accepter ceux qui y sont conformes, & pour
ne point recevoir ceux qui y seroient opposés.

Si les flatteurs de la Cour de Rome ont
cru devoir toujours accepter sans réserve &
sans modification tout ce qu'il plairoit à
une puissance arbitraire d'ordonner, les plus
saints Evêques, conformément aux vérités
enseignées par les Papes mêmes, ont suivi
des principes bien différens. Ils ont reçu
avec soumission tout ce qui a été prononcé
par le S. Siège, quand ils l'ont trouvé con-
forme à l'Ecriture, à la Tradition, aux
canons & aux décisions de l'Eglise : mais
ils ont expliqué ce qui pouvoit altérer la vé-
rité ou la paix, & ils se sont opposés avec
vigueur à tout ce qui leur a été envoyé de la
cour de Rome, qui pouvoit être contraire
aux regles de notre conduite & de notre foi.
Dans la première partie de cette Dissertation
on en a vu plusieurs preuves tirées de l'hi-
stoire de notre Eglise. J'ajouterai seule-
ment

ment ici l'exemple du célèbre Robert Evêque de Lincoln, qui vivoit au 13. siecle, que Mathieu Paris nous a conservée.

ad ann.

1253.

p. 870.

edit.

Londin.

Innocent IV. adressa plusieurs ordres aux Prélats d'Angleterre, qui parurent injustes & déraisonables à ce S. Evêque, & qui lui donnerent occasion d'écrire cette lettre au souverain Pontife : Sachez, lui dit-il, „ que j'obéis avec respect & avec une affection filiale aux ordres Apostoliques : „ mais plein d'un saint zèle pour l'honneur „ de mon Pere, je résiste & je m'oppose „ aux ordres que je ne regarde pas comme „ des ordres Apostoliques. C'est le commandement de l'Apôtre qui m'oblige de „ garder cette double conduite. Car il n'y „ a point, & il ne peut y avoir d'autres ordres Apostoliques, que ceux qui sont conformes à la doctrine des Apôtres, & à „ celle de mon Seigneur Jesus-Christ, le „ Maître & le Seigneur des Apôtres, dont „ le Pape représente la personne dans la „ hiérarchie de l'Eglise. Or la lettre qui „ m'est venue de vous, bien loin d'être „ conforme à la doctrine des Apôtres, s'en „ éloigne absolument... Elle n'est propre „ qu'à troubler la pureté de la religion chrétienne & la tranquillité de la société..... „ qu'à perdre & à faire mourir les ames „ confiées aux Pasteurs.

C'est ce que Robert de Lincoln explique

plus en détail, & il ajoute. „ Le très saint
 „ Siège Apostolique, qui a reçu de Jesus-
 „ Christ toute-puissance pour édifier & non
 „ pour détruire, n'a donc pu rien ordon-
 „ ner de si pernicieux pour les ames... Ce
 „ seroit un abus trop visible de sa puissan-
 „ ce; & quiconque ne veut point se sépa-
 „ rer par le schisme du corps de Jesus-
 „ Christ & du S. Siège, ne doit point o-
 „ béir à de tels ordres, mais s'y opposer
 „ & y résister de toutes ses forces. C'est
 „ pourquoi, mes Révérens Seigneurs,
 dit-il en adressant la parole aux Cardinaux,
 „ par le devoir de l'obéissance & de la fi-
 „ délité que je dois au saint Siège, & par
 „ l'amour de l'union que j'aurai toujours
 „ pour le corps de Jesus-Christ, D'AU-
 „ TANT QUE LA LETTRE EMANÉE DU
 „ PAPE TEND A LA PERTE DES AMES,
 „ JE N'Y OBEIRAI POINT, J'Y CON-
 „ TREDIS, J'Y RESISTE: *Non obedio, con-*
 „ *tradico & rebello*, & vous ne pourrez pas,
 „ pour cette résistance, ordonner rien de
 „ dur contre moi, puisque je n'agis
 „ pas par un esprit de contradiction &
 „ de révolte, mais par des sentimens d'o-
 „ béissance pour le commandement divin,
 „ & de zèle pour votre honneur, & *vestri*
 „ *honoratio*. Je reprends en peu de mots
 „ tout ce que j'ai dit, continue le S. E-
 „ vêque Robert. La sainteté du Siège A-
 postol-

„ postolique n'a de pouvoir 'que pour édi-
„ fier , & non pour détruire. Or les or-
„ dres que vous nous envoyez ne sont pas
„ pour l'édification , mais pour la destru-
„ ction. Le Siège Apostolique ne peut
„ donc les reconnoître ni les avouer... par-
„ ceque c'est la chair & le sang , & non
„ l'Esprit céleste qui est dans les cieux , qui
„ les a révélés.

Cette lettre est si importante , & elle
peut avoir une application si juste à l'affai-
re présente , qu'il est bon de rapporter ce
que Matthieu Paris nous apprend des effets
qu'elle produisit à la cour de Rome.

„ Ceci aiant été rapporté à l'audiance, Mathieu
Paris
p. 872.
„ dit l'historien Anglois , le Pape ne pou-
„ vant se contenir de colere & d'indigna-
„ tion , dit avec un regard féroce , & un
„ cœur superbe : Quel est ce vieillard in-
„ sensé , déraisonnable & opiniâtre , qui est
„ assez téméraire pour juger de ce que nous
„ avons fait ? Par Pierre & par Paul , si
„ nous n'étions arrêtés par notre bonté na-
„ turelle , nous le réduirions à un état où il
„ deviendrait la fable , l'exemple & l'éton-
„ nement de tout l'univers. Le Roi d'An-
„ gleterre n'est-il pas notre vassal , ou plu-
„ tôt notre esclave , qui peut l'emprisonner
„ & le deshonorer au seul signe que nous
„ ferons ?

„ Les Cardinaux eurent beaucoup de

„ peine à contenir le Pape, & ils lui dirent
„ cependant: Seigneur, il ne seroit pas à
„ propos de rien ordonner de dur contre
„ cet Evêque. Car ce qu'il a dit est vrai;
„ nous ne pouvons le condamner: il est
„ catholique, très saint & très religieux;
„ plus instruit que nous, d'une vie bien
„ plus excellente; & entre tous les Prélats,
„ il n'y en a point pour la piété que l'on
„ puisse lui préférer, ni même lui compa-
„ rer. Toute l'Eglise Gallicane & tout le
„ Clergé d'Angleterre en sont persuadés,
„ & tout ce que nous pourrions faire ne
„ prévaudroit point sur cette réputation.
„ Au contraire la vérité de cette lettre, qui
„ n'est peut-être déjà que trop connue,
„ souleveroit tout le monde contre nous.
„ Car ce Prélat est savant, zélé pour la ju-
„ stice, bon Théologien, appliqué à in-
„ struire les peuples, très chaste, ennemi
„ des simoniaques. Le Cardinal Gilles E-
„ spagnol & d'autres pressés par le mouve-
„ ment de leur conscience, représenterent
„ ces choses au Pape, & lui conseillèrent
„ de dissimuler tout cela, pour empêcher
„ un plus grand tumulte.

Il paroît que le Pape déféra aux justes remontrances des Cardinaux. Car on ne voit point que cette affaire ait eu d'autres suites. Pourquoi ne pas espérer qu'une lettre écrite par un saint Evêque, dont le mérite

mérite & la vertu seroient révérez à Rome & en France , pût produire le même effet dans la cour Romaine, qu'elle ouvriroit les yeux aux Cardinaux, & qu'ils reconnoïtroient que l'intérêt du Pape est de révoquer ou de laisser tomber une Constitution, qui n'est propre qu'à deshonorer le S. Siège?

C'est une dernière réflexion qui mérite d'être extrêmement pesée. Plus on s'attachera à faire recevoir la Constitution, plus on excitera de contradictions & de critiques. Dès qu'on voudra en faire la loi de la croiance des fideles, on forcera les Théologiens de l'aprofondir : & que peut gagner cette Constitution à être examinée & approfondie ? On donnera sujet aux hérétiques de la réfuter : & quelle ample matière pour les déclamations de leurs Ecrivains & de leurs Ministres?

D'ailleurs les Théologiens les plus attachés à la cour Romaine ont observé, qu'on doit distinguer les faits & les décisions personnelles du Pape, de ce qui porte les marques de l'autorité du Siège Apostolique. *On doit mettre une grande différence*, disoit un ancien Pape, *entre les sièges, & ceux qui y président.* Or cette Constitution ne doit point être regardée comme l'ouvrage du Siège Apostolique, mais uniquement comme la décision du Pontife Romain. Les

Cardinaux n'ont pas seulement été consultés; on dit même que quelques-uns ont fait des remontrances pour en empêcher la publication. Il est certain qu'il n'y en a eu que trois ou quatre qui l'aient sousscrité; & l'on écrit de Rome, que plusieurs Cardinaux disent hautement aujourd'hui, que c'est l'affaire du Pape, & non plus la leur. Tous les Théologiens équitables conviennent que les chutes de Libere, de Vigile & d'Honorius, doivent être regardées comme les chutes personnelles de ces Papes, qu'il seroit injuste d'imputer au siège Romain. Mais si la nouvelle Constitution étoit reçue par quelques Eglises, & sans contradiction de la part du Clergé Romain, alors par ce consentement tacite, elle seroit regardée comme l'ouvrage du Siège Apostolique: ce qui contribueroit à affoiblir l'autorité de ce Siège.

Il est donc évident que cette Constitution ne peut contribuer à l'édification. 1. Elle ne peut servir à soutenir la piété, puisqu'elle attaque la doctrine qui en est le fondement; qu'elle change toutes les idées des instructions & des livres de piété; qu'elle ôte aux fideles les livres saints, source de toute piété. 2. Elle n'est pas propre à affermir la regle, puisqu'elle ruine & qu'elle renverse toutes les loix de la pénitence, d'où dépend la conversion des pécheurs & la sanctifi-

Etification des fideles. 3. Elle ne peut que troubler la paix dans les Ecoles Catholiques, dans l'Ordre Episcopal, dans l'Etat. 4. Elle fournit des argumens aux hérétiques pour attaquer l'autorité de l'Eglise : & plus on veut lui donner d'autorité, plus on fait de tort à la réputation & à l'honneur du S. Siège.

Les Evêques qui n'ont reçu de puissance que pour édifier & non pour détruire , ne peuvent donc employer leur autorité pour accepter une Constitution capable de produire de tels effets.

TROISIEME PARTIE.

Où l'on répond à un Mémoire attribué à M.
TOURNELY, sur la manière dont les
Evêques doivent recevoir la Constitution de
Clement XI. du 8. Septembre 1713.

LEs éloges que quelques personnes ont donnés à un Ecrit sur la manière dont les Evêques doivent accepter la Constitution, composé par un Docteur de Sorbonne, que tout le public dit être M. Tournely, & l'impression qu'il a faite sur quelques Prélats, ont fait juger à l'Auteur de la Dissertation qu'il étoit nécessaire d'y répondre.

Tout le but de M. Tournely est de
E s prou-

prouver que les Evêques , après avoir consulté le S. Siège , ne sont plus libres pour accepter , ou pour ne pas accepter ce que le Pape prononce ; d'où il conclut que l'Eglise de France doit recevoir la Constitution de Clément XI. par voie de soumission & d'obéissance , sans examiner & sans juger de nouveau ce que le Pape a décidé. Une réflexion qui se présente d'abord à l'esprit , renverse tout le Mémoire formé sur ce plan , & en fait sentir l'inutilité.

Selon l'Auteur , une Eglise qui a consulté le Pape sur un point de doctrine , n'a plus la liberté de s'écarter de ce que le Pape a jugé ; elle est engagée par la consultation même à accepter nécessairement. Or il est certain que l'Eglise de France n'a point consulté le Pape sur le livre du P. Q. Par conséquent elle a encore toute sa liberté ; elle peut accepter ou rejeter la Constitution. Ainsi tout le Mémoire est fondé sur une fausse supposition ; & ce fondement étant renversé , il n'y a plus une seule preuve qui subsiste.

Que l'Eglise de France n'ait point consulté le S. Siège sur le livre du P. Q. c'est un fait si notoire & si constant , que l'on ne doit pas s'arrêter à en rapporter des preuves. Les consultations d'une Eglise , comme celle de France , ne sont point des consultations

tions furtives & clandestines , faites par quelques Evêques particuliers , sans pouvoir & sans aveu du Clergé. On auroit pu dire avec bien plus de raison que l'Eglise de France avoit consulté le S. Siège sur les cinq propositions, parceque 85. Evêques souscrivirent la lettre qui fut écrite pour les dénoncer , & pour en demander la condamnation ; cependant on peut voir dans les actes du Clergé de France sur l'affaire des 5. propositions, que l'on parle de cette consultation comme étant faite par un grand nombre d'Evêques de France ; mais on ne dit point que l'Eglise Gallicane eût consulté.

Mais s'est-il passé quelque chose sur le livre du P. Q. qui puisse donner la moindre idée d'une consultation faite au nom du Clergé ? Dira-t-on que le Pape a été consulté par l'Eglise de France, parceque MM. les Evêques de Luçon & de la Rochelle ont écrit à Rome ? Quand on y joindroit l'Evêque de Gap , peut-on avancer que l'Eglise de France soit représentée par la démarche de ces trois Prélat's ? Les Romains n'en ont pas eu cette idée ; & l'on a su par une voie sûre, que d'abord le Pape vouloit nommer dans sa Constitution les Evêques de Luçon & de la Rochelle ; mais sur ce qu'on lui représenta que ces seuls noms ne feroient propres qu'à décréditer sa Consti-

E 6

tution,

tution, il s'est déterminé à n'en point faire de mention, & à dire seulement que quelques Evêques de France s'étoient plaint, sans en citer aucun en particulier.

On pourroit s'en tenir à cette seule réflexion, qui renverse absolument tout ce que l'Auteur avance dans son Mémoire. Mais comme il seroit d'une dangereuse conséquence de laisser subsister toutes les fausses maximes dont cet Ecrit est rempli, l'on veut bien aller plus loin, & faire voir qu'en supposant même que les Evêques eussent consulté le Pape sur un point de doctrine, il ne seroit point vrai qu'ils se fussent dépouillés, par cette consultation, du caractère de juges, ni qu'ils aient donné au Pape le droit de juger avec une autorité à laquelle on doive nécessairement se soumettre. Avant que de réfuter la fausse doctrine de l'Auteur, tâchons de la bien pénétrer, & d'en connoître tout le venin. Nous commencerons donc 1. par l'exposition des principes de M. Tournely. 2. Nous en ferons voir la fausseté. 3. Nous répondrons à toutes les preuves dont il se sert pour établir son sentiment.

EXPOSITION DES PRINCIPES DE
M. TOURNELY.

Il déponille les Evêques du droit de juger, lorsque le S. Siège a prononcé, après avoir été consulté; & il donne au Pape, dans ce cas, la prérogative de l'infailibilité.

Ces fausses & dangereuses maximes, qui renversent la doctrine du Clergé de France, sont répandues dans toute la suite du Mémoire de M. Tournely. Les Evêques, dit-il, pouvoient d'abord se saisir de la cause & la juger en première instance; mais après l'avoir eux mêmes portée au tribunal du S. Siège, & le souverain Pontife aiant parlé, la cause est finie; il n'est plus tems de disputer, mais d'obéir.

Qu'on remarque cette opposition. Les Evêques peuvent juger en première instance; mais après que le souverain Pontife a parlé, il faut obéir, c'est-à-dire, il n'est plus permis de juger.

On a observé dans la première partie de la Dissertation, qu'il y a une liaison nécessaire entre ces deux propositions, les Evêques doivent nécessairement accepter ce que le Pape décide, & le Pape est infailible, & que l'une de ces propositions est une suite nécessaire de l'autre. Aussi M. Tournely,

après avoir avancé que les Evêques ne peuvent se dispenser de recevoir ce que le Pape consulté décide sur la foi, soutient que ces sortes de réponses & de décisions sont infaillibles. C'est ce qui paroît, 1. par l'effet qu'il attribue à ces décisions du Pape, 2. par le principe sur lequel il fonde la nécessité de l'acceptation des Evêques, 3. par la comparaison qu'il en fait avec la réception des définitions des Conciles, 4. par la manière dont il répond à l'article de la Déclaration du Clergé de 1682.

Quand le Pape a parlé sur une cause portée par les Evêques à son tribunal, la cause est finie, dit M. Tournely. Or une cause de doctrine n'est finie dans l'Eglise, que lorsqu'elle est décidée par une autorité infaillible.

Les Evêques, dit-il ailleurs, doivent une soumission d'esprit & un acquiescement aux décisions du Pape faites sur leur consultation; & la raison de cette soumission si prompte & si absolue des Evêques aux décisions du S. Siège sur les matières de foi, c'est l'autorité souveraine de la chaire de S. Pierre. Il ne faut pas de grands raisonnemens, pour connoître ici le caractère de l'infailibilité. Une autorité souveraine à laquelle tous les Evêques doivent une soumission prompte & absolue, lorsqu'elle décide des points de foi, est une autorité

rité

rité infaillible. Telle est , selon M. Tournely, l'autorité du Pape : elle est donc infaillible.

Plus l'Auteur avance, plus il développe sa doctrine & ses sentimens ; voions donc sur quels principes il fonde la nécessité de la soumission des Evêques. Après avoir rapporté une autorité qu'il croit favorable à son opinion , & que nous discuterons dans la suite, il en conclut ; *Tant il est vrai que l'acquiescement des Evêques aux décisions du souverain Pontife, est nécessaire, & qu'il ne leur est pas loisible de s'en éloigner. En effet, si les Evêques, après une mure délibération, & une discussion exacte de la matière contestée, se croient en droit d'abandonner la décision du S. Siège, & d'en faire une opposée, que deviendront alors ou le centre de l'unité, qui est l'Eglise Romaine, ou la communion si nécessaire des Evêques avec elle ? Ou Rome cesseroit d'être le centre de l'unité à cause de l'erreur où l'on supposeroit qu'elle seroit tombée, ou les Evêques cesseroient d'être unis par les liens d'une même foi à ce centre de la communion catholique, ce qui conduiroit au schisme.*

Selon M. Tournely, l'Eglise particulière de Rome ne peut pas plus tomber dans l'erreur, que cesser d'être le centre de l'unité. Le second ne peut pas arriver ; il faut donc

donc reconnoître comme un point de foi ; qu'elle est infaillible.

Il dit aussi peu après que cette prérogative est une suite de la Primauté. C'est une article de notre foi, dit M. Tournely, que le Pape a une primauté de juridiction sur tous les Evêques, qu'il est le chef visible auquel tous les Chrétiens doivent obéir. Or comment accorder cette obligation d'obéir avec la liberté de contredire, & des'écarter de ses décisions en matière de foi ?

Il est clair par ces passages, que, selon ce Docteur, le Pape est aussi certainement infaillible, qu'il est le centre de l'unité, qu'il a la primauté dans toute Eglise ; il propose la prérogative d'infaillibilité, comme une suite nécessaire des deux autres. Aussi ce Docteur ne met point de différence entre les décisions de toute l'Eglise, & celles du Pontife Romain ; c'est sur ces principes que de ce que les Evêques, sans avoir été juges dans les Conciles, ont souvent souscrit aux jugemens canoniques rendus par l'Eglise, il conclut qu'ils doivent souscrire de la même manière aux jugemens rendus par les Papes. Il reconnoît donc la même infaillibilité dans le jugement du Pape, que dans celui de toute l'Eglise. Il dit clairement dans un autre endroit, que les Evêques souscrivent aux jugemens des Papes, par une obéissance nécessaire, *de la même*

manière que les Evêques qui n'ont point assisté aux décisions des conciles généraux, & qui les reçoivent dans la suite, exercent un jugement d'acceptation & d'obéissance nécessaire. Ce seul parallele suffit pour faire entendre la doctrine de M. Tournely, & quelle autorité il attribue aux décisions de foi, prononcées par les Papes.

Mais rien ne prouve mieux l'intention de l'Auteur, & ne rend en même tems son Ecrit plus dangereux, que la manière dont il élude la Déclaration du Clergé de France assemblé en 1682. Il s'objecte que l'on conclurroit de son sentiment que le Pape est infaillible, indépendamment du consentement de toute l'Eglise, puisque dès qu'il aura parlé, ce consentement suivra nécessairement, & que ce sera une loi indispensable de se soumettre. Et comment accorder cela, dit-il, avec l'Article de la déclaration du Clergé: *Nec tamen irreformabile est judicium summi Pontificis, nisi accesserit Ecclesia consensus?* Le Clergé, dit M. Tournely, n'a point expliqué si cette condition ou consentement est libre ou nécessaire, s'il doit être généralement de tous les Evêques ou d'une partie, si c'est la plus nombreuse ou la plus saine; il n'explique pas même, si les Evêques qui ont consulté le S. Siège doivent consentir, ni comment, expressément ou tacitement; c'est-à-dire, que, selon ce

Do-

Docteur , le Clergé de France demande , pour rendre le jugement du Pape irréformable , une condition que l'on n'entend point , & qui dans le fond se réduit à rien , puisque , dans ses principes , *dès que les Evêques ont consulté le S. Siège , le jugement du Pape est irréformable indépendamment du consentement de l'Eglise : que tout au plus ce consentement est une cérémonie qui ne peut être refusée , & que le seul consentement d'une partie de l'Eglise rend la décision du Pape infaillible & irréformable.* On peut juger de son respect pour la Declaration du Clergé de France , par l'idée qu'il en veut donner.

Enfin rien ne dégrade plus les Evêques , & n'est plus digne de censure , que la comparaison dont se sert M. Tournely , pour expliquer comment le consentement des Evêques , quoique nécessaire , donne aux décisions apostoliques cette force invincible , que rien n'est capable d'ébranler : *Il en est à peu près , dit-il , comme des Edits que le Roi , par ses lettres de jussion , ordonne d'être enregistrés au Parlement. Cet enregistrement , quoique forcé , ne laisse pas d'être nécessaire.* Les Evêques qui tiennent leur pouvoir de J. C. même , sont ici comparés avec des Magistrats qui tiennent toute leur autorité du Roi. On établit que comme les Magistrats doivent obéir aux lettres de jussion de sa Majesté , les Evêques doivent obéir

en

en matiere de foi aux ordres du Pape; il n'y a pas dans les uns plus de droit ni plus de liberté de contredire que dans les autres; en un mot l'acceptation d'une Constitution du Pape faite par les Evêques, est mise au même rang que l'enregistrement d'un Edit fait au Parlement, - lorsque sa Majesté se fert de toute son autorité, pour le faire recevoir.

Mais après avoir exposé le sentiment de M. Tournely si fidelement qu'il ne pourra pas se plaindre qu'on lui impute des erreurs qu'il ne soutient pas, il est important de réfuter les fausses maximes qu'il soutient.

Quand le Pape décide une question de foi, après avoir été consulté par les Evêques d'une grande Eglise, son jugement n'est point irréformable; & la cause n'est point finie, jusqu'à ce que toute l'Eglise y ait consenti par une acceptation libre, & qui peut être refusée.

Tout ce qu'on peut faire de plus favorable pour M. Tournely, c'est de regarder la consultation des Evêques comme une union anticipée de leur jugement & de leur suffrage avec celui du Pape: on fera voir dans la suite qu'en rien n'est plus faux ni plus absurde que cette idée; mais on veut bien la supposer ici pour rendre la cause de M. Tournely ne-

nely meilleure, & l'on prétend que dans ce cas même, la décision du Pape ne feroit point infaillible, & que les Eglises particulières seroient encore en droit de juger librement.

L'Article du Clergé que ce Docteur a voulu anéantir, établit clairement cette proposition. Selon cette doctrine, l'infailibilité n'est promise qu'à l'Eglise universelle dispersée ou assemblée; le Pape seul, le Pape décidant avec toute l'autorité du Siège apostolique, le Pape uni avec une Eglise particulière n'est point infaillible. *Nec tamen*, dit le Clergé de France, *ejus judicium irreformabile esse, nisi accesserit Ecclesie consensus*. Qui dit l'Eglise, ne dit point une Eglise particulière, telle que celle de France ou d'Espagne, mais l'Eglise universelle; qui dit un consentement, ne dit pas un consentement nécessaire, ou forcé: ce sont deux idées qui se détruisent, que de consentir, & d'être forcé; il s'agit donc d'un consentement libre, que l'on donne, pouvant le refuser.

Notre proposition peut être prouvée par une multitude de faits & d'exemples incontestables. Je les réduis à ces trois points.
1. Les décisions du Pape, données, en matière de foi, après une consultation de la part des Evêques, sont si peu irréformables, qu'elles ont été revues & examinées de nouveau

veau dans les Conciles généraux. 2. Des décisions de doctrine faites par de grandes Eglises, & confirmées par le Pape, ont été examinées & acceptées par voie de jugement, par des Eglises particulieres; quelques-fois même ces Eglises les ont rejetées. 3. Les Papes sont quelquesfois tombés dans l'erreur, en répondant à des consultations qui leur avoient été faites, & par conséquent on n'étoit pas obligé d'accepter leurs réponses. Trois preuves qui démontrent qu'une question de foi n'a pas été regardée comme finie, après avoir été décidée par le Pape sur la consultation des Evêques.

I. P R E U V E.

Réponses des Papes sur des consultations de doctrine, revues & examinées dans les Conciles généraux.

S. Cyrille Evêque d'Alexandrie, après avoir condamné les erreurs de Nestorius dans son Concile, écrivit au Pape S. Celestin pour le consulter sur cette importante affaire. Il lui envoya par le Diacre Possidonius ses lettres écrites à Nestorius & à l'Eglise de Constantinople, & généralement tout ce qu'il avoit fait sur cette matière. Ce Pape tint son Concile, où il approuva toutes les lettres de S. Cyrille. Dans sa réponse à ce Saint, il déclare que sa foi étoit

Conc.
tom. 3.
c. 340.
& 382

étoit conforme à celle de S. Cyrille, il prononce en conséquence une sentence contre Nestorius, par laquelle il le prive de sa communion, si dans dix jours il ne rétractoit ses erreurs, & il charge S. Cyrille d'Alexandrie de l'exécution de cette sentence. Il est à remarquer que S. Célestin ne vouloit pas obliger Nestorius de suivre la doctrine de la seule Eglise Romaine; il le condamne parce que ses sentimens ne sont pas conformes à ce que croient l'Eglise Romaine, l'Eglise d'Alexandrie, l'Eglise universelle, & l'Eglise de Constantinople jusqu'à lui. *Nisi de Christo Deo nostro ea predicet quæ Romana & Alexandrina, & universalis Ecclesia catholica tenet, sicut & sancta Constantinopolitana magne urbis Ecclesia ad te usque.*

Conc.

tom. 3.

c. 361.

373-375.

Ecc. 1

c. 345.

Le Pape avoit prononcé sur une consultation que l'Evêque d'Alexandrie lui avoit faite à la tête de son Synode, & l'on conviendra que cette consultation donnoit bien autant d'autorité au Pape, qu'il en a pu acquérir par celle de l'Evêque de Gap dans l'affaire présente. Selon les principes de Monsieur Tournely, la cause étoit donc finie, il ne falloit plus qu'obéir, se soumettre, souscrire aveuglément, comme on souscrit aux définitions des Conciles généraux; il n'étoit plus permis aux Evêques d'examiner, ni de disputer. Toute l'Eglise n'eut

n'eut pas alors cette idée , & le Pape Célestin ne l'avoit pas lui même. Nestorius n'ayant pas déferé au jugement du Pape, on convint de la nécessité d'assembler un Concile général; le Pape la reconnut lui même, puisqu'il y envoya ses Légats, dont on voit l'arrivée dans l'Action 2. & il écrivit à l'Empereur Théodose le jeune: *Nous serons présens par ceux que nous envoieons au Concile, dont vous avez ordonné la célébration: HUIC Synodo quam iussistis.* Tom. 3. conc. c. 620.

L'Empereur convoqua le Concile à Ephèse; la première condition fut que tout ce qui avoit été écrit jusqu'alors, seroit examiné dans le Concile, & qu'on n'innoveroit rien jusqu'à ce que le Concile eût prononcé. Voici la lettre de l'Empereur à S. Cyrille. *Quam quidem pietatis doctrinam in sacra Synodo discuti examinarique volumus, & ratum esse quod rectæ fidei videbitur consonum.* Tom. 3. conc. A& 1. c. 435. Et p. 437. *Nulla interim, ante sanctissimam coactam Synodum, communemque ejusdem, que de omnibus dabitur, sententiam, factâ privatim à quoquam innovatione.*

Dans la première Action, S. Cyrille demanda lui même qu'on examinât ce qu'il avoit écrit, & qu'on décidât, si ses lettres étoient orthodoxes, ou non. Ces lettres avoient été vues & examinées par le Pape dans le Concile Romain, il les avoit approuvées, il avoit déclaré que la foi de
Cy-

ques d'examiner ce que le souverain Pontife a décidé.

Mais, pour ôter à M. Tournely tout prétexte de chicaner, ce ne sont pas seulement les Conciles généraux qui se sont cru en droit d'examiner ce que le Pape avoit prononcé sur la consultation des Evêques; des Eglises particulières ont usé de la même liberté, en sorte qu'elles n'ont accepté que par voie de jugement, des décisions de doctrine faites dans des Conciles nombreux, & soutenus de l'autorité du S. Siège; quelquesfois même elles s'en sont écartées.

On en a vu plusieurs exemples dans la première partie de cette Dissertation, je me contenterai d'en citer ici deux, l'un tiré de l'Eglise d'Espagne, & l'autre de celle de France.

Le Pape Agathon avoit envoyé ses Légats & des Députés d'Italie au VI. Concile, & l'Eglise de Rome le regardoit comme un Concile universel; mais celle d'Espagne n'y avoit pas encore envoyé de Députés, & il n'y étoit pas encore regardé comme un Concile œcuménique. Le Pape Leon II. envoya aux Evêques d'Espagne & au Roi Ervige les principaux actes de ce Concile, afin que les Evêques de ce royaume y souscrivissent, comme s'ils y avoient été présents. *Unusquisque Antistes, cum universali sancta Synodo, per suæ subscriptionis confessionem, tanquam præsens spiritum conveniat.* La règle de la dis-

Tom. 5.
Conc.
c. 1426.
& c.
1249.

c. 1248.

c. 4.

Conc.
tom. 6.
c. 1279.
c. XIV.
Tolet.
ap. 684.
c. 20.

c. 3.

c. 4.

discipline d'Espagne étoit d'assembler un Concile général de toute la nation dans les causes de la foi pour les décider. Ce fut aussi le premier dessein du Roi Ervige. Les guerres ne l'ayant pas permis, on assemble le Concile de Toledé, *in urbe regia*, où assisterent des Députés des autres Eglises, afin que ce qui y seroit réglé servît d'exemple, & fût ensuite confirmé par les Conciles des autres provinces. Ces Evêques rendent compte eux mêmes du motif de leur assemblée. Le Pape nous a écrit, disent-ils, afin que les statuts du Concile de Constantinople fussent confirmés par notre autorité, *ut prædicta Synodalia instituta nostri vigoris manerent auctoritate suffulta*. Pour exécuter ce que le Pape desiroit, les Evêques nous apprennent eux mêmes qu'ils lurent les actes Synodaux, qu'ils approuverent la définition du S. Concile, *approbantes &c.* parce qu'ils y reconnurent une doctrine conforme à la Tradition Apostolique. C'est ce qui nous a engagés, disent-ils eux mêmes, à satisfaire le Pontife Romain en confirmant ce qui avoit été fait: *Placuit, Romano Pontifici satisfaciendes, ea ipsa gesta firmata &c.* Ils renvoyent cependant encore ces actes du VI. Concile à l'examen & à la discussion des Conciles Provinciaux, parce que les guerres ne permettoient pas d'en tenir un général: *Utraque operum gesta & synodico di-*
riman-

*rimantur examine, & discreta conciliorum ful-
ciantur autoritate.... Juxta Edictum gloriosi
Regis adunato per singulas ejus regni provincias
Conciliorum conventu synodicâ iterum exami-
natione decocta &c.*

Ils marquent encore que dans leur Con- c. 5.
cile particulier ils ont comparé avec les an-
ciens Conciles ce qui avoit été décidé dans
le VI. & que l'ayant trouvé conforme aux
quatre premiers Conciles, ils l'ont approu-
vé: *Cum antiquis Conciliis conferentes.... ea
probavimus.*

Et voici leur conclusion, *Et ideo supra c. 6.
dicta acta Concilii.... in tantum à nobis ve-
neranda sunt, & recipienda constabunt, in
quantum à præmissis Conciliis non discedunt.*
C'est en conséquence de cet examen, & de c. 7.
cette acceptation par voie de jugement,
que le Concile de Toledé place le Con-
cile de Constantinople après le Concile
de Calcédoine; parce que, comme l'on
fait, l'Eglise d'Espagne ne reconnoissoit
point alors le V. Concile, reçu pour-
tant & reconnu par le Pape & par l'Eglise
de Rome.

Il est donc de la dernière évidence que
le XIV. Concile de Toledé n'a accepté que
par voie d'examen & de jugement le VI.
Concile approuvé & reçu par le Pape; &
que cette Eglise ne l'a mis au rang des
Conciles œcuméniques, qu'après avoir re-

connu la conformité de sa décision avec la foi Apostolique. A Dieu ne plaise que, selon les idées de M. Tournely, l'on compare l'autorité des décisions que le Pape feroit après avoir été consulté par quelques Evêques, avec celles qu'avoit fait le VI. Concile approuvé & reçu par le souverain Pontife. Mais si une grande Eglise, comme celle d'Espagne, sur les instances du Pape, n'a accepté que par voie de jugement les décisions de ce Concile, que M. Tournely juge lui même, si elle auroit cru devoir accepter nécessairement, sans examen, sans liberté de penser autrement, une décision que le Pape auroit faite, après avoir été consulté par quelques Evêques.

Ce qu'on a rapporté dans la première partie de la Dissertation sur les droits des grandes Eglises, prouve que l'Eglise de France, sans rompre la communion avec le Pape, rejetta le II. Concile de Nicée reçu à Rome, & dont le Pape Adrien sollicitoit vivement l'acceptation en France; & cet exemple démontre encore plus clairement la liberté des Eglises dans les acceptations des décisions dogmatiques des Papes.

III. P R E U V E.

*Décisions des Papes faites sur des consultations
d'Evêques rejetées dans l'Eglise à cause
des erreurs qu'elles renferment.*

M. Tournely ne peut avancer que les Evêques sont obligés de souscrire aux décisions de foi que le Pape prononce après avoir été consulté, que parce qu'il suppose que dans ce cas le souverain Pontife ne peut tomber dans l'erreur. Or l'Eglise en a jugé autrement; on en a vu ci-dessus plusieurs exemples dans les réponses des Papes Grégoire II. Eugene II. & Clément III. mais c'est ce qui paroît encore plus évidemment par le fait d'Honorius. Ce Pape avoit été consulté par Sergius Patriarche de Constantinople à l'occasion du différent qui s'étoit alors élevé dans l'Eglise, pour savoir, s'il falloit reconnoître deux volontés en J. C. & c'est sur cette consultation qu'Honorius écrivit la fameuse lettre qui fut lue dans l'Action 12. du VI. Concile universel. Elle y fut examinée sur les originaux mêmes qui étoient conservés dans les archives de l'Eglise de Constantinople, & après cet examen juridique, cette lettre fut condamnée, comme contraire aux dogmes apostoliques, aux définitions des saints Conciles & des

V. l. p. de
la Disserta-
tion.

V. Ep.
Sergii
Con-
stant.
Tom. 6.
Conc.
pag. 920.

Ibidem
pag. 928.

Ibidem
p²⁸. 944.

Peres, & comme conforme aux fausses doctrines des hérétiques. C'est ce qui fit prononcer anathême contre Honorius, & ce qui le fit mettre au rang de Sergius, de Cyrus, de Théodore & des autres hérétiques; c'est ce qui fit effacer son nom des diptyques; & c'est sur ce fondement que les Papes pendant tant d'années l'anathématisoient dans la profession de foi qu'ils étoient obligés de faire après leur promotion, comme nous le voions par le livre *Diurnus*, donné par le P. Garnier Jésuite.

Selon M. Tournely, toute l'Eglise au lieu d'anathématiser cette lettre d'Honorius devoit la souscrire aveuglément, parce que c'étoit une réponse à la consultation d'un Patriarche de Constantinople; l'Eglise du Patriarchat de Constantinople, qui avoit fait la consultation, étoit obligée d'accepter, sans examen, la décision d'Honorius, si solennellement condamnée depuis dans le VI. Concile. Et comment le Concile général auroit-il pu dans la suite examiner de nouveau, & condamner ce que toute l'Eglise auroit reçu & approuvé? Rien n'est donc plus faux que la maxime avancée par M. Tournely, que lors que le Pape décide une question de foi sur la Consultation des Evêques, on doit souscrire nécessairement à la décision. Mais afin qu'il ne puisse pas rester la moindre raison de douter sur un point
si

si important , examinons les preuves dont ce Docteur se sert, pour établir une opinion si bizarre.

Toutes les preuves de M. Tournely se réduisent à deux raisonnemens & à deux exemples.

I. RAISONNEMENT DE M. TOURNELY.

Consulter le Pape & demander son jugement sur quelque point de doctrine , dit-il , c'est conformer par avance son jugement au sien ; & vouloir ensuite remettre à l'examen ce que le Pape a décidé, c'est en quelque façon retirer la promesse qu'on lui avoit faite de suivre sa décision : c'est une espece d'insulte, dit M. Tournely , qui choque également l'autorité du S. Siège, les lumières du bon sens & de la raison.

Ce Docteur envisage une cause de foi comme une affaire de procédé entre le Pape & les Evêques ; & , si on l'en croit, ceux-ci doivent plutôt souscrire à une décision qu'ils croiront contraire à la saine doctrine, que de manquer à la parole qu'ils ont donnée au Pape en le consultant ; il est si touché de ce raisonnement qu'il le retourne en vint manières différentes, & qu'il ne se lasse point de le répéter dans son Ecrit : idée frivole & indigne d'être seulement proposée dans une matière aussi grave.

Eneffet, où M. Tournely a-t-il pris que lors queles Evêques consultent le Pape, ils conforment par avance leur jugement à celui du Pape?

Dans les consultations de doctrine, ou les Evêques marquent au Pape quel est leur sentiment, ou ils ne l'expriment point: dans le premier cas, les Evêques commencent par juger; &, en faisant ensuite au Pape la relation de leur jugement, ils le prient de le confirmer. C'est ainsi que les Evêques d'Afrique écrivirent au Pape Innocent I. pour faire anathématiser par le S. Siège les auteurs de Pélage & de Célestius, qu'ils avoient déjà condamnés. Dans le second cas, les Evêques consultent simplement le S. Siège sur des questions de doctrine qu'ils n'ont point encore décidées. C'est ainsi que les Evêques de France consulterent Innocent X. sur les cinq propositions agitées à l'occasion du livre de Jansenius; mais dans l'un & dans l'autre cas le principe de M. Tournely est insoutenable.

Lorsque les Evêques sollicitent la confirmation du jugement qu'ils ont prononcé, ou le Pape décide comme eux, ou il juge autrement. Si le jugement du Pape est conforme à celui des Evêques, on comprend aisément que les Evêques ne doivent pas hésiter pour accepter cette décision, qui confirme celle qu'ils avoient faite; c'est ce qui

se

se passa en Afrique dans la cause des Pélagiens. Mais si le jugement du Pape se trouve différent de celui des Evêques, dira-t-on que dans ce cas, les Evêques, en consultant le Pape, se sont conformés par avance à tout ce qu'il voudroit décider ? Sur quoi cette prétendue acceptation anticipée pourroit-elle être fondée ? Ils se sont adressés au S. Siège pour faire confirmer par une plus grande autorité la condamnation qu'ils avoient faite de l'erreur ; le Pape juge autrement ; sur quel principe les Evêques seront-ils obligés de recevoir un jugement prononcé par une autorité qui n'est pas infail-
lible, & qui ne leur paroîtroit pas conforme à la doctrine de leur Eglise ?

Mais lorsque les Evêques consultent le Pape, sans exprimer leur avis, l'idée de M. Tournely ne peut encore avoir lieu. De quelque terme qu'ils se servent pour élever la puissance du Pape, il n'y a qu'une autorité infailible à laquelle on puisse promettre une soumission aveugle ; & si l'on écrit à son supérieur que l'on se soumettra à ce qu'il voudra décider, ces promesses ont un sens raisonnable, parce qu'on présume que le supérieur décidera bien. Mais s'il tomboit dans l'erreur, comme Honorius y tomba en effet, dans sa réponse à la consultation de Serge Patriarche de Constantinople, il n'y a point d'engagement ni de parole qui

134. *Du droit des Evêques*
puisse obliger à adopter l'erreur. Ainsi les
Evêques sont toujours en droit d'examiner
si le jugement du Pape est conforme à l'E-
criture & à la Tradition; ce n'est pas sur
ce qu'ils ont dit par avance sur une décision
qu'ils demandoient, mais sur la vérité qu'ils
reconnoissent dans la décision faite qu'ils
doivent régler leur acceptation.

II. RAISONNEMENT DE M. TOUR- NELY.

Le second raisonnement de M. Tour-
nely n'est pas plus solide. *Le jugement,*
dit-il, & la délibération des Evêques, après
une Bulle sur des matières de doctrine, ne
peut tomber ou que sur le jugement du Pa-
pe même, ou que sur les choses décidées par
la Bulle; ce seroit leur faire une très grande in-
jure que de leur imputer qu'ils se croient
en droit de juger du jugement même du
Pape. Dans nos maximes de France, il
n'y a que le Concile œcuménique, qui seul
est supérieur au Pape, qui puisse en réformer
les jugemens: nul Evêque, nulle Eglise par-
ticulière n'a ce droit; c'est donc uniquement
sur les choses ou sur la matière décidée par
les Bulles des Papes, que peut tomber le ju-
gement & la délibération des Evêques. Or,
continue M. Tournely, peut-on juger d'une
matière déjà décidée par le souverain
Pape

Pontife, sans que ce jugement retombe sur la décision même du Pape? Si le jugement des Evêques étoit contraire à celui du Pape, ne seroit-ce pas déclarer en ce cas, que le jugement du Pape est faux, & ne seroit-ce pas alors juger du jugement même du Pape? D'où notre Docteur conclut qu'après la Bulle du Pape, les Evêques n'exercent pas un jugement de discussion, mais un simple jugement d'acceptation & d'obéissance. Que si les Evêques, dit-il, confrontent la Bulle avec les regles immuables de l'Ecriture & de la Tradition, ce n'est pas qu'ils doutent de sa conformité avec ces saintes regles..... mais c'est pour être plus en état de la défendre contre les attaques des hérétiques.

Après un pareil discours, les Evêques ne peuvent se dispenser de faire expliquer nettement M. Tournely sur ces deux points.

I. S'il reconnoît la même infailibilité dans la décision du Pape que tous les fideles reconnoissent dans les définitions des Conciles généraux. L'obligation d'y souscrire aveuglément donne cette idée, & tous les principes de ce Docteur, que l'on a rapportés plus haut, y conduisent nécessairement.

II. Croit-il que les Evêques acceptent les jugemens du Pape de la même manière

que des Curés acceptent & publient le Mandement de leur Evêque, sans en examiner juridiquement la doctrine? S'il est interdit aux Evêques d'examiner si les Constitutions des Papes sont conformes à l'Ecriture & à la Tradition; s'ils doivent commencer par supposer cette conformité pour recevoir les Bulles; s'ils ne doivent les étudier & les confronter avec les textes de l'Ecriture & de la Tradition, que pour les soutenir contre les hérétiques, ils sont réduits au rang de simples vicaires & délégués du Pape, qui ne connoissent ses Constitutions que pour les publier. Le Clergé de France obligea le Sieur David de se rétracter pour avoir avancé des maximes qui ne regardoient qu'un point de discipline, & qui étoient bien moins contraires à la doctrine du Royaume, & aux droits sacrés de l'Episcopat.

Remarquons d'abord que dans les propres principes de M. Tournely, son raisonnement prouve trop. Il veut seulement établir que les Evêques doivent accepter sans examen ce que le Pape décide après avoir été consulté; & l'on concluroit de son raisonnement, que lors même qu'une Constitution n'a point été demandée, les Evêques n'ont pas droit de l'examiner ni de juger. Que le Pape décide donc, quand il lui plaira, qu'il est infallible; & qu'il a le droit de déposer les Rois; qu'il décide

que.

que les Evêques n'ont pas droit de juger les affaires de foi, comme fit Alexandre VII. les Evêques seront obligés d'accepter simplement & purement, parceque, s'ils jugeoient le contraire, ils déclareroient que le jugement du Pape est faux; & selon M. Tournely, ils jugeroient du jugement même du Pape.

Mais tout ce que ce Docteur avance ici n'est qu'un sophisme facile à démêler.

Les Evêques sont d'institution divine les juges de la foi, & par la même institution le Pape est leur supérieur. Ces droits différens bien loin de se détruire & de se combattre, s'accordent & se concilient parfaitement.

Toute question de doctrine est soumise à l'examen & au jugement des Evêques; ils ont droit d'en juger avant le Pape, avec le Pape, après le Pape, soit qu'ils l'aient consulté ou non. Lorsque le Pape a prononcé, il ne dépouille pas par là les Evêques du droit de juger, qu'ils tiennent de J. C. même. Ils respectent sa décision comme le jugement de leur supérieur; mais ils ne doivent pas s'y soumettre aveuglément, parce qu'il n'est point par lui même infallible & irréformable. Si après avoir examiné la matière jugée par le Pape, ils ne sont pas de son sentiment, ils n'accepteront pas, ils ne publieront pas dans leurs Diocèses

ses une telle Constitution, parce qu'ils sont les Juges de la foi, & qu'ils ne peuvent accepter pour eux mêmes, ni proposer à leurs peuples ce qu'ils ne croient pas conforme à la doctrine de l'Eglise.

Mais dans ce cas, ils n'annuleront pas la Constitution du Pape, ils ne la condamneront pas, ils n'obligeront pas le Pape sous des peines canoniques de la rétracter, comme feroit un Concile général, parce qu'ils ne sont pas ses supérieurs, ni les juges de ses jugemens; &, comme on l'a dit dans la première partie, ils pourront faire des remontrances au Pape, ils seront même en droit d'en appeller au Concile général; ils pourront empêcher le jugement du Pape de devenir irréformable, parce qu'ils n'y donneront pas leur consentement; mais ils ne le réformeront pas, parce qu'ils n'en ont pas le droit ni l'autorité. C'est ainsi que S. Cyprien & S. Firmilien n'accepterent pas le decret du Pape Etienne; que l'Eglise d'Afrique n'accepta pas le jugement du Pape Zozime, trop favorable à Celestius; que l'Eglise de France ne reçut pas pendant long-tems ce que le Pape Adrien & le II. Concile de Nicée avoient décidé touchant les images.

Mais, dit M. Tournely, les Evêques jugent donc du jugement même du Pape? Pour éclaircir cette mauvaise subtilité, il n'y a qu'à distinguer un jugement de raison & un jugement
d'au-

d'autorité. Un simple Conseiller du Parlement, sans être supérieur du Châtelet, juge par raison & par la science du droit, qu'une sentence du Châtelet est mauvaise; mais il n'y a que le Parlement qui puisse juger avec autorité de cette sentence & l'infirmer. Autre chose est de savoir qu'une sentence est mauvaise; autre chose est de le déclarer avec autorité & de la casser. La première espece de jugement suffit pour l'un, & la seconde est nécessaire pour l'autre. Chaque Evêque juge de la foi avec autorité, mais il ne juge du jugement du Pape que par un simple jugement d'affirmation ou de négation: il ne jugeroit pas non plus avec autorité de la décision d'un autre Evêque, il pourroit défendre aux Fideles de son Diocèse la lecture d'un Mandement, mais il ne pourroit le casser & l'annuller; il n'y a que les Evêques assemblés dans un Concile général qui puissent juger avec autorité du jugement du Pape & le réformer.

Mais, sans s'arrêter plus longtems à prouver un droit reconnu par les Papes, comme on l'a vu clairement par la lettre de S. Leon citée dans la première partie, il suffit de dire ici que les Evêques sont en possession de ne recevoir qu'en jugeant les Constitutions des Papes, & qu'ils ont encore usé de ce droit dans l'affaire de M. l'Archevêque de Cambrai. Ce Prélat avoit porté lui même au S. Siège le jugement de cette contestation. Les

Brée-

Prélats intéressés dans la cause avoient envoyé au Pape la déclaration de leurs sentimens; & l'on auroit pu dire alors avec bien plus de raison que dans l'affaire présente que le Pape avoit été consulté. Or cependant il paroît par les actes des Assemblées provinciales, que presque tous les Evêques de France déclarerent alors qu'ils n'acceptoient les Constitutions dogmatiques des Papes que par voie de jugement; & dans la réception de la Bulle *Vincam Domini sabaoth*, l'Assemblée de 1705. exprima de même que cette acceptation se faisoit par voie de jugement.

Je ne m'arrêterai pas ici à la misérable objection de M. Tournely, qui prétend conclure de ce que les Assemblées provinciales, dans l'affaire du livre des Maximes des saints, ont peu duré, que les Evêques n'y ont point jugé, & que ce n'est que l'autorité du Pape qui a fait accepter si promptement la condamnation du livre & des propositions. On a suffisamment répondu à cette objection dans les Procès verbaux mêmes des Assemblées, où les Evêques ont déclaré qu'ils jugeoient, & que la matière leur étoit si connue depuis deux ans que ces disputes étoient excitées, qu'ils pouvoient le faire promptement.

Ce qu'il ajoute contre l'Assemblée de 1705. n'est pas moins injurieux pour le Clergé de France. Les Evêques de Fran-

ce, dit-il, ont été obligés d'expliquer le mot de jugement, dont ils s'étoient servis par rapport à l'acceptation de la Bulle, Vineam Domini sabaoth, & cette première explication n'ayant pas été suffisante, ils en ont donné une seconde, où ils ont enfin réduit ce qu'ils avoient dit sur ces matières-là au sentiment que nous venons d'exposer.

Pour réfuter tout ce qu'avance M. Tournely, il suffit de lire les Articles qui sont inférés dans le Procès verbal de l'Assemblée de 1710. Les Evêques déclarent qu'en acceptant par voie de jugement les Constitutions des Papes, leur intention n'est pas de s'ériger un tribunal supérieur à celui du Pape. Est-ce donc penser comme M. Tournely, & ôter aux Evêques le droit de juger en acceptant les Constitutions, que de dire que les Evêques, par ce jugement, ne s'attribuent pas le droit de juger la personne même ou la Constitution du Pape ? C'est tout ce que M. le Cardinal de Noailles a écrit; c'est tout ce que les Evêques ont déclaré en 1710. Tout ce qu'il y a à conclure de cette réflexion de M. Tournely, si pleine d'injustice & de malignité, c'est qu'elle doit engager les Evêques à mettre si clairement leur droit à couvert dans l'occasion présente, que M. Tournely & ses semblables ne puissent pas abuser de leurs expressions.

M. Tournely ne cite dans son Ecrit que
deux.

deux exemples, sur lesquels il fonde son sentiment. Le premier est tiré de ce qui se fit dans l'affaire de Pélage, & le second de ce qui s'est passé dans celle du livre de Jansenius.

PREMIER EXEMPLE DE M. TOURNELY.

Tous les Evêques d'Afrique, dit-il, *souscrivirent, sans user de remise, à la décision d'Innocent & de Zozime; & l'on sait que S. Augustin dit que par les lettres des Papes Innocent & Zozime la cause étoit finie: CAUSA FINITA EST; d'où il s'ensuit, conclut M. Tournely, que le Jugement des Evêques & l'acceptation des Bulles des Papes en matière de foi ne sont pas libres.*

Trois Observations renverseront tout ce que M. Tournely avance avec tant de confiance.

1. On a vu dans la première partie de cette Dissertation, que ce qui se passa du tems de Zozime est une des preuves des plus claires que l'on puisse choisir dans l'Antiquité en faveur du droit des Evêques. Le Pape Zozime ayant approuvé dans son Concile Romain la profession de foi de Celestius, non seulement l'Eglise d'Afrique ne souscrivit pas à cette approbation, mais les Evêques écrivirent au Pape qu'ils s'étoient laissé surprendre par cet hérétique, qu'il falloit

loit l'obliger de se soumettre aux lettres du Pape Innocent , & lui faire anathématiser nettement l'erreur. Tel est l'exemple dont M. Tournely se sert , pour faire voir que l'acceptation des Evêques n'est pas libre.

2. Ce qui se passa par rapport au Pape Innocent I. n'est pas plus concluant. Les Evêques d'Afrique ne consulterent point le Pape pour favoir à quoi ils devoient s'en tenir par rapport aux Pélagiens ; mais après avoir condamné ces hérétiques , ils firent part au S. Siège de leur jugement , afin que le Pape joignît son autorité à ce qu'ils avoient déjà ordonné. *Hoc itaque, Domine frater, sanctæ Caritati tuæ intimandum duximus, ut statutis nostræ mediocritatis etiam Apostolica Sedis adhibeatur auctoritas*, disent les Peres du Concile de Carthage. C'est ce qui paroît encore par la lettre du Concile de Milève , & par celle que S. Augustin écrit Ep. 176. au Pape avec quatre autres Evêques d'Afrique. Innocent I. confirma tout ce qui Ep. 177. avoit été décidé par les Evêques d'Afrique, & il s'en tint tellement à leur décision, qu'il déclare qu'il n'avoit rien à ajouter contre l'erreur des Pélagiens, parceque les Evêques d'Afrique n'avoient rien omis de ce qu'il falloit dire : *Nec quidquam superesse duximus quod dicamus, cum nihil prætermissum à vobis, nihil constet esse suppressum... Ideoque à nobis testimonia nulla ponuntur, quia & his plena* Ep. 181.

plena relatio est, & satis constat tot doctissimos Sacerdotes cuncta dixisse.

Les Evêques d'Afrique avoient-ils besoin d'examen & de délibération pour accepter des lettres par lesquelles le Pape confirmoit leur jugement; & peut-on jamais conclurre de cet exemple, que les Evêques soient obligés de recevoir de la même manière un jugement du Pape qui ne seroit pas conforme à leur doctrine & à la tradition de leurs Eglises?

3. M. Tournely voudroit faire croire que S. Augustin a cru que la cause des Pélagiens étoit finie pour toute l'Eglise, parcequ'ils étoient condamnés par l'Eglise d'Afrique & par le S. Siège, pour pouvoir avancer, suivant l'idée bizarre qu'il s'est formée, que lorsque le Pape répond à une consultation d'Evêques, la cause est finie.

Mais en premier lieu, quand l'union d'une grande l'Eglise avec le S. Siège finiroit une question de doctrine, il ne s'ensuivroit pas qu'une simple consultation pût produire le même effet, parcequ'il y a une différence infinie entre des Evêques qui consultent le Pape, & des Evêques qui jugent avec le Pape & comme le Pape.

Quand une Eglise a jugé, & que le Pape a confirmé ce jugement, la cause n'est véritablement finie que lorsque toute l'Eglise accepte expressément sa décision, ou au moins qu'a-

qu'après un tems considérable personne ne réclame. Il est vrai que ce consentement de toute l'Eglise a la même force que si un Concile général avoit prononcé, c'est ce qu'on conclut de l'affaire des Pélagiens exactement rapportée. Il est vrai que S. Augustin dit à son peuple dans un de ses sermons: On a envoyé la relation des Conciles au Siège Apostolique, on en a reçu des rescrits, la cause est finie, *Causa finita est*; mais S. Augustin ne croioit pas la cause finie précisément par la réponse du Pape sur les relations des Conciles d'Afrique, il la croioit finie, parceque, comme il le marque dans le premier livre contre Julien, les Evêques & les plus grandes lumières de l'Orient s'étoient unis avec les saints & les Evêques d'Occident dans la condamnation des erreurs de Pélagie. C'est ce que S. Augustin dit dans le 4. livre au Pape Boniface.

Cum eorum profanas vocum novitates Ecclesia Christi & occidentalis & orientalis horruerit. Lib. 4. cont. duas Epist. Pelag. c. 8. n. 20.
C'est ce saint concert des deux Eglises dont S. Augustin se sert pour répondre aux Pélagiens, qui se plaignoient de ce qu'on n'avoit pas assemblé un Concile général pour les condamner. *Aut verò congregatione Synodi opus erat ut aperta pernicies damnaretur.* Ibid. c. 12 n. 34

Zozime éclairci par les Evêques d'Afrique, condamna, dit Marius Mercator, par une très-longue lettre Pélagie & Celestius, aux-

auxquels il avoit été d'abord trop favorable. Ces écrits du Pape furent adressés aux Evêques d'Orient, d'Egypte, de Constantinople, de Thessalonique, & de Jérusalem; & cette lettre envoyée par tout l'univers fut fortifiée & confirmée par les souscriptions de tous les Evêques. *Quæ per totum orbem missa subscriptionibus sanctorum Patrum est roborata*, dit le même Marius Mercator. Et c'est sur ce fondement que Capreolus Evêque de Carthage écrivit au Concile d'Ephèse par le Diacre Besula, que l'autorité du Siège apostolique jointe au jugement uniforme des Evêques avoit étouffé l'hérésie de Pélage : *Apostolica sedis auctoritas, sacerdotumque in unum consonans sententia oppressit*. Il supplie les Peres du Concile de ne point revoir ce qui avoit été jugé, & de décider seulement les erreurs nouvelles qui avoient pu être répandues. Il paroît que le Concile d'Ephèse en usa ainsi. Les Pélagiens & les Célestiens y furent pros crits comme condamnés déjà par tout l'univers.

Mais on ne peut trop réfléchir sur les conséquences où conduiroit le principe de M. Tournely. Si tôt que l'Eglise de France aura consulté le Pape sur un point de doctrine, & que le Pape aura décidé, l'Eglise de France doit d'abord accepter; ensuite les autres Eglises sont obligées de garder la même conduite, puisque la cause est finie :

Tom. 3.
Conc.

pag. 532.

finie : ainsi le jugement du Pape est reconnu infaillible & irréformable , & la simple consultation d'une Eglise particulière lie l'Eglise universelle. Lors donc qu'il plaira à l'Eglise d'Italie ou de Portugal de consulter le Pape sur sa pretention d'infailibilité , ou sur le pouvoir qu'il s'attribue sur le temporel des Rois , & que le Pape aura répondu , comme il ne manquera pas de le faire , dès lors l'Eglise de France , & toute l'Eglise sera obligée de croire le Pape infaillible.

SECOND EXEMPLE DE M. TOURNELY.

Le second exemple de M. Tournely est tiré de la manière dont les Evêques de France acceptèrent la Constitution d'Innocent X. contre les cinq propositions. C'est la preuve sur laquelle roule tout son écrit. Voions si elle est aussi décisive qu'elle l'a paru à M. Tournely. J'oppose à tous les raisonnemens de ce Docteur ces trois réflexions.

1. Les circonstances de l'affaire présente sont si différentes de celles de l'affaire des cinq propositions , que l'on ne doit pas régler la conduite que les Evêques doivent tenir dans l'acceptation de la Constitution de Clément XI. sur la manière dont leurs Prédécesseurs ont reçu celle d'Innocent X.

2. Les Evêques de France ont conservé
le

le droit de juger dans l'acceptation de la Constitution d'Innocent X.

3. Les lettres mêmes des Assemblées de 1653. & 1654. écrites au Pape & aux Evêques ne prouvent point ce que M. Tournely voudroit établir.

Les Evêques, en 1653. ont accepté sans délai, sans examen, par pure obéissance, la Constitution d'Innocent X. dit M. Tournely, donc ils doivent recevoir aujourd'hui avec la même soumission la Bulle de Clément XI. En supposant pour vrai ce qu'il avance sur l'acceptation de la Constitution d'Innocent X. je nie la conséquence qu'il prétend en tirer ; la seule comparaison de ces deux affaires suffit pour réfuter M. Tournely.

Quatre-vingt-cinq Evêques de France frappés des divisions qu'excitoit le livre de Janſenius, déjà condamné par la Bulle d'Urban VIII. déferent au Pape Innocent X. cinq propositions sur les matières de la grace, pour obtenir un jugement qui terminât les disputes, & qui pût donner la paix à l'Eglise. Les Evêques, à la vérité, n'insérèrent pas leur avis dans la consultation qu'ils adressèrent à sa Sainteté ; mais nous apprenons de la Relation composée par M. de Marca, que les Evêques n'eurent recours à l'autorité du Pape *qu'afin qu'il condannât en particulier chacune des cinq propositions, & qu'ils les regardoient déjà*

déjà comme si mauvaises qu'ils les auroient eux mêmes condamnées, comme ils en avoient l'autorité, si les circonstances des tems leur avoient permis de s'assembler. Le Pape prononce son jugement, il condamne les cinq propositions avec des qualifications propres à chacune en particulier : le Clergé avoit-il besoin de délibérer long-tems sur l'acceptation d'un jugement qui n'étoit que la confirmation de celui que la plus-part des Evêques de France avoient déjà prononcé? *Quant à la matière qui étoit traitée dans la Constitution*, dit M. de Marca dans sa Relation, elle étoit si connue à tous ceux de l'Assemblée depuis douze ans, qu'elle avoit été agitée en France, que l'on n'eut point de peine à reconnoître que la décision du Pape confirmoit l'ancienne foi de l'Eglise, enseignée par les Conciles & par les Peres, & renouvellée dans le Concile de Trente, & qu'un chacun des Evêques étoit obligé de faire publier & exécuter dans son Diocèse le contenu en ladite Constitution.

La Constitution de Clément XI. condamne avec des qualifications dures, mais indéterminées, & respectivement seulement, cent & une propositions sur les points les plus importants du dogme & de la morale. Les Evêques de France n'ont point déféré au Pape ces propositions, elles ont été examinées à Rome dans le secret impénétrable du S. Office : le Clergé de France n'a pas eu la

moindre connoissance de ce qui s'y traitoit. Trois Evêques seulement, & quels Evêques ! MM. de la Rochelle, de Lugo & de Gap prient le Pape de condamner le livre du P. Q. Mais ces Evêques, ni personne en France, excepté les Jésuites, ne pouvoit prévoir une condamnation si générale & si étendue. Dira-t-on que l'Eglise de France avoit jugé ces propositions avant que le Pape prononçât ? Avoit-on prévenu une décision que l'on ne pouvoit deviner ? Et quelle conséquence peut-on tirer de ce qui s'est passé dans l'acceptation de la Constitution d'Innocent X. pour régler la manière dont celle de Clément XI. doit être reçue ?

Mais je dis en second lieu, que les Evêques de France, dans l'acceptation de la Constitution d'Innocent X. ont exercé & conservé le droit de juger les affaires de la foi avant le Pape ; de ne recevoir & de n'exécuter qu'en juges, les Constitutions dogmatiques des Papes ; que par conséquent, dans une occasion comme celle-ci, ils doivent avec bien plus de raison agir en juges, & mettre leur droit à couvert.

L'esprit de l'Assemblée de 1653. comme il paroît par le Procès-verbal de 1657. & par la Relation, fut de conserver aux Evêques le droit de juger les matières de foi. *Il fut donc arrêté que dans la lettre qu'on écriroit*

au Pape, on inféroit une clause qui conservât aux Evêques le droit de juger en première instance les matières de foi, & qu'on feroit entendre au S. Siège, que les Evêques pouvoient, lorsqu'ils le jugeroient à propos, envoyer leur relation au S. Siège en y ajoutant leur jugement. Voila ce qu'ils ont marqué touchant le droit de juger avant le Pape.

Mais ils n'acceptoient la Constitution qu'en jugeant & en condamnant avec lui. Un chacun des Evêques instruit à fond de la matière de la Constitution, n'eut pas de peine à reconnoître, dit M. de Marca dans sa Relation, que la décision du Pape confirmoit l'ancienne foi de l'Eglise, enseignée par les Conciles & par les Peres, & qu'il étoit obligé de faire publier la Constitution. Chaque Evêque ne se crut donc obligé de publier la Constitution, que parce qu'il y avoit reconnu l'ancienne foi de l'Eglise; de la même manière que les Evêques de France avoient reçu autrefois la lettre de S. Leon., *Recognoscetes in eis fidei sue sensum*. Ils commencent par juger que la Constitution ne contient que l'ancienne foi de l'Eglise; c'est le principe de leur conduite, & ils en concluent qu'ils doivent la faire publier.

Il est marqué dans la même relation pag. 5. que sa Majesté s'étant servi dans ses lettres patentes du terme d'enjoindre, pour faire accepter la Constitution aux Evêques, l'on fit

observer que cette décision faite par le Pape sur matière de foi, devoit être remise à la délibération libre des Evêques, pour en ordonner la publication & l'exécution sans aucun préjugé de l'autorité séculière. Les Evêques étoient donc persuadés que le Roi ne devoit pas leur ordonner, ni leur enjoindre de faire une acceptation qui devoit être remise à la libre délibération des Evêques; & par conséquent ils ne pensoient pas qu'ils fussent obligés de recevoir nécessairement la décision du Pape; mais ils se croioient en droit de délibérer librement sur cette acceptation, c'est-à-dire, avec le pouvoir d'accepter ou de ne pas accepter: car je ne croi pas que M. Tournely ait une autre idée de la liberté.

Mais, dit M. Tournely, cette délibération libre des Evêques exclut seulement l'autorité séculière, qui n'a pas le droit de commander aux Evêques d'accepter une Bulle du Pape en matière de foi; & l'on ne doit pas en conclurre que les Evêques eussent été libres de ne point recevoir la Bulle d'Innocent X. Il est certain que par là on a voulu exclure l'autorité séculière. Mais en même tems la raison dont se servent les Evêques, qu'*Une décision faite en matière de foi doit être remise à la libre délibération des Evêques*, établit leur droit de délibérer sur le fond même de l'acceptation. Si le Roi ordonnoit à des Curés de publier une Bulle du Pape en matière

tière de foi, ils se contenteroient de répondre qu'une telle publication ne doit pas être faite par l'ordre de l'autorité séculière; ils ne diroient pas que la décision du Pape doit être remise à la libre délibération des Curés, parce qu'ils n'ont en effet nul droit de délibérer * sur l'acceptation; & dans l'idée de M. Tournely, qui veut que les Evêques acceptent les Constitutions du Pape, sans juger, sans examiner, comme les Curés reçoivent & publient les Mandemens de leur Evêque sans les examiner juridiquement; les Prélats auroient avancé une proposition fausse & censurable.

Dans tous les Actes le droit de juger avec le Pape est exprimé: il est dit dans le procès verbal de l'Assemblée de 1655. que les Archevêques & Evêques, qui se trouverent à Paris en 1653. *prononcèrent avec sa*

G. 3.

Sain-

* C'est-à-dire, de délibérer d'une manière juridique & avec l'autorité de juges. Mais, comme on l'a remarqué plus haut pag. 139. il y a un *jugement de raison* qu'on ne peut ôter à personne, non pas même à un inférieur, en vertu duquel, lorsque le jugement du supérieur contient une erreur évidente, il doit, non pas le réformer ni l'annuler, car il n'a pas ce droit; mais s'y opposer par simple voie de remontrance & de recours à une autorité supérieure; ou au moins, lorsque ces voies lui sont fermées, n'y prendre absolument aucune part, & ne contribuer en aucune sorte, ni à le publier, ni à le faire exécuter.

Sainteté la condamnation des cinq propositions, censurées dans la Constitution. Dans la lettre à la Reine Mere, rapportée dans la Relation pag. 78. les Evêques congratulent sa Majesté sur ce qu'elle avoit fait pour arrêter le progrès de l'erreur. que le Pape Innocent X. & l'Eglise de France ont condamnée; & le formulaire qui fut dressé alors, & que l'on peut voir dans la Relation pag. 93. porte expressément, *Je condamne la doctrine des cinq propositions que le Pape & les Evêques ont condamnées.*

Enfin de simples exécuteurs des Decrets Apostoliques n'ont pas droit de les interpréter, ni de décider les contestations qui naîtroient à cette occasion. Des Evêques ne souffriroient pas que des Curés entreprissent d'interpréter leurs Mandemens. Or les Evêques de France ont interprété la Constitution d'Innocent X. le Pape approuva ce qu'ils avoient fait, & confirma leur explication; preuve certaine qu'à Rome & en France on ne révoquoit pas en doute le droit de juger qu'ont les Evêques.

Relat.
p. 8.

La Constitution n'eut pas plutôt paru, que l'on publia des Ecrits pour distinguer les sens des propositions. Les défenseurs de Jansenius prétendirent qu'il y avoit un double sens, dont l'un étoit hérétique, & l'autre catholique; & que les propositions n'étoient point dans Jansenius. C'est cette

CON-

contestation que les Evêques entreprirent de décider avec l'autorité de l'Assemblée.^{Relat. p. 11.}

L'Assemblée déclara que les cinq propositions étoient condamnées dans leur sens propre, qui étoit celui de Jansenius. *L'affaire mise en délibération*, dit M. de Marca^{Relat. p. 15.} dans sa Relation, *il fut arrêté que l'on déclareroit par voie de jugement donné sur les pièces produites de part & d'autre, que la Constitution avoit condamné les cinq propositions comme étant de Jansenius, & au sens de Jansenius.* Et le Pape Innocent X. bien loin de desapprouver cette conduite des Evêques de France, en témoigna une extreme satisfaction. Sa Sainteté dit qu'elle avoit de l'obligation aux Evêques de France de ce qu'ils avoient expliqué la Constitution, selon son sens, & elle confirma cette explication par un Bref du 29. Septembre. 1654.

Ainsi, dans toute la suite de cette affaire, les Evêques ont établi le droit qu'ils ont de juger avant le Pape, en acceptant les Constitutions par des délibérations libres, & de juger après le Pape, en expliquant par voie de jugement les contestations de doctrine nées à l'occasion de ces mêmes Constitutions. C'est par tous ces Actes authentiques que l'on peut juger de l'esprit, des sentimens, & des véritables droits du Clergé de France, & non par des complimens tels que ceux

que les Evêques de France firent au Pape dans leur lettre, où ils expriment ce qu'il y a de plus avantageux pour son autorité, sans rien dire des conditions qui la restreignent, & qui la réduisent dans ses justes bornes.

Voici les termes les plus forts de cette lettre, & sur lesquels M. Tournely insiste davantage, je les rapporte en latin, parce qu'ils sont fort mal traduits en françois. *Enimverò vetusta illius ætatis Ecclesia catholica solà Cathedra Petri communione & auctoritate fulta, quæ in decretali Epistola Innocentii ad Africanos data elucebat, quamque dein Zozimi altera ad universos orbis Episcopos epistola subsequuta est, Pelagiana hæresis damnationi absque cunctatione subscripsit. Perspectum enim habebat non solum ex Christi Domini pollicitatione Petro facta, sed etiam ex actis priorum Pontificum..... judicia pro sancienda regula fidei à summis Pontificibus lata super Episcoporum consultatione, siue suam in actis relationis sententiam ponant, siue omitant, prout illis collibuerit, divinâ aqûe ac summa per universam Ecclesiam auctoritate niti, cui Christiani omnes ex officio ipsius quoque mentis obsequium præstare teneantur.*

Qu'un Ultramontain presse les termes de ce compliment pour en conclure que le Concile n'est pas supérieur au Pape, & que
le

le souverain Pontife est infallible , je n'en serai pas surpris ; mais qu'un Docteur François s'en serve pour prouver que la décision du Pape oblige tous les fideles à la regarder comme une regle de foi, indépendamment du consentement de l'Eglise, & de l'acceptation des Evêques, c'est ce qu'on ne devoit pas souffrir dans un Royaume jaloux de ses maximes & de ses libertés. Si M. Tournely prend donc à la lettre & à la rigueur ces expressions de la lettre des Evêques, il en conclura, que l'autorité du Pape est supérieure à toute autre autorité, même à celle du Concile général : puisqu'elle est appelée souveraine & la plus grande, *Summa* ; qu'il est infallible, puisque son autorité dans les décisions de foi est une autorité divine, à laquelle tous les fideles doivent une soumission d'esprit, *Ipsius mentis obsequium*. C'est à M. Tournely à s'expliquer. Son dessein est-il de renverser deux des principaux articles de la Déclaration du Clergé de France, & d'opposer les Evêques assemblés en 1653. à ceux de 1682 ? Si c'est là sa vue, comme son Ecrit ne l'en fait que trop soupçonner, quand il nous l'aura avouée clairement, on lui répondra comme on répondroit à un Ultramontain ; mais s'il n'a pas renoncé à tous les sentimens d'un Théologien François & d'un Docteur de la Faculté de Paris, il doit convenir avec nous

de

de la nécessité d'interpréter ces expressions trop fortes, pour les réduire à un sens exact & compatible avec nos maximes; c'est-à-dire que ces jugemens de foi prononcés par le souverain Pontife, n'acquiescent une autorité divine & souveraine, à laquelle tous les fideles doivent se soumettre, que quand ils sont reçus & acceptés par toute l'Eglise; comme la condamnation des Pélagiens par Innocent & par Zozime, citée dans la lettre, acquit en effet cette autorité, & la cause fut censée finie par l'union des suffrages des Evêques de tout l'univers avec le jugement du Pontife Romain. Les Evêques de France expriment (comme on fait dans les complimens) ce qui est plus propre à relever l'autorité du S. Siege, & pour ne point déplaire à la Cour Romaine, ils ne disent rien du consentement des Evêques qui est la condition absolument nécessaire pour donner à la décision du Pape la force d'obliger toute l'Eglise.

Mais toutes ces intrigues & cette vivacité des Docteurs dévoués aux Jésuites pour donner au Pape une autorité sans bornes, pour anéantir les droits de l'Episcopat, pour renverser toutes nos libertés, pourvu que la Constitution soit reçue, ne confirment-elles pas l'idée que quelques personnes ont eue, que la Constitution est le fruit d'une

convention secrète entre la Société & la Cour de Rome?

Voici ce mystere de politique tel qu'il m'a été rélévé par un homme qui a de grands commerces à Rome, & qui est fort instruit de ce qui s'y passe. Les vues de cette Cour se sont trouvées réunies avec celles de la Société pour condamner un livre & pour flétrir un Auteur aussi odieux aux Romains qu'aux Jésuites. L'objet principal des Jésuites a été de faire décider solennellement par cette Constitution les principes de leur Théologie sur la grace, sur l'amour de Dieu, sur l'attrition, & sur la pénitence. La Cour de Rome s'est proposé d'introduire en France la discipline de l'Italie, & les regles de l'*Index* sur la lecture de l'Ecriture sainte, de flétrir la doctrine du Roiaume sur l'autorité de l'Eglise par rapport aux censures, de se rendre à jamais redoutable, & de se mettre en état de tout entreprendre, en forçant les fideles à craindre les censures injustes, & à abandonner leur devoir plutôt que d'encourir une excommunication. Enfin le Pape a voulu profiter de cette conjoncture, pour établir son autorité dans les matières de foi, en obligeant les Evêques d'accepter ses Constitutions avec une soumission aveugle, sans aucun examen & sans jugement. Le Pape a tout promis sur les dogmes si chers aux Jésuites, pourvu qu'on fit réussir des
pré-

prétentions dont il est uniquement occupé. Les Jésuites ont flaté le Pape de faire passer en France ce qu'il vouloit établir, pourvu qu'on confirmât leur doctrine. Le Pape, élevé parmi les Jésuites, attaché aux sentimens de Sfondrate sur la grace, & aux maximes du Jésuite Francolin sur la pénitence, s'est laissé facilement éblouir par les artifices des Jésuites. Ceux-ci naturellement ennemis de l'Episcopat & de la doctrine de France, Ultramontains par inclination, se sont engagés volontiers à faire réussir ce que le Pape désiroit. Ainsi par ce concert d'intérêts, par cette complaisance mutuelle, s'est formé cet ouvrage surprenant de la Constitution, où des dogmes si importans sont condamnés par le Pape, pour faire plaisir aux Jésuites; & les droits de l'Episcopat, les regles de la discipline, les principes de nos libertés sont sacrifiés à la Cour de Rome, comme la récompense du Molinisme érigé en dogme de foi.

F I N.

C

//